

# PLAN LOCAL D'URBANISME

COMMUNE DE PLOUGRESCANT

## 1. RAPPORT DE PRESENTATION / TOME 1

*Arrêté par délibération  
du Conseil Communautaire du 11/12/2018*

*Approuvé par délibération  
du Conseil Communautaire du 10/12/2019*



# SOMMAIRE

## INTRODUCTION / 5

PRÉAMBULE / 6

PIÈCES DU PLU / 7

CONTEXTE / 9

BILAN DU POS EN VIGUEUR / 11

## PRÉSENTATION DE LA COMMUNE / 15

CONTEXTE URBAIN / 16

CONTEXTE PAYSAGER / 20

## DIAGNOSTIC TERRITORIAL / 23

ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE / 24

HABITAT ET LOGEMENT / 27

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / 32

MOBILITÉ ET DÉPLACEMENTS / 38

ÉQUIPEMENTS ET SERVICES / 42

## ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT / 45

ENVIRONNEMENT NATUREL ET PAYSAGES / 46

PATRIMOINE ET CADRE DE VIE / 62

RISQUES ET NUISANCES / 68

GESTION DES RESSOURCES / 74





# INTRODUCTION

**PRÉAMBULE / 6**

**PIÈCES DU PLU / 7**

**CONTEXTE / 9**

**BILAN DU POS EN VIGUEUR / 11**



# PRÉAMBULE

Le Plan local d'urbanisme (PLU) est l'instrument privilégié de planification territoriale des collectivités locales, par lequel elles peuvent maîtriser et orienter le développement urbain de la commune. Il remplace, depuis 2000, le Plan d'occupation des sols (POS).

L'élaboration d'un PLU est l'occasion d'élaborer un projet de territoire à horizon 15 ans. Ce projet doit répondre aux enjeux locaux, en termes d'habitat, d'emploi, d'équipements, de services, de commerces, de déplacements et de protection de l'environnement bâti et naturel.

**Le PLU est un document accessible et opposable à tous. Il détermine l'occupation et l'affectation des sols, et définit les règles pour quiconque veut construire, modifier, transformer, réhabiliter ou agrandir une construction.**

Outil à vocation réglementaire, le PLU organise le cadre de vie des

Plougrescantais et exprime le projet de la commune pour les années à venir à travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), en compatibilité avec les documents de planification supracommunaux.

Le PLU doit être compatible avec les lois d'urbanisme et d'aménagement et permettre la mise en œuvre des principes généraux d'aménagement énoncés par le Code de l'urbanisme avec notamment comme exigences :

- ❖ Une utilisation économe de l'espace et la limitation de l'étalement urbain par le renouvellement urbain
- ❖ L'équilibre entre le développement urbain et la préservation des espaces naturels
- ❖ La mixité urbaine : mixité sociale, mixité des fonctions

Le Conseil Municipal a prescrit, par délibération, la révision du Plan d'occupation des sols valant élaboration du Plan local d'urbanisme le 6 février 2015.

Les objectifs définis dans cette délibération relative à l'élaboration du PLU sont les suivants :

- ❖ Poursuivre un urbanisme maîtrisé tout en veillant à une utilisation économe de l'espace et en permettant une mixité sociale et intergénérationnelle
- ❖ Conserver et renforcer la qualité du cadre de vie local

- ❖ Développer les services et activités économiques
- ❖ Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti de la commune
- ❖ Accentuer les pratiques de circulation douces afin de favoriser la mobilité durable
- ❖ Prendre en compte les zones naturelles sensibles et notamment les sites Natura 2000 à terre et en mer
- ❖ Identifier et protéger la trame de continuité écologique verte et bleue
- ❖ Identifier et préserver les zones humides et les cours d'eaux sur l'ensemble du territoire communal
- ❖ Protéger la population face aux risques d'inondation par submersion marine, auxquels le territoire communal est exposé
- ❖ Intégrer la jurisprudence récente de la loi littoral

En application de la loi ALUR, Lannion-Trégor Communauté est devenue compétente pour l'élaboration du PLU de la commune depuis le 27 Mars 2017. **Par délibération du 31 mars 2017, le Conseil Municipal de Plougrescant a donné son accord à la poursuite de la procédure d'élaboration du PLU par l'intercommunalité.**



## PIÈCES DU PLU

Conformément à l'article L. 151-2 du Code de l'urbanisme, le dossier de PLU comprend :

- Le rapport de présentation
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)
- Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)
- Le règlement comprenant la règle écrite et des documents graphiques
- Les annexes (périmètres divers)

Les pièces composant le PLU doivent être cohérentes entre elles, et plus particulièrement s'articuler autour du PADD.

### **Le rapport de présentation**

Il expose le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, et précise les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Il analyse également l'état initial de l'environnement et explique les choix retenus pour définir le Projet d'Aménagement et de Développement Durables ainsi que la délimitation des zones. Il expose les motivations des dispositions du règlement.

Enfin, il évalue les incidences des orientations du plan sur l'environnement, et expose la manière dont le plan prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

### **Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables**

Le PADD représente le projet d'évolution et de développement d'ensemble de la commune pour les dix à quinze années à venir.

Il définit pour l'ensemble du territoire de la commune des orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement commercial, le développement économique et les

loisirs, retenues pour l'ensemble de la commune. Ces orientations apportent des réponses aux problèmes mis en évidence dans le diagnostic territorial et prennent en compte les besoins futurs.

Pierre angulaire du PLU, le PADD définit des objectifs et orientations qui sont déclinés dans toutes les autres pièces du PLU. Le PADD fait l'objet d'un débat en conseil municipal.

### **Les Orientations d'Aménagement et de Programmation**

Les orientations d'aménagement et de programmation exposent de façon synthétique, sous forme de fiches écrites et de schémas pour les principaux lieux de projet à venir, les enjeux urbains, les principales affectations et orientations de programme, les principes de composition urbaine ainsi que les équipements publics envisagés sur un secteur donné.

Les orientations d'aménagement s'imposent aux opérations d'aménagement et de construction en termes de compatibilité et non de conformité.

Les orientations d'aménagement sont élaborées en cohérence avec le PADD d'une part et avec le règlement et ses documents graphiques d'autre part.

### **Le règlement**

Il fixe, en cohérence avec le Projet d'Aménagement et de Développement Durables, les

règles générales et les servitudes d'utilisation des sols permettant d'atteindre les objectifs mentionnés à l'article L. 101-2 du Code de l'urbanisme. Le règlement délimite les zones urbaines ou à urbaniser, ainsi que les zones naturelles, agricoles et forestières à protéger. Il définit notamment, en fonction des zones et des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions. Dans certaines zones, il peut interdire les constructions nouvelles.

Il se compose d'une règle écrite et de documents graphiques. Le règlement écrit décline les différents types de zones et la réglementation qui s'y applique. Les documents graphiques précisent et délimitent des zones à l'intérieur desquelles un règlement spécifique s'applique ou qui relèvent de dispositions particulières. Ils délimitent ou identifient également des secteurs ou espaces faisant l'objet de règles particulières (emplacements réservés, espaces boisés classés, etc.).

Ces documents composant le règlement s'imposent aux projets en termes de conformité, les règles qu'il énonce doivent être respectées strictement.

### **Les annexes, le plan des servitudes d'utilité publique**

Intégrées au PLU à titre d'information, les annexes

constituent cependant une pièce obligatoire du dossier.

Leur utilité est triple : elles servent de complément au rapport de présentation, d'aide à la réalisation des projets et de complément aux dispositions réglementaires du PLU.

Ces annexes se composent des périmètres institués indépendamment du PLU : périmètres de ZAC, droit de préemption urbain, périmètres de zones d'étude, etc.

Les servitudes d'utilité publique, communiquées par le préfet dans un but d'intérêt général, comportent notamment la liste des monuments historiques protégés, les servitudes de passage des canalisations de transport de gaz et d'électricité, les servitudes de protection des transmissions radioélectriques, etc.





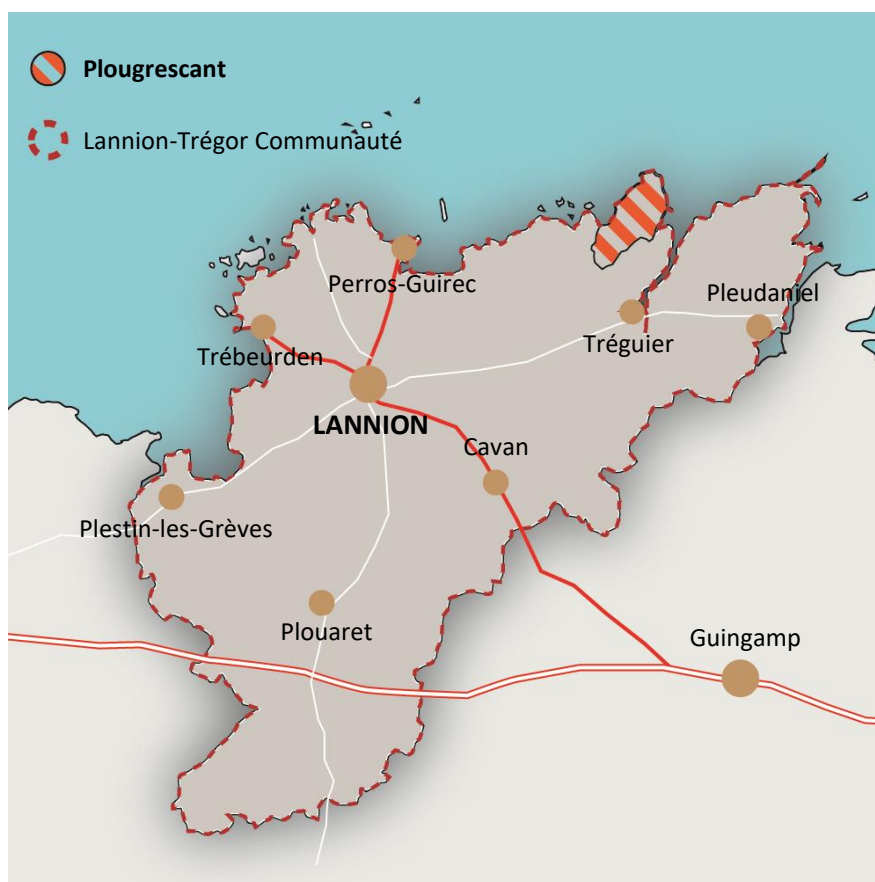
commune la plus importante de l'intercommunalité.

## CONTEXTE

Située à l'extrême nord des Côtes-d'Armor, Plougrescant, *Plougouskan* en breton, est une commune côtière située sur la côte des Ajoncs. Elle accueille environ 1250 habitants à l'année et s'étend sur plus de 15 km<sup>2</sup>. Les îles de Loaven, d'Ivîvec et les îles d'Er sont rattachées à la commune.

Plougrescant est située à environ dix kilomètres au nord de Tréguier. Elle est bordée par la Manche au nord et à l'ouest, par l'estuaire du Jaudy et la baie d'Enfer à l'est et est limitée au sud-est par le ruisseau de Lizildry. Elle a, au sud-est, une frontière administrative commune avec Plouguil et, au sud-ouest, avec Penvénan.

Plougrescant est membre de Lannion-Trégor Communauté depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017. Cet Établissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) compte près de 118 000 habitants et regroupe 60 communes. Plougrescant est, en matière démographique, la vingt-neuvième



Le contexte administratif et géographique  
Cartographie : Perspective. Atelier d'urbanisme

## ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS D'ORDRE SUPERIEUR : SCOT, SDAGE, SAGE

Le Plan local d'urbanisme est un document s'inscrivant dans une hiérarchie de normes. Il s'impose à certains documents et doit être compatible avec les documents d'ordre supérieur :

### Le Schéma de Cohérence Territoriale

Le Conseil Communautaire de Lannion-Trégor Communauté, par délibération en date du 4 avril 2017, a prescrit l'élaboration d'un Schéma de Cohérence Territoriale sur l'ensemble de son territoire (SCoT).

A ce jour, seules 44 communes de l'Agglomération sont concernées par le SCoT en vigueur (adopté le 05 décembre 2012 et rendu exécutoire depuis le 6 mars 2013). Le nouveau SCoT couvrira la commune de Plougrescant.

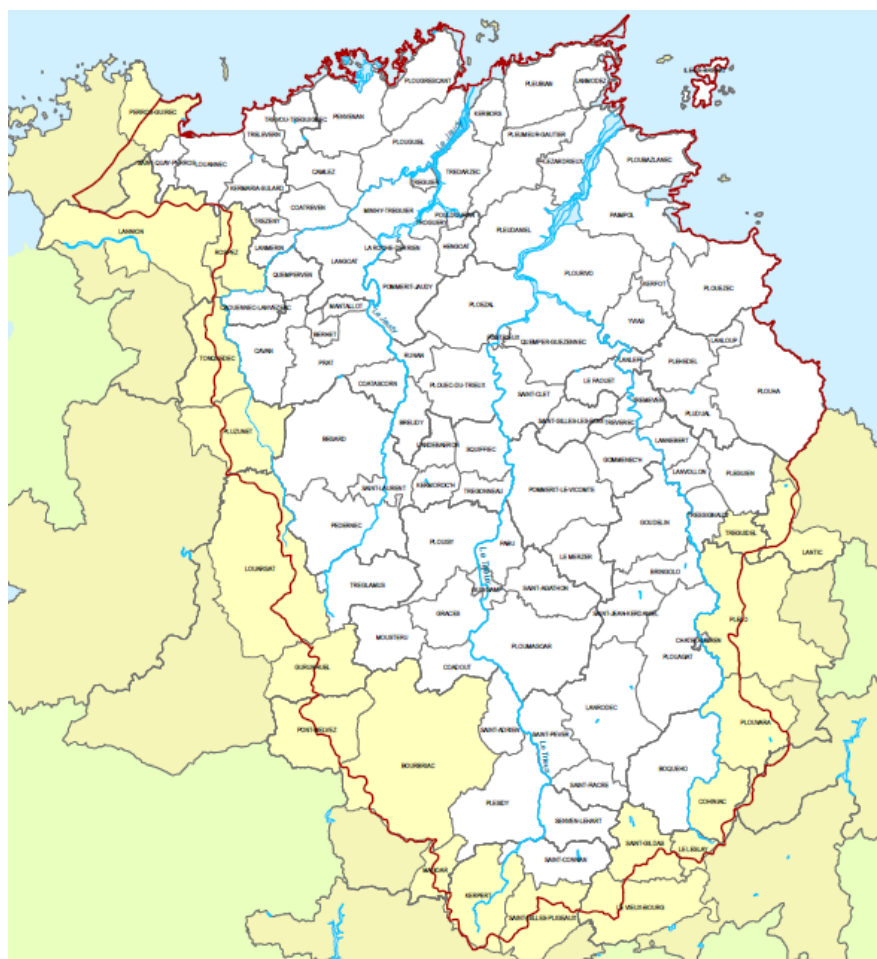
### Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Loire Bretagne

Ce document cadre décrit la stratégie adoptée à l'échelle du bassin Loire-Bretagne en vue de stopper la détérioration des eaux et de retrouver un bon état de toutes les eaux, cours d'eau, plans d'eau, nappes et côtes, en tenant compte des facteurs naturels, techniques et économiques.

Le SDAGE en vigueur pour la période 2016-2021 a été adopté par le comité de bassin Loire-Bretagne en novembre 2015.

### Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux Argoat-Trégor-Goëlo

Le territoire de Plougrescant est entièrement compris dans le périmètre du SAGE. La Commission locale de l'eau (CLE) s'est réunie en février 2016 pour valider le projet de SAGE. L'arrêté d'approbation a été signé en avril 2017.



▀ **Périmètre du SAGE Argoat-Trégor-Goëlo**  
Source : SAGE Argoat-Trégor-Goëlo



### ❖ Les zones agricoles, classées « NC »

Ces zones comprennent tous les terrains qui doivent être conservés pour les besoins de l'agriculture, le développement des activités agricoles et aquacoles.

### ❖ Les zones naturelles, classées « ND »

Ce sont des zones à protéger en raison, d'une part, de l'existence de risques ou de nuisances, et d'autre part, de la qualité des sites, des milieux naturels, et de leur intérêt esthétique ou écologique.

## BILAN DU POS

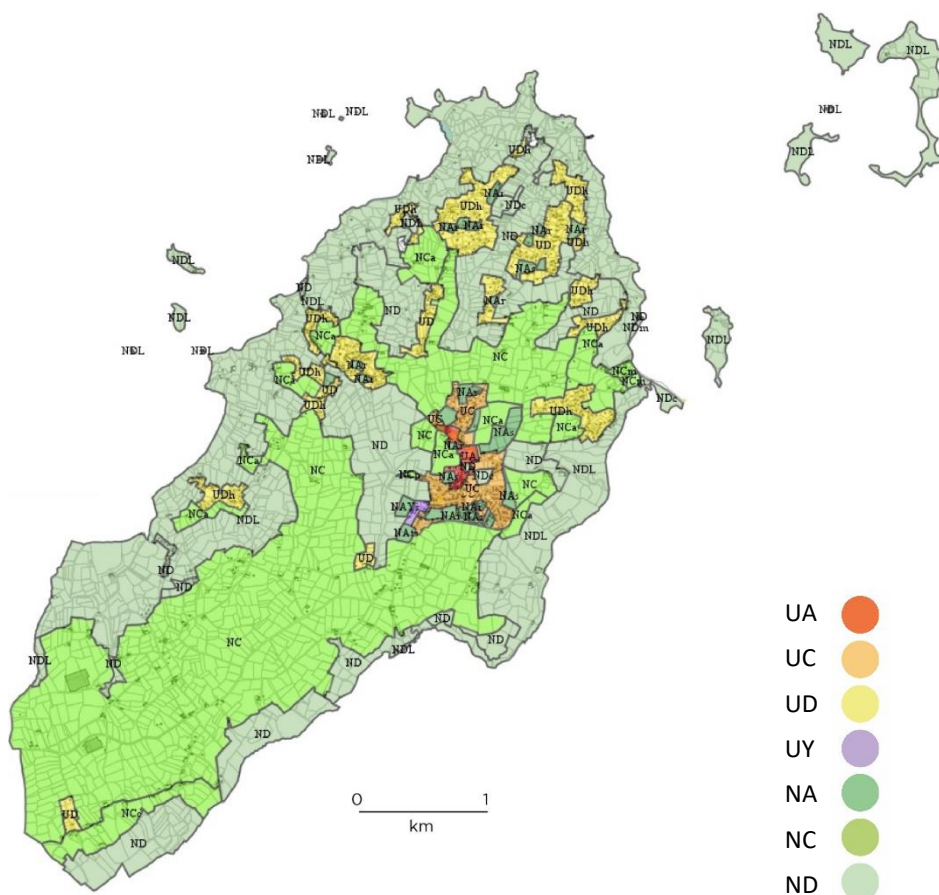
Plougrescant dispose d'un POS approuvé en 2000. Ce dernier est aujourd'hui caduc et la commune est soumise au règlement national d'urbanisme. L'ancien POS découpait le territoire de la commune en différentes zones :

### ❖ Les zones urbaines, classées « U »

Ces zones à vocation d'habitat et/ou d'activités (UA, UC, UD, UY) sont construites ou immédiatement constructibles car les équipements publics (eau, voirie, assainissement) desservent les parcelles.

### ❖ Les zones à urbaniser, classées « NA »

Il s'agit de zones, qui, du fait de leur situation favorable à proximité de quartiers bâtis, ont une vocation urbaine, mais dans lesquelles un plan d'aménagement est nécessaire à cause de la taille ou de la configuration du parcellaire.



Le zonage de l'ancien POS

### LES ZONES DU POS (caduc depuis le 27 mars 2017)

- ❖ Urbaines / 151,7 ha, soit 9,8 % du territoire
- ❖ À urbaniser / 31,1 ha, soit 2 % du territoire
- ❖ Naturelles / 673,9 ha, soit 43,3 % du territoire
- ❖ Agricoles / 697,3 ha, soit 44,9 %

## LA CONSOMMATION DES ESPACES

Depuis la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (loi Grenelle) et encore davantage depuis le vote de la loi pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové (loi ALUR), la lutte contre l'artificialisation des sols est un objectif majeur du Code de l'urbanisme. À ce titre, le PLU doit proposer une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan. Cette analyse est un outil de connaissance et de contrôle du territoire qui doit aboutir à la fixation d'objectifs chiffrés de limitation ou de modération de la consommation de ces espaces.

L'analyse proposée est basée sur le croisement entre :

- ❖ **Une comparaison des photographies aériennes des années 2003 et 2012**, afin de déterminer précisément la consommation du foncier par l'habitat, le développement économique et la création d'équipements.
- ❖ **Les données issues de la carte d'occupation des sols réalisée par la Direction Régionale de l'Équipement (DRE) de la Bretagne** qui détermine l'occupation des sols de Plougrescant en 2000 d'après la nomenclature « Inventaire Permanent du Littoral » (IPLI).

Période analysée : 2003/2012	Consommation par l'habitat	Consommation par l'activité économique	Consommation par la création d'équipements	Consommation tendancielle sur 10 ans
Espaces artificialisés	2,14 ha	0,15 ha	0,33 ha	<b>2,62 ha</b>
Espaces agricoles	12,11 ha	0,41 ha	0,11 ha	<b>12,63 ha</b>
Espaces naturelles	0 ha	0 ha	0 ha	<b>0 ha</b>
Espaces forestiers	0 ha	0 ha	0 ha	<b>0 ha</b>
<b>TOTAL</b>	<b>14,25 ha</b>	<b>0,56 ha</b>	<b>0,44 ha</b>	<b>15,25 ha</b>

► *Bilan de la consommation des espaces agricoles, naturels et forestiers*

### Une consommation modérée des espaces

Sur la période 2003 à 2012, 15,25 hectares ont été consommés, soit une moyenne de 1,525 hectare par an. Cette consommation est essentiellement liée à la construction de nouveaux logements (93,5%).

L'urbanisation a principalement impacté le milieu agricole. 12,11 hectares de terres agricoles ont été consommés sur les 1 112,8 hectares agricoles recensés sur la commune. Selon la nomenclature INPI, la commune est occupée à 70 % par des espaces agricoles. Cette urbanisation a essentiellement impacté des terres agricoles de taille réduite, peu adaptées à l'agriculture locale.

### Une urbanisation diffuse et des zones « à urbaniser » surdimensionnées

L'artificialisation des sols s'est répartie de la manière suivante **vis-à-vis du zonage du POS** (ce qui explique les différences observées par rapport à l'analyse proposée précédemment, basée sur les données de la carte d'occupation des sols réalisée par la DRE de la Bretagne : à titre d'exemple, une zone classée N au POS, n'est pas forcément une zone considérée comme naturelle sur la carte réalisée par la DRE) :

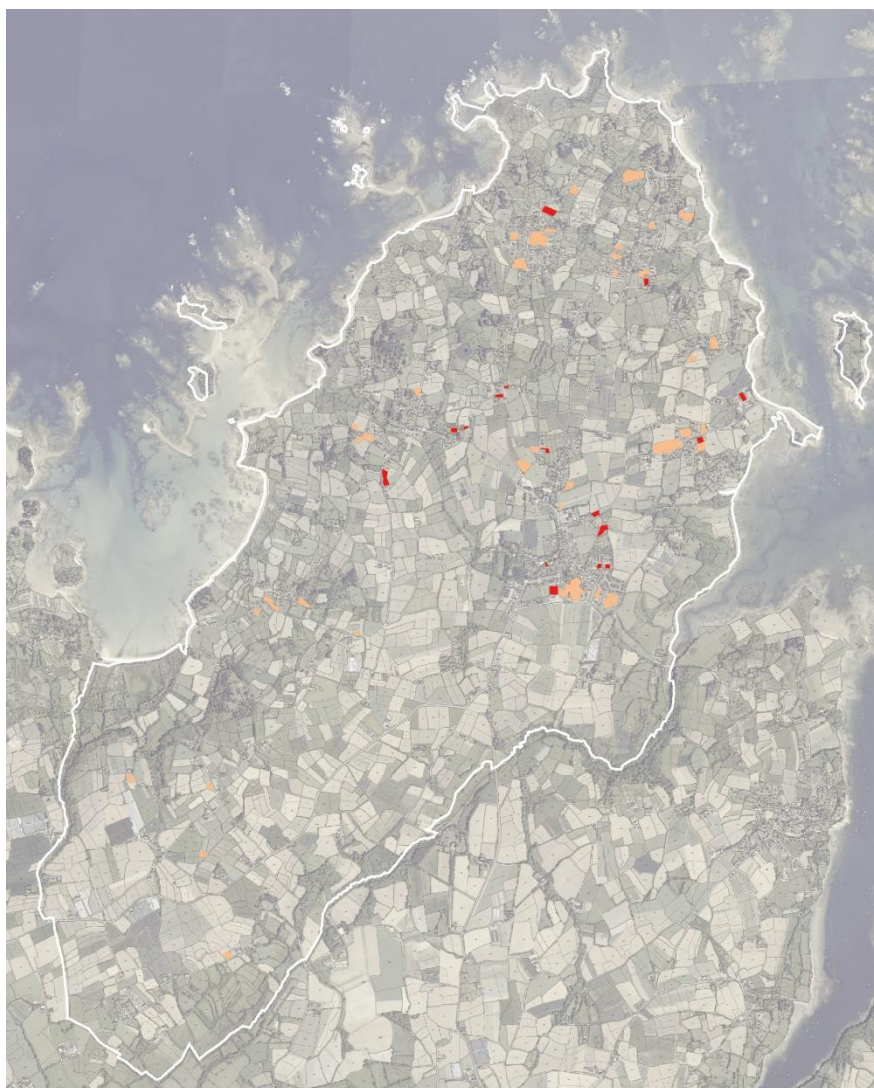
- ❖ 51,5 % au sein des zones U, dont 80% au sein des zones UD et UDh qui correspondent aux zones peu denses situées le long du littoral. Au total, moins de 25 % de l'artificialisation des sols s'est faite à l'intérieur de l'enveloppe urbaine du bourg (enveloppe définissant les limites de l'urbanisation du bourg).



- ❖ 23 % au sein des zones NA, soit 3,6 hectares. Seulement 11,5 % des zones NA du POS ont été urbanisées depuis 2000.
- ❖ 16,5 % au sein des zones agricoles.
- ❖ 9 % au sein des zones naturelles.

Consommation d'espaces artificialisés ●

Consommation d'espaces agricoles ●



▀ **Analyse de la consommation des espaces entre 2003 et 2012**

Source : Perspective. Atelier d'urbanisme





# PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

**CONTEXTE URBAIN / 16**

**CONTEXTE PAYSAGER / 20**

## L'URBANISATION DU LITTORAL

Le développement de Plougrescant s'est opéré, au fil des siècles, sous la forme d'une urbanisation diffuse, tout particulièrement dans la partie nord de la commune.

**Cette dispersion s'explique d'abord par la nécessité d'utiliser au mieux les terres agricoles de qualité en réservant les terres moins fertiles pour la construction.**

La datation de l'habitat littoral de la commune est comprise entre le 18<sup>ème</sup> siècle et le 20<sup>ème</sup> siècle. La plupart de ces maisons étaient habitées avant la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle par une population de marins, de paysans et de goémoniers, qui formaient la majeure partie de la société rurale et littorale du 19<sup>ème</sup> siècle. **La surveillance des bateaux explique également cette occupation foncière du littoral.**

**À partir du 19<sup>ème</sup> siècle, cette tendance s'est poursuivie avec le développement du tourisme.** La recherche des panoramas et des points de vue sur la mer a favorisé l'implantation des résidences secondaires le long du littoral. Alors que l'habitat traditionnel était, en général, très bien orienté, présentant souvent une façade aveugle ou peu ajourée au nord et profitant au maximum de l'ensoleillement, les constructions plus récentes s'implantent sans rapport avec le milieu, présentant



Plan cadastral de 1834

Source : patrimoine.region-bretagne.fr

quasi systématiquement la façade principale sur rue.

Si la plus grande partie du secteur littoral de la commune présente une urbanisation diffuse sous la forme d'« une toile d'araignée », **certaines lieux possèdent une organisation urbaine qui témoigne de l'existence d'une vie sociale et économique**, par exemple au niveau des secteurs de « Pors Hir » et du « Roudour ».

## L'URBANISATION DU BOURG

**La partie intérieure de la commune est historiquement moins recherchée par les constructeurs.** Il s'agissait d'abord de préserver la valeur agronomique des terres qui s'y trouvent. Ensuite, lors de l'essor touristique de la commune, son paysage moins attractif que le littoral a limité sa croissance.



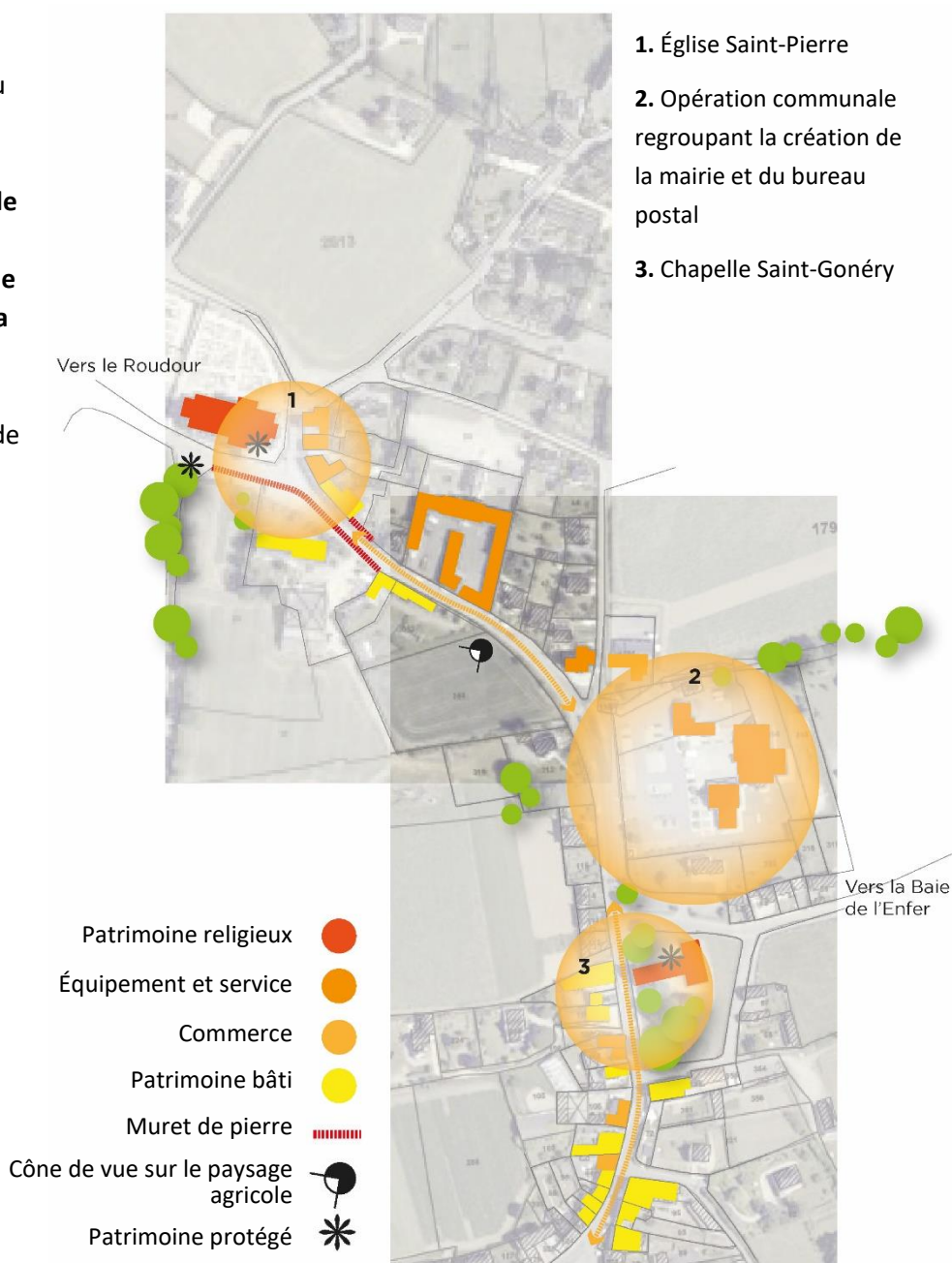
**Le bourg s'organise autour d'une double centralité, identifiée d'une part par la chapelle Saint-Gonéry et d'autre part par l'église paroissiale Saint-Pierre.**

Organisé autour de sa célèbre chapelle au clocher penché, le secteur sud du bourg possède la plus grande partie des commerces et constitue le véritable centre de gravité de la commune.

Le secteur nord, où l'église paroissiale a été édifée à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, est longtemps resté isolé du centre par des parcelles agricoles. **L'opération communale regroupant la création d'une nouvelle Mairie et d'un bureau de poste au cours des années 1980 a permis de relier les deux centralités.** Ces trois dernières décennies, le bourg a fait l'objet de plusieurs opérations de lotissement avec une politique volontariste en matière de logements sociaux.

### ► Les séquences du bourg

Cartographie : Perspective. Atelier d'urbanisme



## L'ÉVOLUTION DU TISSU URBAIN

La tendance de ces dernières décennies marque un étalement urbain engendrant une forte augmentation de l'artificialisation des sols et entraînant la disparition progressive de terres agricoles et naturelles.

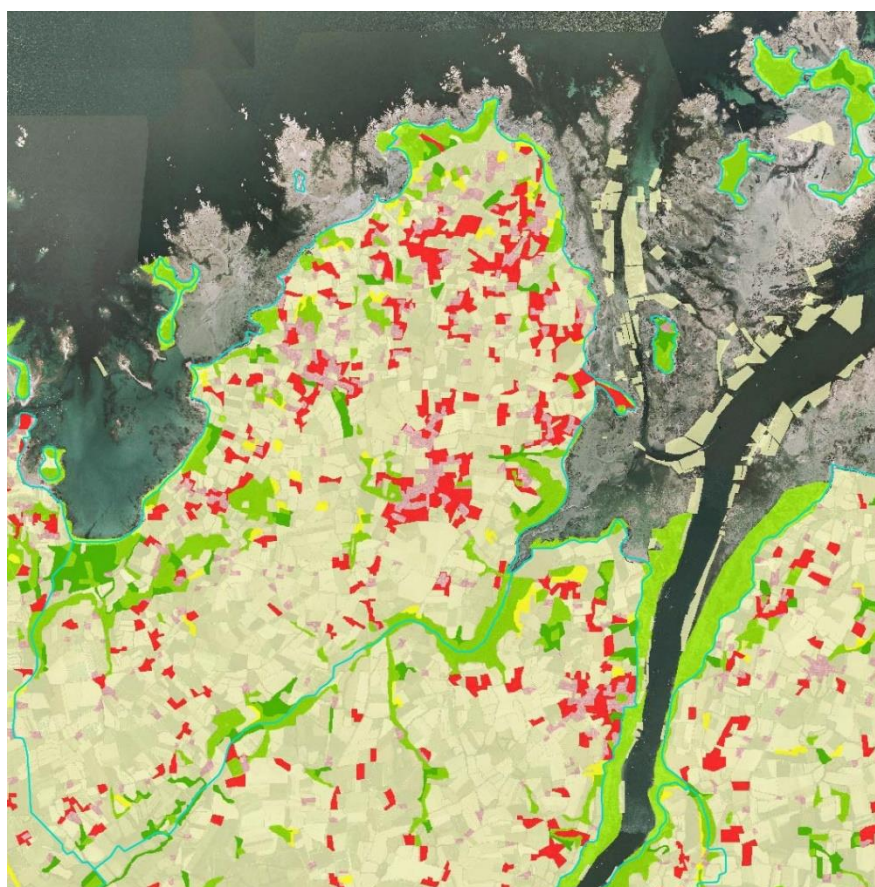
Entre 1977 et 2000, les espaces artificialisés ont fortement progressé, passant de 108,7 hectares à 258,9 hectares. Sur la même période, les espaces agricoles ont régressé de 167,4 hectares. La cartographie présentée ci-contre témoigne de cette évolution.

Depuis 2000, l'artificialisation des sols s'est largement réduite (une moyenne de 1,525 hectare par an entre 2003 et 2012 contre 6,5 hectares entre 1977 et 2000), principalement pour les raisons suivantes :

- ❖ Une baisse importante des constructions nouvelles.
- ❖ La création de lotissements à la densité plus élevée que par le passé.

### ▀ Les changements d'occupation des sols entre 1977 et 2000

Source : DRE de la Bretagne



- Progression des espaces artificialisés (1977 / 2000)
- Progression des espaces naturels (1977 / 2000)
- Progression des espaces agricoles (1977 / 2000)

#### Occupation du sol 1977

- Espace artificialisé en 1977 et 2000
- Espaces naturels en 1977 et 2000
- Espaces agricoles en 1977 et 2000

## LA TYPOLOGIE DES TISSUS URBAINS

### Le centre historique



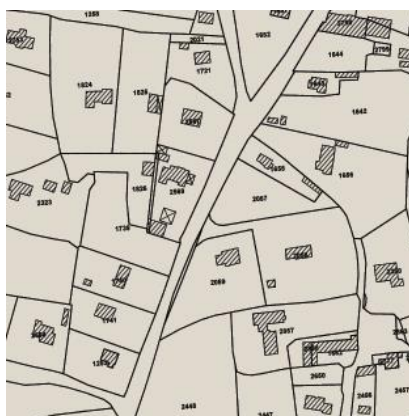
De taille relativement réduite, le centre historique de la commune est caractérisé par la **présence de fonctions diversifiées** (habitat, équipements publics, services, activités, commerces de proximité) qui affirment, encore aujourd'hui, la centralité du lieu. L'habitat s'étant essentiellement développé le long de la rue de Saint-Gonéry, **l'urbanisation y est essentiellement linéaire.**

Le centre se caractérise également par **une implantation du bâti relativement dense (environ 35 logements / hectare)**. Les constructions y sont essentiellement mitoyennes ou semi-mitoyennes.

La **richesse architecturale** contribue également à l'identité du secteur. Les principaux espaces publics du centre sont en cours de requalification.

### L'urbanisation du littoral

L'urbanisation le long du littoral prend deux formes :

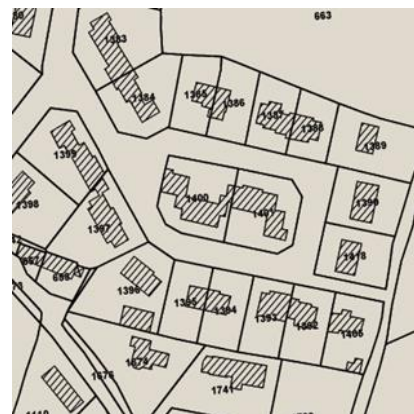


Soit une **urbanisation diffuse** constituée d'anciennes maisons de pêcheurs et d'habitations plus récentes. Ce tissu est caractérisé par une **absence de mixité fonctionnelle, une implantation très aérée du bâti, un habitat quasi exclusivement non mitoyen et des espaces publics principalement destinés à l'automobile.**

Soit une **urbanisation plus compacte**, avec un nombre important de constructions sans pour autant présenter les caractéristiques d'un village ou d'une agglomération au sens de la

loi littoral (Pors Hir, Le Roudour). La densité sur ces secteurs est évaluée à **environ 6 logements / hectare.**

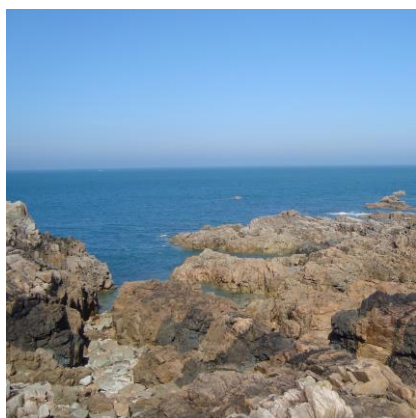
### Le tissu pavillonnaire



Le tissu pavillonnaire est principalement situé dans la partie sud du bourg. Il est constitué **d'habitat semi-mitoyen ou non mitoyen construit quasi exclusivement en milieu de parcelle. La densité moyenne de ces secteurs est estimée à 15 logements / hectare.** Les espaces publics sont principalement destinés à l'automobile et les voies le plus souvent conçues sous la forme d'impasses.



## UN CADRE NATUREL ET PAYSAGER EXCEPTIONNEL



▼ **La diversité des paysages de Plougrescant**

Photographies : Perspective. Atelier d'urbanisme

Plougrescant dispose d'un environnement exceptionnel. Entre paysage côtier et paysage rural, le territoire est caractérisé par une forte diversité d'espaces naturels : dunes, landes côtières, falaises, agriculture littorale, etc.

Le patrimoine littoral et maritime est caractérisé par des espaces littoraux et insulaires remarquables, qui s'étendent sur un linéaire côtier de dix-sept kilomètres, entre la baie d'Enfer et l'anse de Guermeil.

La présence de zones Natura 2000, de ZNIEFF de type 1 et 2, de zones humides ainsi que l'application de la loi littoral traduisent l'existence de forts enjeux environnementaux. Ces ensembles paysagers, supports d'une biodiversité riche, participent à la qualité de vie de Plougrescant.

**La composition paysagère de la commune dépend fortement de sa topographie et de son exposition au vent.** La commune peut se diviser schématiquement en deux parties :

- ❖ **La presqu'île**, qui s'avance dans la Manche sur environ 4 kilomètres. Le relief est ici relativement morcelé, et exploité de façon intensive par l'agriculture légumière.
- ❖ **La partie intérieure**, constituée par un plateau relativement régulier, où passe le ruisseau du Roudour et quelques cours d'eau temporaires tributaires de l'anse de Guermeil. La

bordure sud-est du plateau est quasiment rectiligne et correspond à une faille creusée par le ruisseau de Lizildry, principal cours d'eau de la commune. Ce ruisseau prend sa source sur le territoire de Penvenan et se jette dans la baie d'Enfer. Sa vallée, large et marécageuse au sud de la commune, devient assez encaissée à proximité de la baie d'Enfer où elle quitte la direction imposée par la faille pour décrire un large méandre.

## LES GRANDES ENTITÉS PAYSAGÈRES

### ❖ Les landes et pins

Le paysage littoral de landes, de pins et de pelouses rases est fortement modelé par le vent. Il présente une végétation spécifique d'un grand intérêt scientifique. Il est localisé sur les îles, à la pointe de Castel Meur et sur quelques sites du littoral ouest.

Les îles d'Er constituent un site de nidification pour les oiseaux marins, notamment le goéland argenté et la sterne pierregarin.

### ❖ Le marais de Guermeil

Le marais a été restauré en 2013 pour limiter l'expansion des roseaux et saules qui menaçaient l'équilibre du milieu. Il se présente aujourd'hui comme un espace ouvert et marécageux, parsemé de quelques bois. Le conservatoire du littoral en est partiellement

propriétaire et travaille, en lien avec les bassins versants, pour y aménager des chemins praticables, en vue de la création d'un sentier d'interprétation de la faune et de la flore des marais.

#### ❖ La vallée du Lisildry

Cette large vallée marécageuse est située à proximité de la Baie d'Enfer. Sur les pentes, des bois d'ormes, de chênes et de châtaigniers se sont développés grâce à la position abritée du secteur.

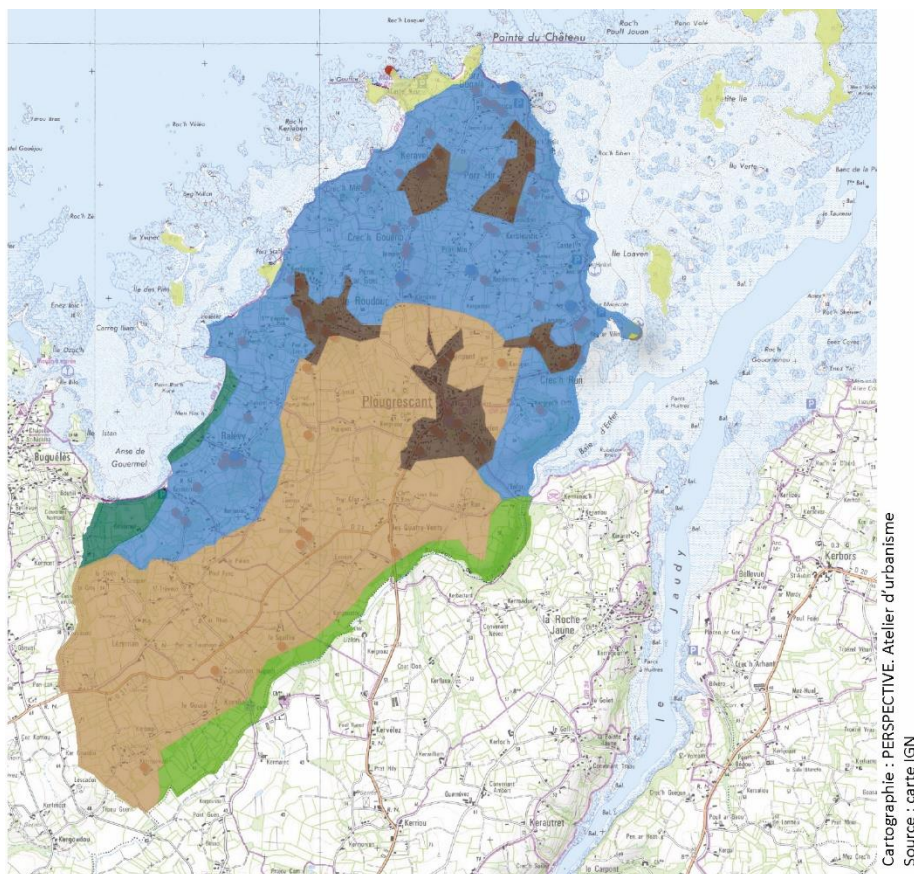
#### ❖ Le paysage agricole côtier

Il est caractérisé par un relief relativement morcelé et un maillage bocager dense. On y

retrouve une juxtaposition de collines granitiques couvertes de landes et de vallées larges et courtes.

#### ❖ Le paysage agricole intérieur

Plateau régulier aux espaces ouverts, il est ponctué de quelques boisements et bosquets. On y retrouve un linéaire bocager fragmenté.



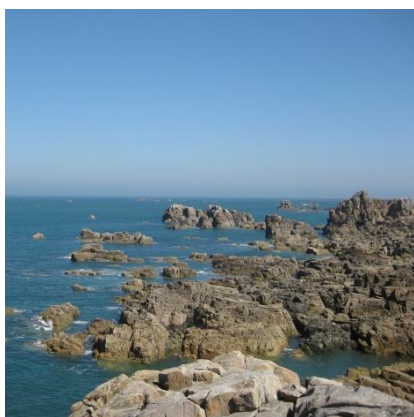
#### LES GRANDES ENTITES PAYSAGERES

- Landes et pins
- Marais de Gouermel
- Vallée du Lisildry
- Paysage agricole côtier
- Paysage agricole intérieur
- Espace urbanisé



0 0,5 1 km





# DIAGNOSTIC TERRITORIAL

**ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE / 24**

**HABITAT ET LOGEMENT / 27**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE / 32**

**MOBILITÉ ET DÉPLACEMENTS / 38**

**ÉQUIPEMENTS ET SERVICES / 42**

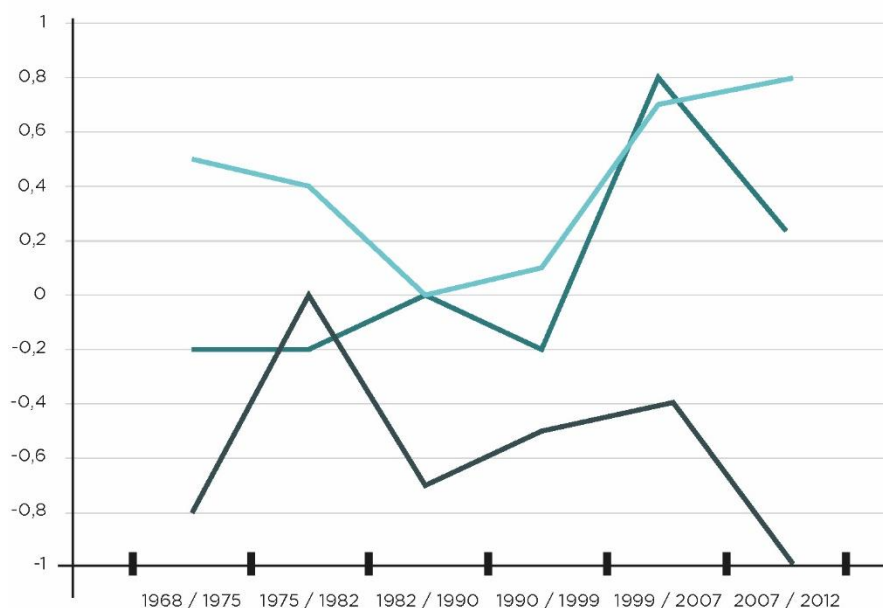
## 1. ANALYSE SOCIO-ÉCONOMIQUE

### L'ESSENTIEL

- ❖ Une population en baisse constante, essentiellement due à un solde naturel négatif
- ❖ Une population vieillissante, du fait de la combinaison d'un faible renouvellement des habitants, du départ des moins de 45 ans et de l'arrivée de retraités attirés par la qualité du cadre de vie de la commune
- ❖ Une réduction de la taille moyenne des ménages
- ❖ Une augmentation significative du nombre de ménages
- ❖ Des ressources par ménage relativement faibles pour une commune littorale

On assiste à une recomposition de la typologie des ménages qui invite à une réflexion de fond sur l'offre en logement. Outre l'accueil des retraités, la commune souhaite attirer les familles et jeunes ménages pour stabiliser la population. L'enjeu réside dans la capacité à assurer une offre de logements diversifiée, à des coûts adaptés aux ressources des ménages.

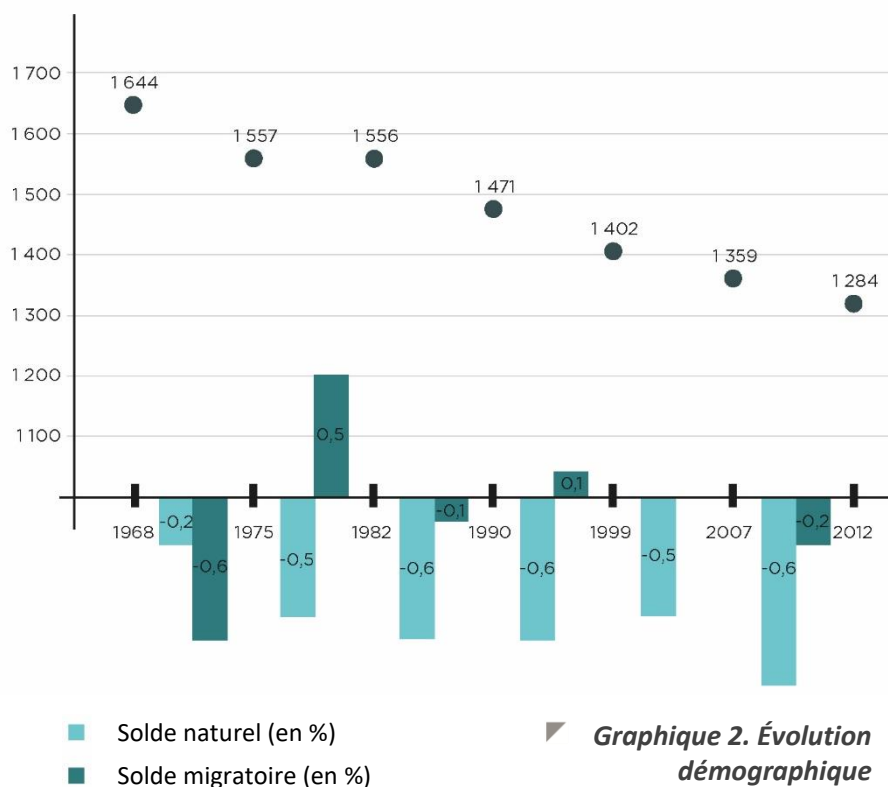
## DÉMOGRAPHIE ET POPULATION



■ Plougrescant  
■ Côtes d'Armor  
■ Ex Communautés de communes du Haut-Trégor

Graphique 1. Variation annuelle moyenne de la population (en %)

Source : Insee



■ Solde naturel (en %)  
■ Solde migratoire (en %)

Graphique 2. Évolution démographique

Source : Insee



❖ **Une démographie en baisse constante, dans un contexte territorial pourtant attractif**

La variation annuelle moyenne (graphique n°1) de la population est négative depuis 1968. Cette tendance s'est fortement accélérée lors de la période 2007 / 2012 et s'est poursuivie sur la période récente. En 2014, la population est estimée à 1232 habitants (source : Insee). Au contraire, l'ancienne Communauté de communes du Haut-Trégor (désormais intégrée à Lannion-Trégor Communauté) a connu une variation annuelle positive depuis les années 90. La Communauté de communes du Haut-Trégor avait toutefois également subi une baisse importante de son développement démographique, contrairement à la tendance observée dans les Côtes d'Armor.

❖ **Une trajectoire déclinante, à l'instar d'autres communes littorales situées à l'écart des pôles d'emploi principaux**

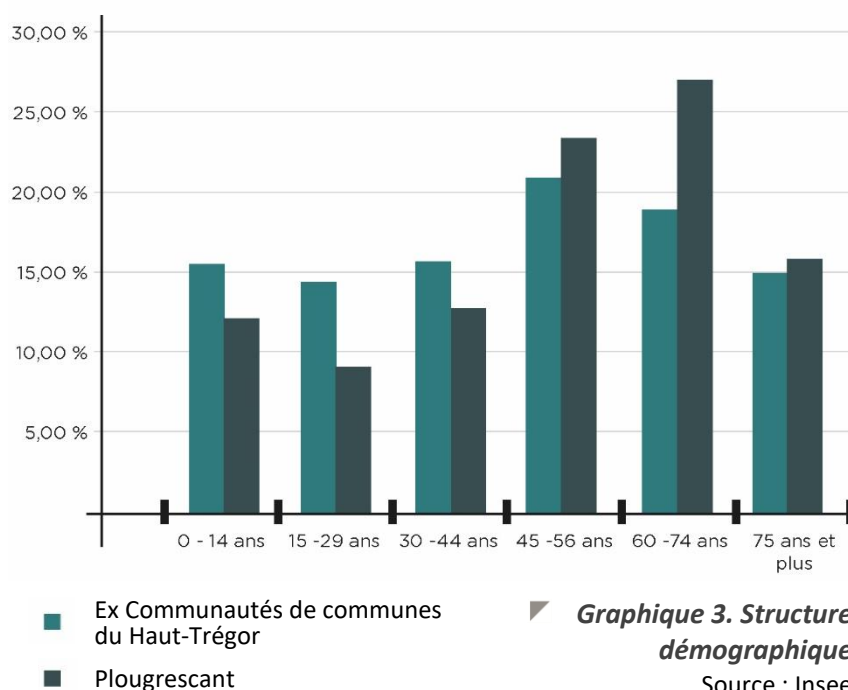
Le littoral est souvent invariablement considéré comme un territoire attractif. En réalité, la croissance démographique sur le littoral est en partie dépendante de la proximité de pôles d'emploi. À mesure que l'on s'en éloigne, la croissance se réduit jusqu'à devenir négative. Ainsi, plusieurs communes littorales présentent les mêmes tendances démographiques que Plougrescant (Plouguiel, Pleubian).

Plougrescant est éloigné de Lannion, principal pôle d'emploi du secteur. De plus, la commune a une position excentrée par rapport au maillage routier principal.

Depuis 1999, la baisse démographique est due à la combinaison d'un solde naturel négatif et d'un solde migratoire quasi-nul (graphique n°2). À l'image du littoral breton en général, l'évolution démographique de Plougrescant est directement dépendante du solde migratoire.

❖ **Une structure démographique déséquilibrée**

La structure démographique est caractérisée par une surreprésentation des plus de 60 ans (graphique n°3) par rapport à la moyenne nationale, départementale et intercommunale. Le vieillissement de la population s'est accéléré entre 2007 et 2012. Sur cette période, les seules catégories qui ont gagné de la population sont les parts d'âge 60 ans / 74 ans et 75 ans et plus. Ce vieillissement est dû à la combinaison d'un faible renouvellement des habitants, du départ des moins de 45 ans et de l'arrivée de retraités attirés par la qualité du cadre de vie de la commune.



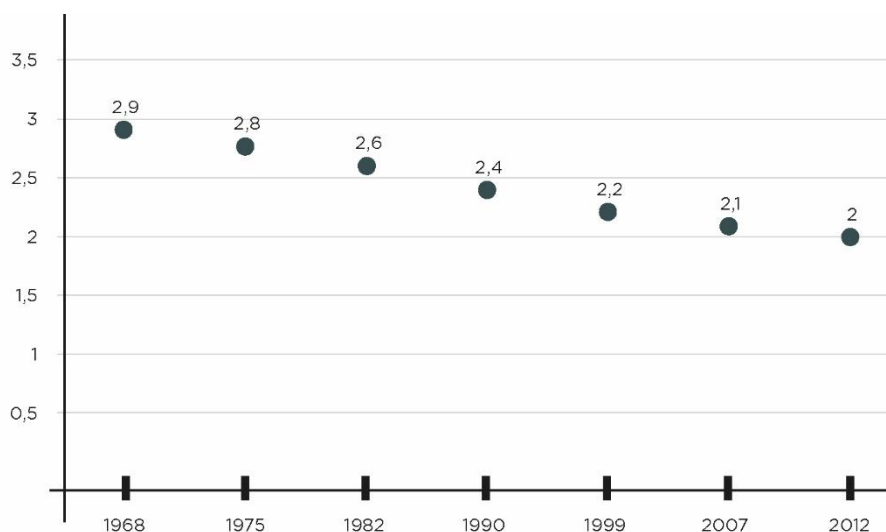
### ❖ Des ménages plus nombreux et plus petits

Le nombre moyen de personnes par ménage ne cesse de se réduire (graphique n°4). Ce phénomène, observé sur l'ensemble du territoire national, est sur la commune de Plougrescant une conséquence du vieillissement de la population.

Cette tendance entraîne une autre évolution de fond : l'augmentation significative du nombre de ménages (graphique n°5). La commune comptait 536 ménages en 1975, contre 635 en 2012. La part des ménages de 1 et 2 personnes a fortement augmenté, au contraire des ménages de taille supérieure.

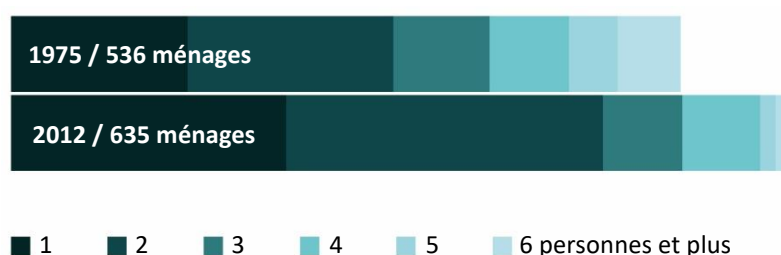
### ❖ Les ressources des ménages

En 2012, le revenu par unité de consommation annuel médian était de 18 023 €. Soit un niveau de vie proche de la moyenne de l'ancienne Communauté de communes du Haut-Trégor, dont le revenu par unité de consommation annuel médian était de 18 303 €. Cette médiane est relativement faible par rapport à la moyenne départementale (19 341,4 €).



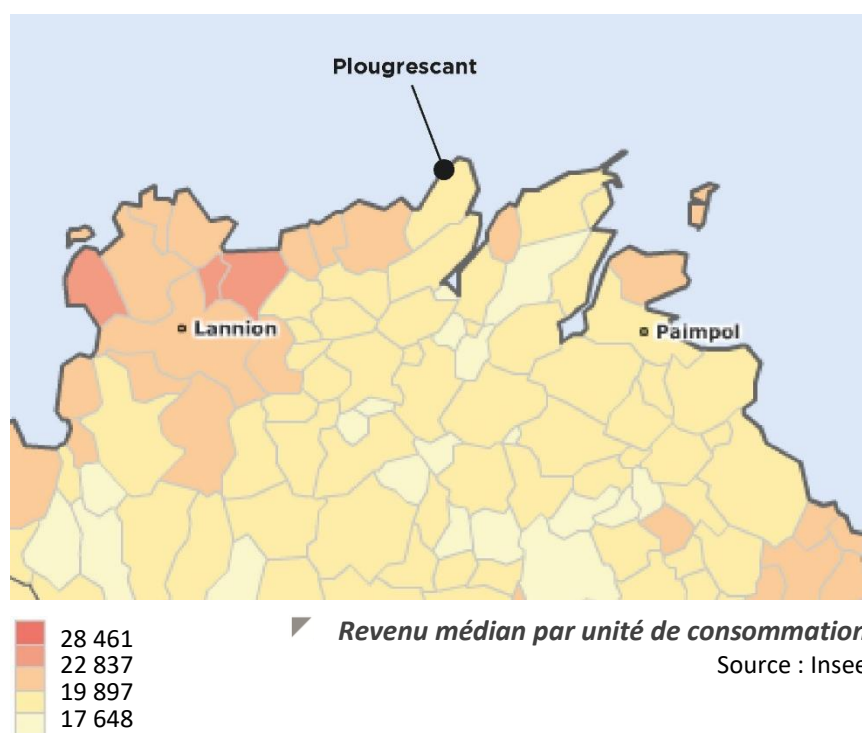
Graphique 4. Desserment des ménages

Source : Insee



Graphique 5. Nombre et typologie des ménages

Source : Insee



Revenu médian par unité de consommation

Source : Insee

## 2. HABITAT ET LOGEMENT

### L'ESSENTIEL

- ❖ Un rythme de construction de 8,5 logements par an sur la période 2004 – 2014
- ❖ Un taux de construction individuelle et de propriétaires élevé
- ❖ Une offre locative insuffisante
- ❖ Un potentiel de densification important au sein des enveloppes urbaines de la commune

Les caractéristiques du parc de logement de la commune rendent difficile l'installation des ménages les plus modestes. Il existe une déconnexion entre l'offre et la demande, notamment vis-à-vis de l'offre en locatif. L'enjeu est de diversifier l'offre et de tendre vers une meilleure adéquation entre l'évolution et les besoins de la population et la structure du parc de logements.

## LE PARC DE LOGEMENTS

### ❖ Une construction en ralentissement

Au cours des dernières années, le rythme de la construction neuve a chuté sur la commune (graphique n°1). Une variation de 1 à 5 est observée entre l'année 2003 et l'année 2014. En moyenne, sur la période 2004 / 2014, 8,5 logements ont été construits chaque année. Toutefois, le rythme de construction a été particulièrement faible entre 2009 et 2014, avec environ 5 logements construits par an.

### ❖ Un parc de logements « mono-spécifique »

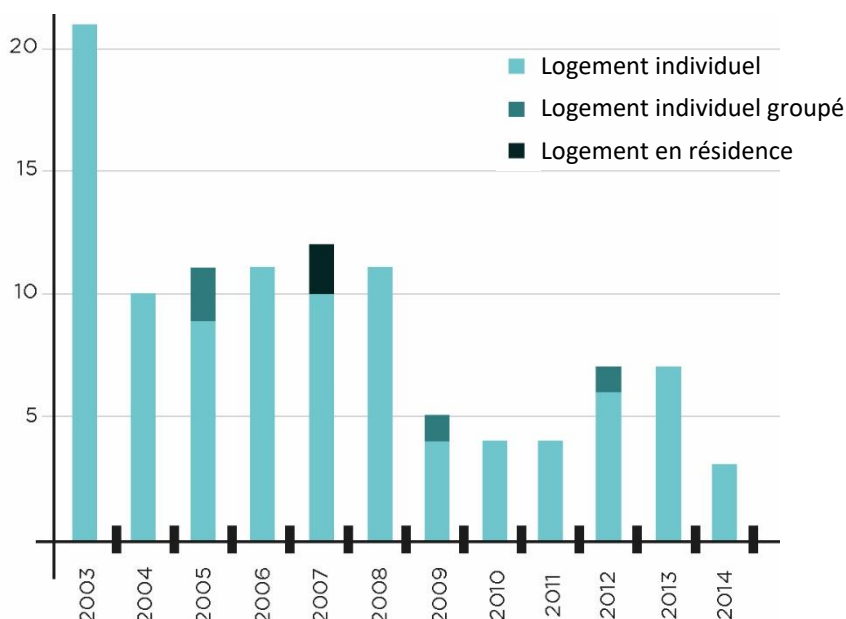
La construction neuve se poursuit largement en faveur de la maison individuelle. Plus de 94 % de la production entre 2003 et 2014 est de l'habitat individuel. En 2012, près de 99 % du parc de logements est de l'habitat individuel. Un effort de diversification des formes urbaines est néanmoins en cours sur la commune.

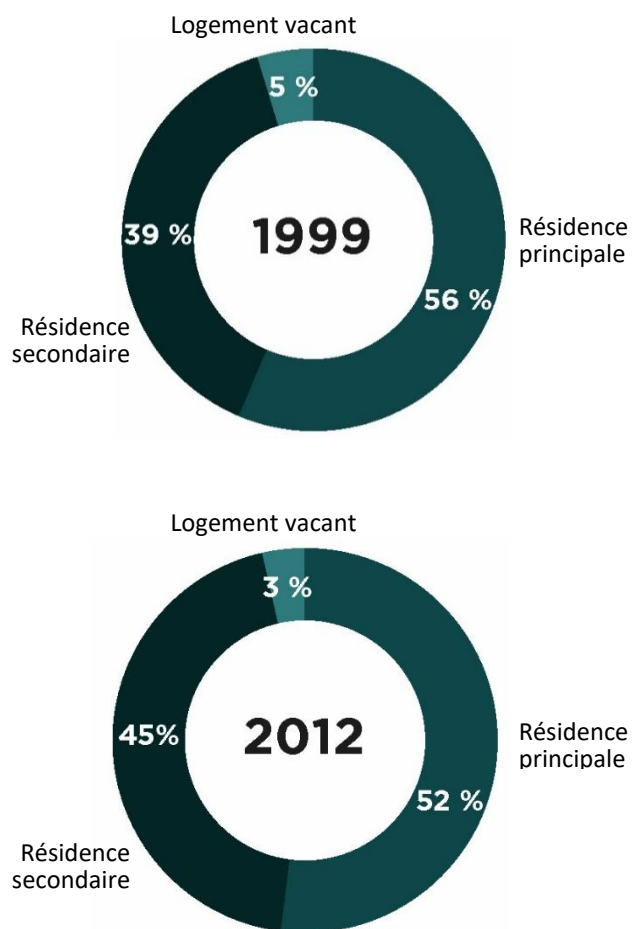
### ❖ Une construction principalement absorbée par la construction de résidences secondaires

Sur la période 1999 / 2012, 28 nouvelles résidences principales ont été recensées, contre 134 nouvelles résidences secondaires. La part des résidences secondaires est évaluée à 45 % en 2012 (graphique n°2), et 46 % en 2014.

Graphique 1. Logements commencés par type

Source : Sit@del





► **Graphique 2. Répartition des catégories de logements**

Source : Insee

## LE POINT MORT

Le point mort mesure a posteriori la production de logements nécessaire à la stabilité démographique. Il permet de mesurer les différents niveaux d'utilisation de la construction de logements.

La construction d'un logement neuf ne permet pas uniquement une croissance démographique. Il contribue aussi à couvrir les besoins « non-démographiques ».

Les 4 caractéristiques du parc de logements sur lesquelles s'appuie le calcul du point mort sont : le desserrement des ménages, le renouvellement du parc (destruction de logements/transformations d'usage) et la part de logements vacants et de résidences secondaires.

### Sur la période 1999 – 2012

- ❖ 3,8 logements par an ont été produits par changement de destination ou divisions : de nouveaux logements ont été mis sur le marché sans être issus de la construction neuve (transformation de garages, commerces en logements, division d'un logement en plusieurs, etc.)
- ❖ 6,2 logements par an ont été absorbés par le desserrement des ménages : il faut construire davantage de logements pour conserver un même nombre d'habitants.
- ❖ 9,6 logements par an sont devenus des résidences secondaires ou des logements vacants : il faut construire davantage de logement pour conserver un même nombre d'habitants.

**Le point mort est égal à 12 logements / an, c'est-à-dire qu'il fallait construire 12 logements par an sur la période 1999 – 2011 pour maintenir la population.**

## L'OFFRE EN LOGEMENTS

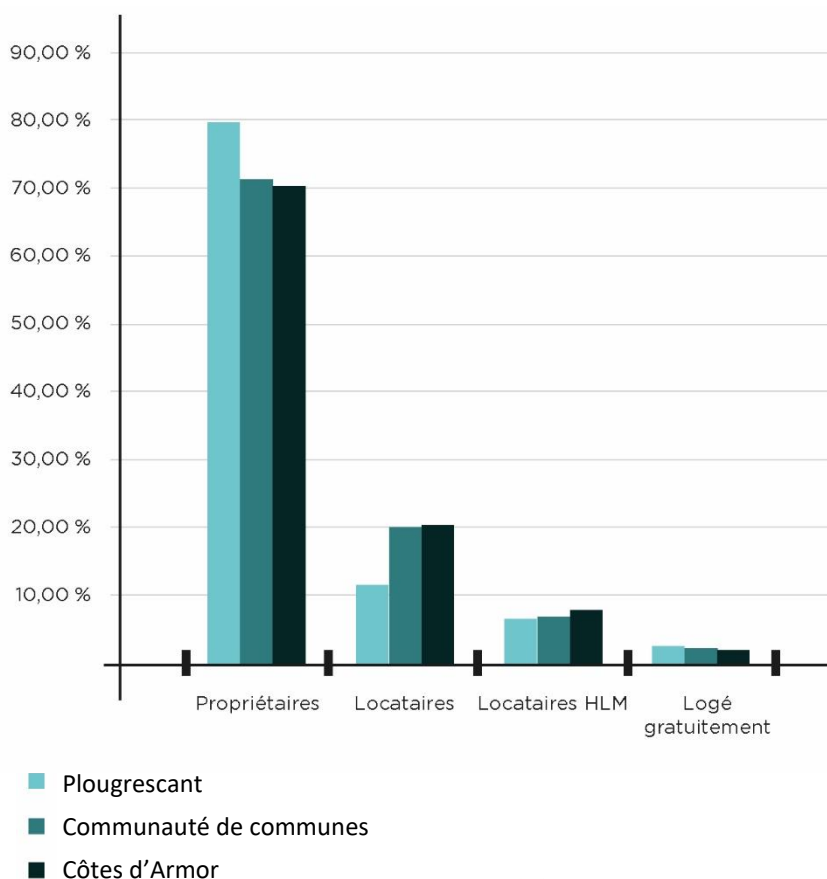
### ❖ Une large majorité de propriétaires

En 2012, 80 % des résidences principales sont occupées par leurs propriétaires (graphique n°3). Ce chiffre relativement élevé est supérieur à ceux constatés aux échelles intercommunale et départementale.

### ❖ Une offre locative limitée

La part de locataires est relativement faible sur la commune. Il existe aujourd'hui une offre insuffisante de location à l'année, les propriétaires privilégiant la location touristique à la semaine. Cela rend le parcours résidentiel difficile sur la commune, notamment pour les jeunes ménages. De plus, le manque de location à coût modéré en période estivale rend difficile l'accès au logement pour les saisonniers, notamment pour la main d'œuvre importante nécessaire à l'agriculture légumière.

La part du parc locatif social est estimée à 6,5 %, soit environ 40 logements. Un effort important a été fait par la commune au cours des dernières années pour développer le parc social et réhabiliter le parc social vieillissant.



Graphique 3. Statuts d'occupation des logements  
Source : Insee

### ❖ Le marché du foncier

À Plougrescant le prix moyen d'un terrain à bâtir est inférieur à 30 000 € (Source : Atlas socio-économique du Haut Trégor). Ce niveau de prix peut être considéré comme relativement bas, au regard de ceux pratiqués dans le reste des Côtes d'Armor. Il ne compromet pas la capacité des jeunes ménages à réaliser leur projet.

## UN POTENTIEL DE DÉVELOPPEMENT IMPORTANT AU SEIN DES ENVELOPPES URBAINES

En vue de répondre aux exigences législatives en matière de limitation de la consommation d'espace, il est nécessaire d'évaluer la capacité de densification des enveloppes urbaines. Cette analyse permet de calibrer au mieux les besoins en extension au regard des projections démographiques et des besoins en logements identifiés à l'échelle de la commune, en accord avec son projet de développement.

Le potentiel de densification de l'enveloppe urbaine comprend :

- ❖ Des dents creuses, situées de manière diffuse au sein des zones U du POS. La collectivité peut difficilement avoir la maîtrise de ce foncier et la temporalité de l'urbanisation de ces terrains est difficilement estimable.
- ❖ Des parcelles potentiellement constructibles dans le cadre de divisions parcellaires. Leur urbanisation future dépend également de la volonté de chaque propriétaire et est donc difficilement mesurable.
- ❖ Des cœurs d'îlots, qui correspondent à des groupements de dents creuses et/ou de divisions parcellaires, sur lesquelles des projets d'ensemble sont envisageables. Ces dents creuses stratégiques peuvent faire l'objet

d'acquisition par la commune ou encore d'orientations d'aménagement permettant de développer une urbanisation d'ensemble cohérente.

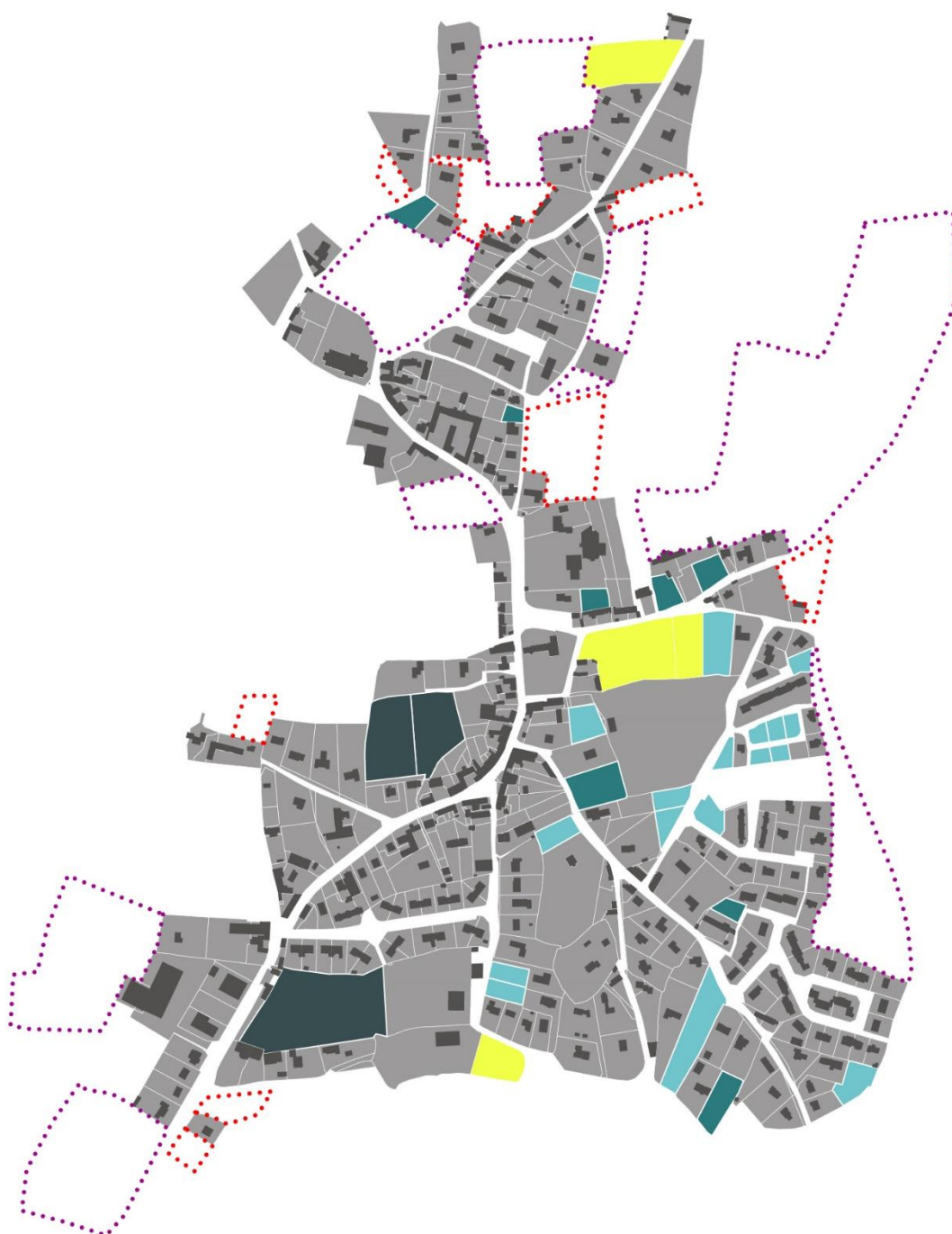
- ❖ Des potentiels de renouvellement urbain, à savoir les parcelles mutables.

Les perspectives d'évolution de ces secteurs doivent prendre en compte une série de filtres pour évaluer le potentiel de développement réel au sein de l'enveloppe urbaine. En effet, cette analyse ne saurait se limiter à l'application d'une densité moyenne sur l'ensemble des secteurs identifiés. Il s'agit notamment de considérer :

- ❖ Les contraintes environnementales (zones humides, espaces boisés, etc.)
- ❖ Les densités et formes urbaines existantes au sein des quartiers environnants
- ❖ La situation géographique du terrain par rapport aux centralités de la commune.
- ❖ Les formes parcellaires qui peuvent limiter le potentiel de densification

### ❖ Capacité de densification du bourg

3,5 hectares de potentiel de densification sont recensés dans l'enveloppe urbaine du bourg. Cela correspond, suite à l'application des filtres, à un potentiel de 51 logements (soit une densité moyenne d'environ 15 logements par hectare).



- Divisions parcellaires et dents creuses : 1,8 hectare / environ 26 logements
- Cœur d'îlot : 1,7 hectare / environ 25 logement
- Zones NAs et NAr du POS : 10,6 ha
- Zones Uc du POS : 2,45 ha
- En cours de commercialisation

**Capacité de densification du bourg**  
 Source : Perspective. Atelier d'urbanisme



### 3. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

#### L'ESSENTIEL

- ❖ Une forte dépendance vis-à-vis des pôles d'emploi du bassin de vie (Tréguier, Lannion)
- ❖ Des activités primaires qui occupent une place importante dans l'économie locale
- ❖ Un tissu d'emploi tertiairisé qui a tendance à se développer
- ❖ Une activité touristique déterminante

Plougrescant bénéficie de commerces qui sont des atouts fragiles à préserver. Les activités primaires (agriculture, ostréiculture, conchyliculture) occupent une place importante dans l'économie locale. La situation géographique de la commune permet cependant difficilement d'envisager un développement important de ces filières. La présence du littoral offre de nombreuses possibilités : tourisme, plaisance, activités nautiques, etc. L'économie liée aux résidences secondaires est également très importante pour la commune. Il s'agira de maintenir et développer ce réseau de petites entreprises.

### LA POPULATION ACTIVE ET L'EMPLOI

#### ❖ Une population active en baisse

La population active de Plougrescant est en baisse constante, avec un passage de 794 actifs en 2007 à 696 actifs en 2012 et à 668 en 2014. En revanche, du fait de la baisse de la population totale, la part des actifs dans la population est en légère hausse sur la période 2007 – 2012 (idem sur la période 2009 – 2014) : elle est passée de 64,5 % à 66,7 %.

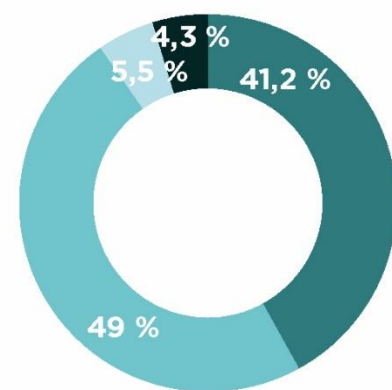
#### ❖ Un nombre d'emplois en baisse

Le volume d'emplois sur la commune a chuté de 12,5 % entre 2007 et 2012. Avec 266 emplois répertoriés en 2012, la commune se classe huitième à l'échelle de l'ancienne Communauté de communes du Haut-Trégor (alors qu'elle se classait quatrième en matière de population).

Le rapport entre actifs ayant un emploi et nombre d'emplois sur la commune permet pour chaque commune d'établir un Indicateur de Concentration d'Emploi. Cet indicateur permet de définir le niveau de polarité que joue un territoire donné par rapport à son bassin de vie. En 2012, Plougrescant disposait d'un Indicateur de Concentration d'Emploi de 65,4, c'est-à-dire que pour 100 actifs ayant un emploi et habitant à Plougrescant, la commune dispose de 65,4 emplois

(contre 93,8 à l'échelle de l'intercommunalité et 96,1 pour les Côtes d'Armor). Cet indicateur témoigne de la dépendance de la commune par rapport aux emplois situés hors de la commune.

Seulement 41,2 % des actifs ayant un emploi travaillent à Plougrescant (graphique n°1). Ce qui induit de nombreuses migrations pendulaires entre la commune et les pôles d'emploi du bassin de vie, à savoir Tréguier et Lannion.



- à Plougrescant
- dans une autre commune du département
- dans un autre département breton
- dans une autre région

► **Graphique 1. Lieu de travail des actifs en 2012**

Source : Insee



## LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

### ❖ Une commune rurale et touristique

Les secteurs les plus représentés sur la commune en 2012 (graphique n°2), en nombre d'établissements, sont le secteur « commerce, transport et services divers » avec 67 établissements et le secteur « agriculture, sylviculture et pêche » avec 68 établissements.

Ce sont également ces établissements qui emploient le plus puisque 28,3 % des emplois sont liés au secteur primaire et 47,5 % au secteur tertiaire (graphique n°3).

Cela met en évidence que le moteur de développement de la commune se trouve, d'une part, dans l'activité agricole et conchylicole, et d'autre part, dans la vocation touristique de la commune.

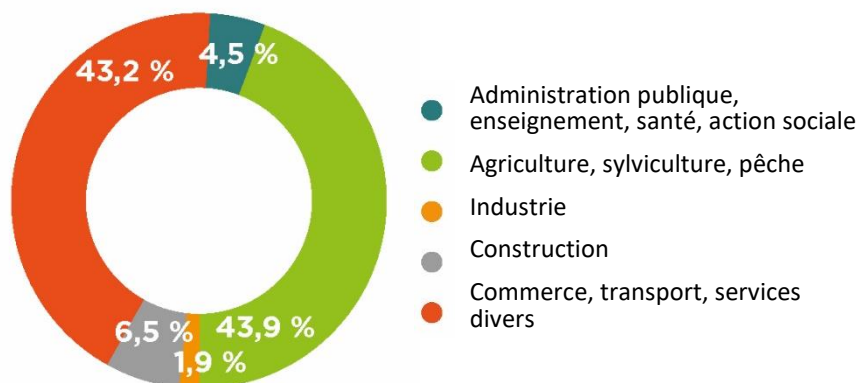
La tertiarisation de l'économie à tendance à s'accroître ces dernières années. 80 % des créations d'établissement était lié au secteur tertiaire en 2013, ce qui correspond à huit établissements.

### ❖ L'importance des activités primaires

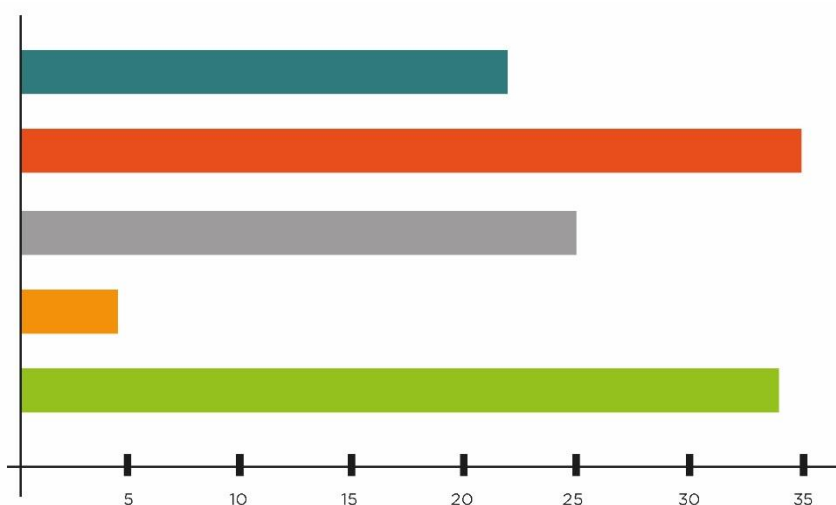
Les activités primaires, outre leur participation au maintien d'un paysage de qualité, jouent un rôle toujours important dans l'économie locale. Le climat et la qualité des sols permettent une

culture légumière intensive (de choux, brocolis et d'artichauts principalement) qui est caractéristique de Plougrescant.

Les activités conchylicoles (huîtres, palourdes, coquillages) sont également très présentes avec plusieurs établissements qui exploitent près de 100 hectares. La zone maréicole Beg Ar Vilin accueille les ateliers de conditionnement et de logistique liés à ce secteur d'activité. Le contexte difficile ces dernières années a fragilisé ce secteur économique, notamment avec la forte mortalité des huîtres.



Graphique 2. Établissements actifs par secteurs d'activité en 2012



Graphique 3. Nombre d'emplois selon les secteurs d'activité en 2012

Source : Insee

## ❖ Focus sur l'activité agricole

Le diagnostic agricole a permis de localiser les bâtiments d'élevage, les îlots de culture des exploitants et de connaître les perspectives d'évolution des exploitations à court et moyen terme.

En outre, les enjeux agricoles liés à l'aménagement du territoire ont pu être identifiés, notamment les déplacements des engins agricoles, le principe de réciprocité et l'impact des extensions urbaines sur l'activité agricole.

### La méthode du diagnostic agricole

L'étude s'est déroulée en plusieurs étapes. Dans un premier temps, les données existantes ont été récupérées et analysées (Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2012, Recensement Général Agricole (RGA) de 2010). Un questionnaire a ensuite été transmis aux agriculteurs exploitant des terres sur la commune afin de mettre à jour les données sur les exploitations, de prendre connaissance des productions et des problèmes identifiés par les exploitants.

Sur les 42 questionnaires envoyés, 23 questionnaires ont été retournés en Mairie dont 22 d'exploitants ayant leur siège à Plougrescant.

### L'évolution de l'activité agricole

L'évolution du secteur fait apparaître, comme dans l'ensemble du département, une

baisse importante du nombre d'exploitations depuis 30 ans (84 exploitations en 1988, 44 en 2000 et 34 en 2010). En outre, les données RGA indiquent une baisse significative du nombre de travailleurs dans les exploitations (144 en 1988, 109 en 2000 et 98 en 2010) et des surfaces agricoles utiles (1026 hectares en 1988, 957 hectares en 2000 et 983 en 2010). L'activité agricole semble toutefois être en voie de stabilisation au regard des évolutions observées entre 2000 et 2010.

Peu d'évolutions sont prévues. Deux exploitations, ayant leur siège sur la commune, ont prévu une cessation d'activités sans date connue. Une exploitation, la seule certifiée bio, indique avoir trouvé un repreneur en la personne du fils de la famille. Les autres exploitants ont exprimé le souhait de maintenir l'activité et n'ont pas de cessation de prévue.

### Les problématiques soulevées

30 % des exploitants ayant répondu estiment que leur parcellaire est « morcelé » et 26 % l'estiment « très éclaté ». La commune n'a pas fait l'objet de remembrement et les échanges de parcelles entre exploitants ne sont pas toujours faciles à mettre en œuvre.

Les contraintes évoquées par les exploitants sont (plusieurs réponses étaient possibles) : les périmètres de sites classés (8), le morcellement (5), le voisinage (5),

les zones constructibles (5), les voies de circulation (4), les périmètres de captage (2).

En matière de déplacement, les problèmes soulevés se situent essentiellement au niveau de l'étroitesse des voies et de leur état d'entretien jugé mauvais.

Quatre exploitants indiquent qu'ils risquent de perdre du foncier dans les années à venir à cause des zones constructibles. Un seul d'entre eux a estimé cette perte à environ 4000 m<sup>2</sup>. Un autre exploitant craint de perdre du foncier à cause du voisinage et indique avoir déjà perdu 15 hectares par le passé pour cette raison.

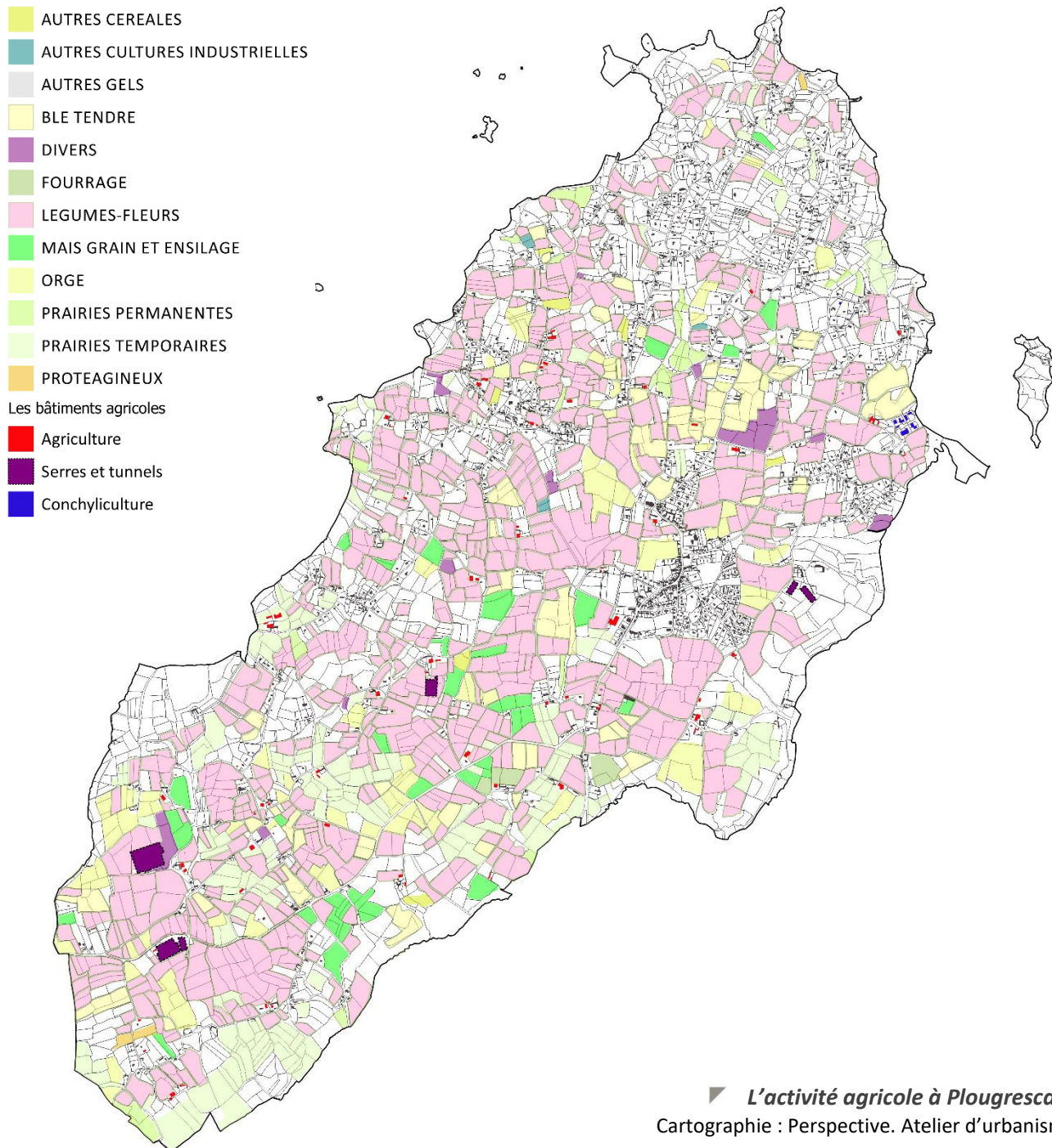
Une exploitation ayant son siège sur la commune est soumise au Règlement Sanitaire Départemental (RDS) et génère un périmètre de réciprocité de 50 mètres. Ce périmètre est à prendre en compte dans le PLU dans le cadre des changements de destination et des extensions de constructions présentent en zone rurale.

### Des activités complémentaires peu répandues et des démarches de qualité engagées

Une seule exploitation a déclaré avoir des activités complémentaires : un gîte avec le label Gîte de France.

Une exploitation est certifiée AB, quatre sont certifiées GLOBALCAP

et deux autres AGRICONFIANCE.  
 Au travers de ces démarches, les  
 exploitants démontrent une  
 volonté de pérennisation de leur  
 activité.





- ❖ Une activité touristique déterminante

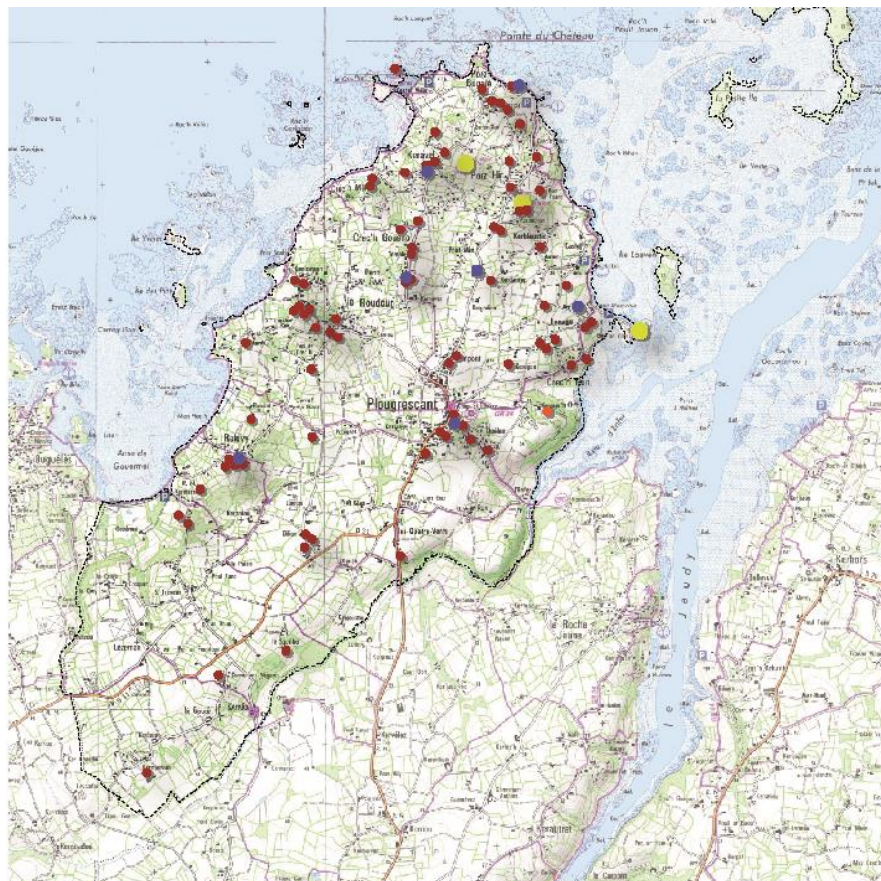
Le tourisme joue un rôle majeur dans l'économie communale. En témoigne notamment le nombre de places dans les hébergements touristiques. La commune compte près de 1 305 lits en hébergement touristique en 2012.

Cette offre est diversifiée et dispersée sur l'ensemble du territoire. On recense 3 campings, 1 hôtel, 7 chambres d'hôtes et 78 gîtes et meublés.





Cette capacité d'accueil, couplée au nombre particulièrement élevé de résidences secondaires (dont la capacité d'accueil est évaluée à environ 3 000 lits), entraîne une augmentation importante de la population en période estivale. Cette dernière peut être estimée à environ 5 000. La commune dispose d'atouts touristiques indéniables qui permettent d'attirer une population estivale importante qui assure la fréquentation des équipements et des commerces.

- ❖ Une offre commerciale en adéquation avec la structure et l'attractivité touristique de la commune

La commune propose une offre commerciale essentiellement concentrée au niveau du bourg, le long de la rue Hent Sant Gonery. L'offre y est relativement diversifiée et en adéquation avec le caractère touristique de la commune. Malgré la base de fréquentation relativement faible, la plupart des commerces sont ouverts tout au long de l'année.



## LOCALISATION DES HÉBERGEMENTS

-  Camping
-  Chambre d'hôtes
-  Gîte et meublé
-  Hôtel (Manoir de Kergrec'h)

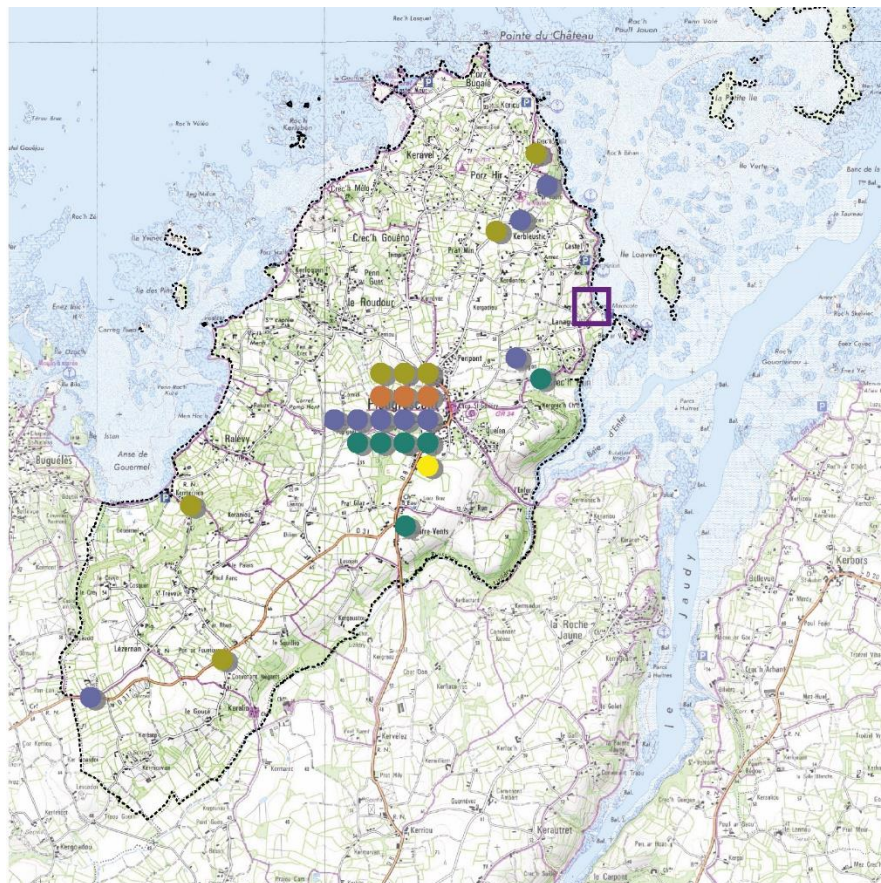
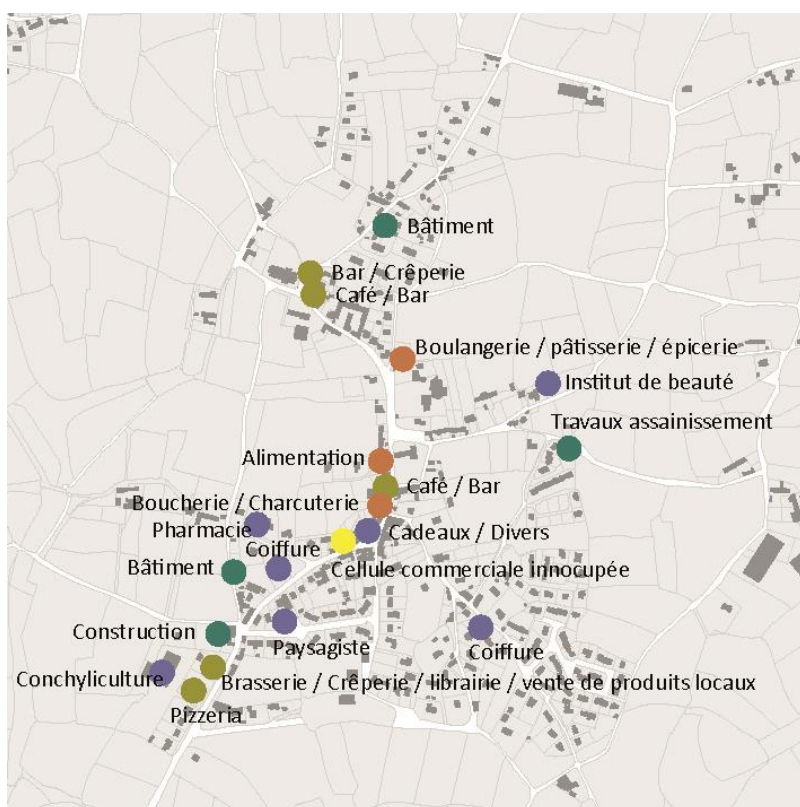


A horizontal scale bar with markings at 0, 0,5, and 1 km.



En effet, la clientèle touristique est également bien présente lors des vacances scolaires. Par ailleurs, de nombreuses résidences secondaires sont habitées une partie importante de l'année, ce qui limite la saisonnalité de l'activité commerciale.

Localisation du commerce et des activités dans le bourg



#### COMMERCES ET ACTIVITÉS

- Alimentation
- Bar / Café / Restaurant
- Bâtiment / Construction / Travaux
- Autres activités
- Cellule commerciale innocupée
- Zone marécage de Beg Ar Vilin

Cartographie : PERSPECTIVE. Atelier d'urbanisme  
Source : carte IGN



0 0,5 1 km

## 4. MOBILITÉ ET DÉPLACEMENTS

### L'ESSENTIEL

- ❖ Un territoire à l'écart des axes et des équipements structurants
- ❖ Des aménagements en faveur de la réduction des vitesses automobiles et de la sécurisation des déplacements piétons
- ❖ Des liaisons inter et intra-quartiers peu lisibles
- ❖ Une part importante de stationnement informel le long du littoral
- ❖ Un réseau de chemins pédestres dense et bien identifié

#### La politique des déplacements de Plougrescant se développe autour d'enjeux prioritaires :

- ❖ L'accessibilité et la qualité des espaces publics
- ❖ L'organisation du stationnement, notamment le long du littoral
- ❖ Le maintien du réseau de chemins pédestres

## ACCESSIBILITÉ ET DESSERTE DE LA COMMUNE

### ❖ Un territoire à l'écart des grands axes de communication

La commune se situe à l'écart des axes et des équipements structurants (aéroport, gare) des Côtes d'Armor (carte n°1). Les deux principales voies d'accès à l'agglomération sont la D8 depuis Tréguier et la D31 depuis Lannion.

Plougrescant est située à environ 35 minutes de Lannion, commune qui possède une gare et un aéroport.

### ❖ Une offre en transport en commun quasi inexistante

La commune n'est desservie par aucun transport en commun régulier. Une liaison à la demande vers Tréguier est toutefois mise en place depuis le 1er septembre 2015. Ce service est réservé aux habitants de la commune et est limité à huit trajets mensuels.

### ❖ Les circulations automobiles

L'accessibilité du bourg est jugée satisfaisante. L'entrée de ville principale a dernièrement fait l'objet d'une requalification (aménagements paysagers, zone 30, circulations douces sécurisées) qui permet de limiter la vitesse automobile dans le bourg.

Les déplacements automobiles sont essentiellement concentrés sur la D8 et la D31 pour les

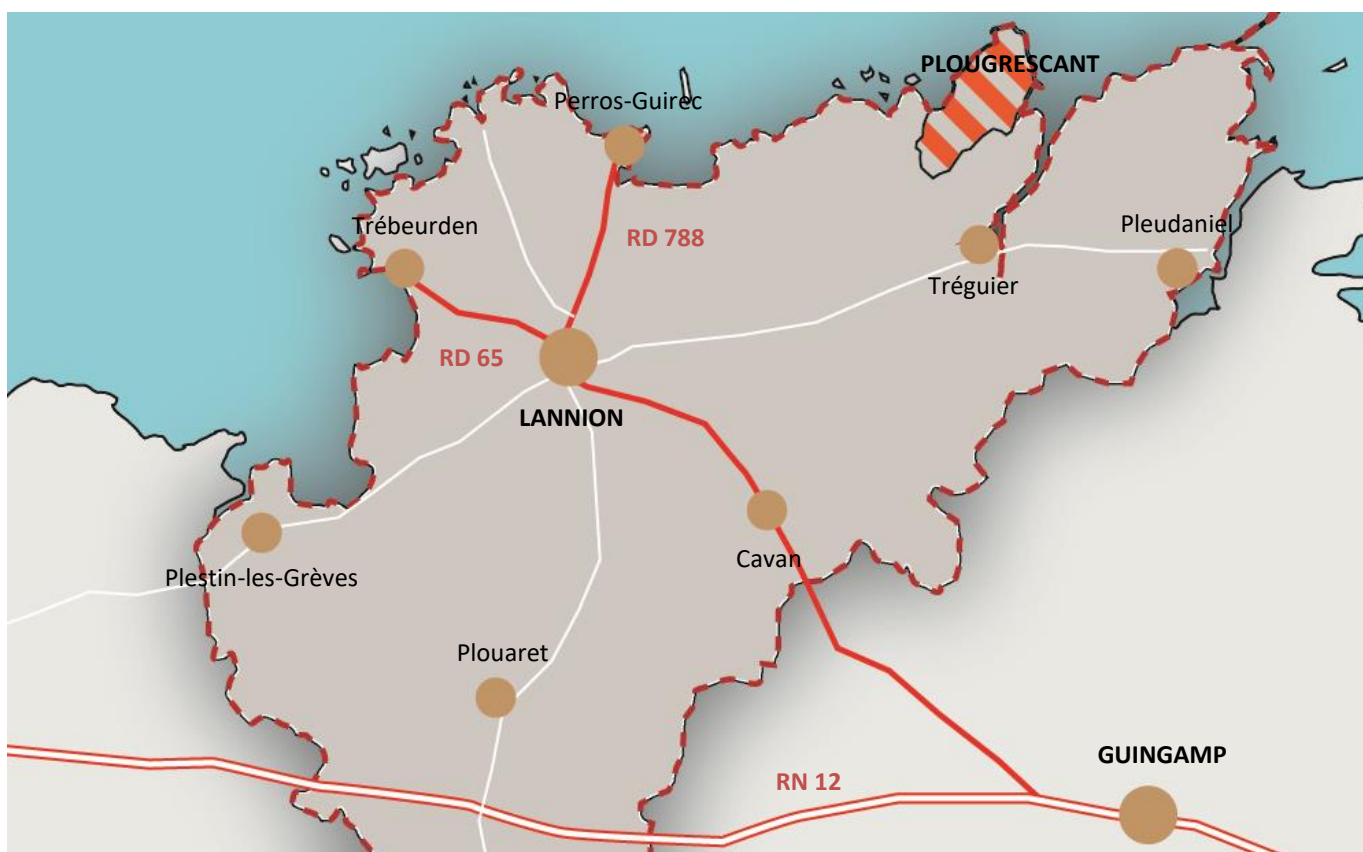
migrations pendulaires et sur le circuit des Ajoncs pour les déplacements touristiques (carte n°2).

Du fait de l'importance de la fréquentation saisonnière, ces axes sont très empruntés en période estivale. Toutefois, la commune ne subit pas d'effet de saturation qui pourrait nuire au bon fonctionnement des déplacements automobiles.

La commune possède un maillage dense de voies communales qui dessert l'ensemble des secteurs bâtis et les sites touristiques. La plupart de ces voies sont étroites et sinueuses, rendant difficile le développement d'une offre alternative à l'automobile. Cependant, la commune est également caractérisée par un réseau important de chemins piétonniers.

Les voies de desserte des lotissements sont essentiellement conçues sous la forme de raquette de retournement. Dans ces secteurs, les liaisons inter et intra-quartiers sont peu lisibles.





▀ **Carte 1. Situation de la commune**



▀ **Carte 2. Les principales circulations automobiles**

Source : Conseil général (comptage routier de juin 2008)

## LE STATIONNEMENT



### ► **Le stationnement à Plougrescant**

Photographies : Perspective. Atelier d'urbanisme

L'offre en stationnement est répartie entre le bourg et les secteurs d'attrait touristique (carte n°3). Les deux principaux points de fixation sont le site du Gouffre (150 000 visiteurs par an) et la Chapelle Saint Gonéry (50 000 visiteurs par an).

L'offre en stationnement du centre-bourg est importante (100 places sur le secteur de la Mairie 20 places à proximité de l'église paroissiale). Cette offre est bien identifiée et est adaptée aux besoins liés à la présence des équipements, des commerces et de la chapelle Saint Gonéry. Des véhicules sont néanmoins régulièrement stationnés le long de la rue Hent Sant Gonéry, rendant difficile les déplacements piétons sécurisés. Cet axe a été dernièrement réaménagé afin de clarifier les espaces destinés au stationnement et de favoriser des déplacements piétons sécurisés.

Le littoral est marqué par une part importante de stationnement informel. Afin de limiter l'impact sur l'environnement, la commune développe depuis plusieurs années des parkings à proximité des principaux sites touristiques littoraux et des plages. À l'image du parking du Gouffre, ces projets sont réalisés dans un souci d'intégration à l'environnement. Il est nécessaire de poursuivre cette démarche afin de réduire le stationnement informel.

Ce type de stationnement sur le littoral est notamment lié à la

présence de nombreux campings cars. Une aire d'accueil est proposée dans le bourg, sur le parking de l'école publique. Cependant, son emplacement, peu stratégique, n'est pas suffisamment attractif et utilisé.

### ❖ **Capacité de mutualisation de l'offre en stationnement**

En matière de stationnement, la commune est confrontée, dans le bourg, à un léger déséquilibre lié à :

- ❖ Une pénurie de places de stationnement sur certaines portions de la rue Hent Gonéry, qui peut se traduire par un développement du stationnement sur trottoirs générant un contexte d'insécurité routière.
- ❖ Une offre globale de stationnement hors voirie (publique et privée) surdimensionnée.

La mutualisation du stationnement s'avère une réponse très concrète à ce déséquilibre. Elle pourra consister à limiter l'offre privée associée à chaque projet immobilier en créant des parkings mutualisés qui répondent aux besoins complémentaires de plusieurs projets proches.





**Carte 3. L'offre en stationnement**

Source : Perspective. Atelier d'urbanisme

- 150 places
- 100 places
- 15 places
- Accueil des campings cars

## LES DÉPLACEMENTS DOUX

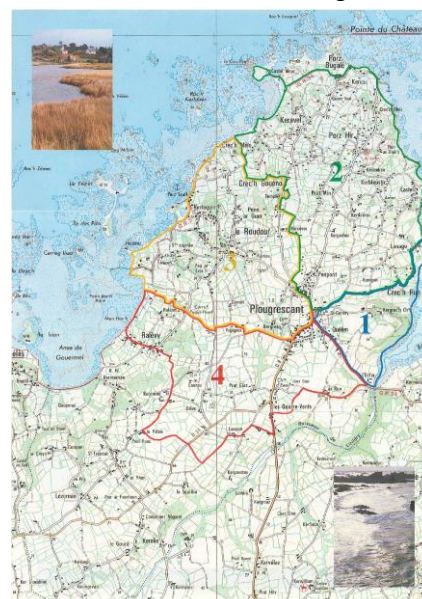
La commune dispose d'un réseau de chemins pédestres important qui permet d'appréhender la richesse de son patrimoine naturel et bâti. Elle travaille depuis de nombreuses années au maintien et au développement de ces cheminements. Réalisé dans le cadre de la servitude de passage des piétons, un sentier littoral permet de découvrir la côte de Plougrescant. Le GR 34, sentier de Grande Randonnée, traverse la commune. « Le sentier des Douaniers » est le sentier de Grande randonnée le plus connu en Bretagne.

Les principaux parcours de randonnées permettent également de rejoindre le bourg. L'ensemble des sentiers balisés de la commune totalise une longueur de 35 kilomètres. Les sentiers sont souvent bordés de talus-murs en pierres sèches et en galets. Ces chemins sont bien balisés et entretenus.

Les déplacements piétons sont également favorisés dans le bourg. Des aménagements sont développés en ce sens le long du principal axe (zone 30, trottoir sécurisé, etc.). Toutefois, au sein des quartiers résidentiels, l'espace destiné aux circulations douces reste limité. Les connexions inter et intra-quartiers restent à développer.

### Les principaux chemins de randonnées

Source : Commune de Plougrescant



## 5. ÉQUIPEMENTS ET SERVICES

### L'ESSENTIEL

- ❖ Des équipements localisés dans le bourg et facilement accessibles
- ❖ Une chute importante des effectifs scolaires jusqu'au début des années 2010, suivi d'une stabilisation sur la période récente
- ❖ Un niveau de services fragile

#### ❖ Un niveau d'équipements satisfaisant

L'ensemble des équipements existants se concentre dans le bourg (carte n°1). Cela facilite leur accessibilité, d'autant qu'ils sont pour la plupart situés à proximité des voies de circulations douces et des stationnements automobiles. Seule la salle communale du Celtic située au sud du bourg présente des problématiques en matière de stationnement.

L'offre actuelle se compose d'équipements administratifs (mairie, office du tourisme), d'équipements sportifs et culturels (terrains de sport, salles polyvalentes, bibliothèque) et d'un équipement scolaire (école maternelle et primaire publique).

Le nombre d'élèves, estimé à environ 70 élèves en 2017, est en baisse depuis plusieurs décennies. Cette réduction de l'effectif scolaire s'explique par la disparition de l'école privée, par l'inscription de plusieurs enfants de la commune dans les écoles de communes voisines et par la diminution du nombre d'habitants permanents.

#### ❖ Un niveau de services satisfaisant mais fragile

Les services sont relativement bien regroupés dans le bourg, à proximité de la Mairie.

Afin de favoriser le maintien d'un médecin généraliste, un logement

communal est mis à sa disposition. Un projet de pôle médical est également envisagé à l'entrée du bourg afin d'accueillir un, voire deux généralistes.

Les locaux actuels de La Poste ont été réaménagés en pôle multiservices : en plus de l'agence postale, ce pôle multiservices accueille l'office de tourisme communautaire, une salle des associations et un espace médical pouvant accueillir deux professionnels de santé (infirmière, kiné...).

#### ❖ Une dépendance vis-à-vis des pôles structurants de l'intercommunalité

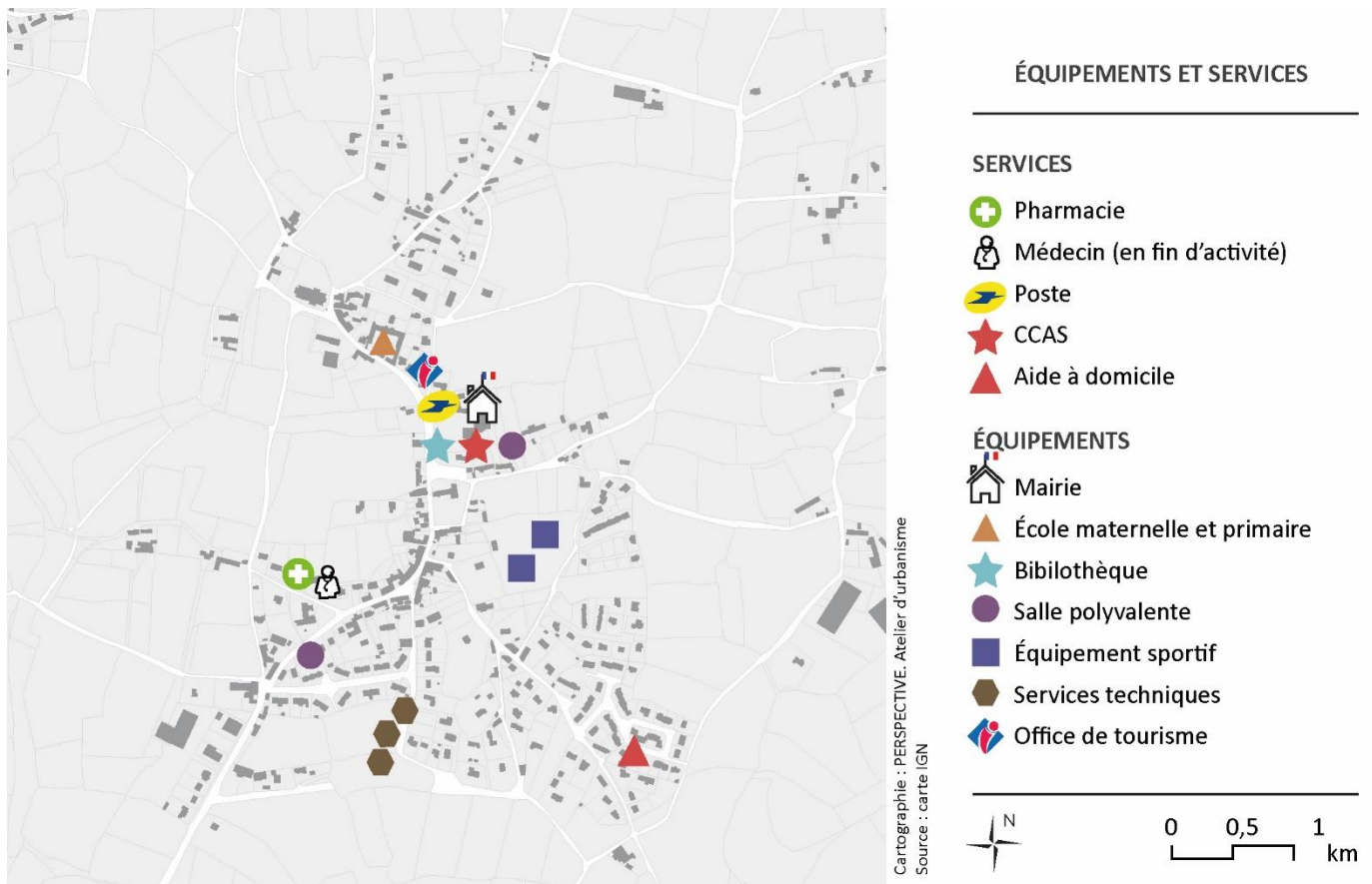
Si Plougrescant possède un niveau d'équipements et de services en adéquation avec sa démographie, la population doit se déplacer pour avoir accès aux équipements et services d'usage courant qu'ils ne trouvent pas sur la commune. Les deux polarités de l'intercommunalité les plus proches de Plougrescant qui possèdent une offre en commerces, équipements et services plus complète sont Tréguier et Penvenan.

#### ❖ Les réseaux numériques de télécommunication

Le Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique des Côtes d'Armor précise la politique départementale menée pour établir une stratégie de déploiement du très haut débit fixe

et mobile à l'échelle départementale. Le très haut débit ne devrait cependant pas être mis en œuvre avant 2030.

La commune de Plougrescant possède une offre théorique de bonne qualité en matière d'accès aux réseaux de communications électroniques. À titre d'exemple, le taux d'éligibilité à l'ADSL 2Mbits/s est évalué entre 91 % et 99 % par le Conseil départemental.









# ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

**ENVIRONNEMENT NATUREL ET PAYSAGES / 46**

**PATRIMOINE ET CADRE DE VIE / 62**

**RISQUES ET NUISANCES / 68**

**GESTION DES RESSOURCES / 74**

# 1. ENVIRONNEMENT NATUREL ET PAYSAGES

## L'ESSENTIEL

- ❖ Un territoire couvert par de nombreux inventaires (Natura 2000, ZICO, ZNIEFF, Sites classé et inscrit)
- ❖ Un patrimoine naturel remarquable, étudié et reconnu
- ❖ Une forte présence de l'eau
- ❖ Une Trame Verte et Bleue qui s'inscrit dans un contexte supra communal

Plougrescant bénéficie d'un environnement physique et biologique exceptionnel. Il s'agit avant tout de préserver ce patrimoine, en accord avec les nombreuses dispositions réglementaires qui s'y appliquent. Le principal enjeu formulé est d'assurer les fonctionnalités des espaces environnementaux dans le cadre de la trame verte et bleue.

## ENVIRONNEMENT PHYSIQUE

### ❖ Un climat océanique, tempéré et humide

Le caractère littoral du climat local ressort nettement des données de la station météo Ploumanac'h Perros, basée sur la commune de Perros-Guirec. Plougrescant enregistre des données climatiques douces et tempérées. Ce climat fait apparaître une faible amplitude thermique qui se traduit par des hivers relativement doux et des étés frais.

#### Les températures

La moyenne des températures sur l'année est de 12,4° (sur la période 1986 / 2010). L'amplitude thermique (différence entre la température moyenne du mois le plus chaud et celle du mois le plus froid) est de 9,9°.

#### Les précipitations

La hauteur moyenne annuelle des précipitations est de 845,6 millimètres (sur la période 1986 / 2010), ce qui est relativement faible par rapport à la moyenne départementale. Le nombre moyen de jours avec précipitations est de 130 par an. Les maximums de précipitations se situent essentiellement en automne et en hiver et peuvent fortement varier d'une année sur l'autre.

### Les vents

La rose des vents montre une prédominance des vents de secteur ouest, qui sont également les plus forts. Il faut prendre en compte cette exposition pour l'orientation des aménagements futurs.

### L'ensoleillement

L'ensoleillement moyen annuel représente environ 1800 heures. Cette valeur place la station dans une situation très favorable par rapport au niveau régional.

### ❖ Un relief marqué qui façonne le territoire

Le territoire est marqué par des entités géographiques qui se révèlent au travers du relief (carte n°1). Le territoire communal se situe sur la bordure septentrionale de la plate-forme ancienne du Trégorrois.

La frange littorale est basse, les rives sont caractérisées par un linéaire de 17 kilomètres. Plusieurs petites vallées ont creusé les paysages et un relief plus accidenté, à l'image de la vallée de Lisildry. L'altitude reste basse sur le plateau, avec 58 mètres près du bourg et environ 70 mètres dans la partie sud-ouest du territoire.

### ❖ Une géologie homogène

La constitution géologique est relativement homogène sur la commune. Le sous-sol est

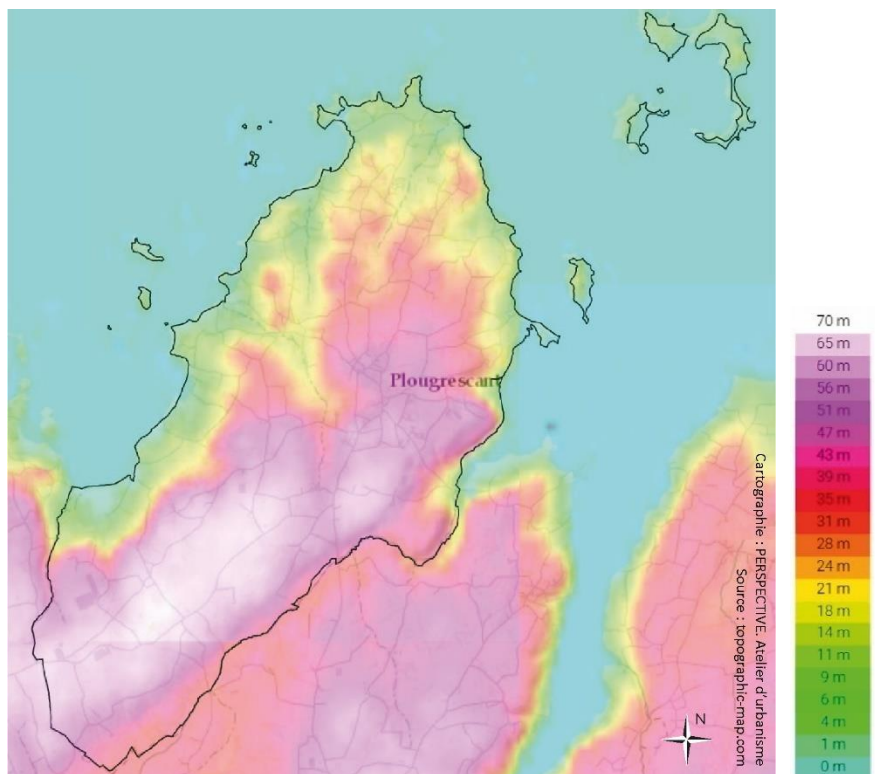


principalement constitué de granite (carte n°2).

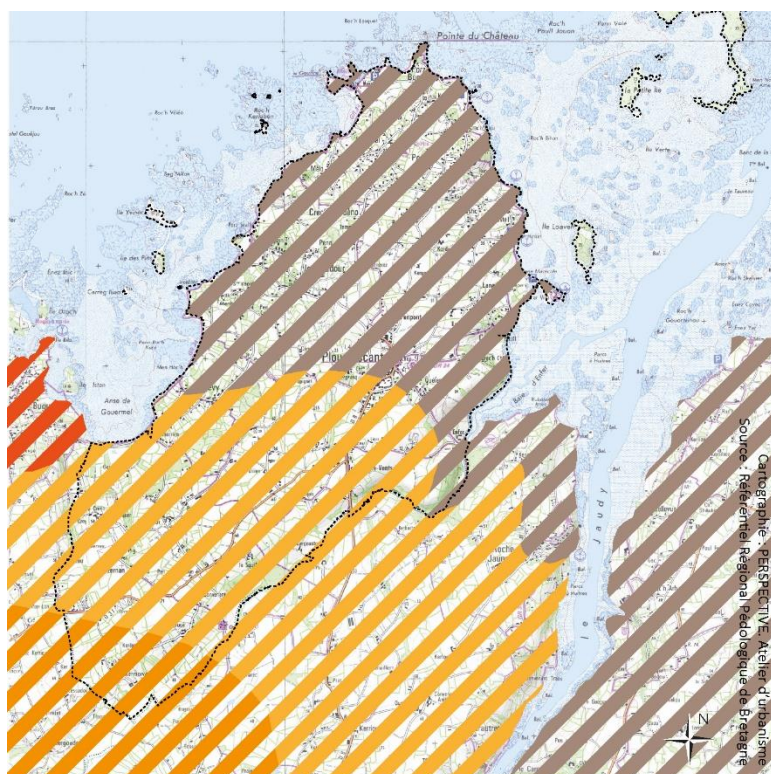
Dans la presqu'île, la dernière transgression marine puis l'érosion continentale par ruissèlement ont désagrégé la couverture de limon. Les argiles, formées à l'ère tertiaire, avaient été déblayées durant les époques interglaciaires. D'où l'aspect ruiniforme du paysage et les nombreux chicots rocheux qui correspondent aux noyaux de roches dures, seuls épargnés par l'érosion.

Sur le plateau, la roche-mère est recouverte sur 1 à 4 mètres d'épaisseur par des limons jaunes argilo-sableux d'origine éolienne. Ce manteau recouvre généralement des argiles de décomposition du granite, ce qui donne au plateau son relief peu prononcé.

La nature des roches a une forte influence sur le couvert végétal et le fonctionnement du réseau hydrographique de la commune. Les massifs de chênaies et les landes, caractéristiques de la Bretagne, recouvrent généralement les substrats granitiques. En revanche, les espaces agricoles couvrent des secteurs où les schistes plus tendres sont présents. Les formations plutoniques tels que le granite, bien que perméables, présentent dans l'ensemble une aptitude restreinte à se laisser traverser par l'eau comparativement aux roches sédimentaires.



**Carte 1. Le relief**  
Source : topographic-map.com



**Carte 2. La géologie**

Source : Référentiel Régional Pédologique de Bretagne

- Sols moyennement profonds souvent recalcifiés en surface issus de granite
- Sols profonds faiblement argilluviés limoneux, recalcifiés par des amendements ou parfois calcaires des plateaux du Trégor légumier sur granite
- Sols profonds limoneux faiblement argilluviés localement hydromorphes des plateaux sur granite
- Sols moyennement profonds à profonds et sols lithiques de bord de côte issus de granite

## ❖ Le réseau hydrographique

Le réseau hydrographique est une composante importante de l'environnement de Plougrescant. L'eau est un élément structurant et le paysage qui en découle est très riche en diversité.

Le réseau hydrographique de la commune s'articule à partir des différents types de milieux aquatiques :

- La Manche au nord et à l'ouest
- L'estuaire du Jaudy et la baie d'Enfer à l'est
- Le ruisseau de Lizildry au sud-est
- Des marais alcalins de Ralévy et de Kergonet, des marais

d'eau douce et prairies marécageuses de Gouvermel

- Du tombolo double de Castel Mer, avec un étang saumâtre central
- Un maillage de ruisseaux étroits

## L'inventaire des zones humides et des cours d'eau

Un inventaire des zones humides et des cours d'eau a été réalisé, entre 2012 et 2014, par les techniciens du Syndicat mixte des bassins versants du Jaudy-Guindy-Bizien.

L'inventaire des zones humides a été réalisé en appliquant les critères de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> octobre 2009 au sein de

l'enveloppe des zones humides potentielles. L'inventaire des zones humides a été réalisé sur le territoire communal de manière à tendre vers l'exhaustivité.

Ce travail a été réalisé en partenariat avec les acteurs du monde agricole, sur l'ensemble du territoire communal. La carte des zones humides et des cours d'eau a fait l'objet d'une consultation en mairie durant l'été 2014. L'inventaire a été validé par la Commission locale de l'eau (CLE) du SAGE Argoat le 01/04/2015.

Un inventaire complémentaire des zones humides a été réalisé en 2016 sur les zones « à urbaniser » du projet de PLU. Cette modification de l'inventaire initial a



été approuvée par la CLE le 04/07/2016.

Sont considérés comme zones humides les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par les plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.

Il est important d'avoir une bonne connaissance de ces milieux, et de leur localisation, afin de permettre une meilleure conservation des équilibres entre les milieux ouverts (de type prairies et marais) et les milieux humides fermés ou ayant tendance à le devenir par absence d'entretien (de type boisements).

Les zones humides fonctionnelles et entretenues participent au stockage de l'eau ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques du bassin-versant du Guindy.

Au total, 122 hectares de zones humides ont été recensés, soit 7,9 % du territoire communal. Ces espaces sont globalement localisés dans les petits vallons des cours d'eau. Ils sont bien préservés : 39 % des zones humides sont situées au sein de secteurs boisés et 34 % au sein de prairies. De nombreuses prairies humides restent entretenues par le pâturage ou la fauche. Une seule parcelle constructible est concernée par l'inventaire.

### Focus sur l'inventaire des cours d'eau.

Il a été validé par la CLE du SAGE Argoat le 2/04/2015 puis modifié le 5 Avril 2018. Le protocole utilisé est celui validé par le SAGE le 2 février 2016. Un cours d'eau est caractérisé s'il présente au moins 3 des 4 critères ci-après : berges (> 10 cm) ; substrat différencié diversifié ; faune et/ou flore caractéristique d'un cours d'eau ; écoulement pérenne 8 jours après un épisode pluvieux (10 mm). A l'instar de l'inventaire des zones humides, ce travail a été réalisé en partenariat avec les acteurs du monde agricole.



### LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE ET LES ZONES HUMIDES

— Réseau hydrographique

● Zones humides

- 1 Gouermel
- 2 Ralévy
- 3 Kergonet
- 4 Castel Meur



0 0,5 1 km

Cartographie : PERSPECTIVE. Atelier d'urbanisme  
Source : Syndicat mixte des bassins versants du Jaudy

## UN PATRIMOINE NATUREL PRÉSERVÉ ET EXCEPTIONNEL

La commune fait l'objet de mesures de protection et d'inventaires du patrimoine naturel. Le territoire est notamment concerné par des espaces d'intérêt européen.

**Les inventaires environnementaux : ZICO, ZNIEFF de type 1 et 2, patrimoine géologique**

### ❖ **Zone d'Importance Communautaire pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)**

Les ZICO sont définies comme : « des Zones d'Importance Communautaire pour les Oiseaux, désignées dans le cadre de la Directive « Oiseaux » 79/409/CEE du 6 avril 1979. Cette Directive vise la conservation des oiseaux sauvages, en ciblant 181 espèces et sous-espèces menacées qui nécessitent une attention particulière, et la protection des milieux naturels indispensables à leur survie. Elles correspondent à des zones présentant un intérêt pour les oiseaux. Les ZICO n'ont pas de statut juridique particulier ». Elles n'entraînent pas légalement de contrainte de gestion particulière. Pour l'équilibre des milieux, il convient pour limiter tout dérangement de l'avifaune d'éviter toute exploitation des zones concernées

durant les périodes de nidifications.

**L'estuaire du Jaudy** est classé à l'inventaire ZICO. Le périmètre classé sur l'ensemble de l'estuaire du Jaudy s'appuie en grande partie sur le relief en intégrant les rives jusqu'au bord des plateaux agricoles et se limite régulièrement aux abords des hameaux en partie haute des rives. Le secteur situé sur Plougrescant se caractérise par des rives aux pentes assez fortes.

C'est un site d'hivernage régulier pour de nombreuses espèces d'intérêt. Parmi les migrants on dénombre plusieurs espèces emblématiques : des groupes de Courlis corlieu et cendré ; de Pluviers argentés ; de Bécasseaux variables ; de Chevaliers gambette, aboyeur, culblanc et guignette qui sont observés tout le long de la ria. Parmi ces échassiers certains stationnent quelques semaines ou quelques mois comme les Chevaliers aboyeur qui fréquentent surtout la baie d'Enfer.

L'estuaire abrite également d'autres familles d'oiseaux, notamment de nombreux passereaux (rouges gorges, grives, merles, bruants jaunes, etc.) et quelques rapaces (la buse, l'épervier d'Europe, le Faucon crécerelle, le Balbuzard pêcheur)

### ❖ **Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 1 et de type 2**

**Les ZNIEFF de type 1** (intérêt biologique remarquable), de superficie réduite, sont des espaces homogènes d'un point de vue écologique qui abritent au moins une espèce ou un habitat rare ou menacé, d'intérêt aussi bien local que régional, national ou communautaire. Ces zones correspondent à des espaces naturels remarquables du fait de leurs caractéristiques écologiques particulières et préservées ou grâce à la présence d'une faune ou flore spécifique, qui nécessite une protection particulière à mettre en œuvre.

**Le marais de Gouermel, le marais de Ralévy, le tomolo de Castel Mer et les îles d'Er** font l'objet d'un classement ZNIEFF de type 1.

Ces zones forment une unité paysagère qui combine à la fois diversité et uniformité dans l'émergence d'une multitude d'îlots et de rochers qui créent un paysage lunaire à marée basse. Elle présente les intérêts suivants : littoral découpé et estran parsemé d'îlots, diversité des formes et des couleurs, panoramas majestueux, bocage préservé, blocs granitiques impressionnants.

**Les ZNIEFF de type 2**, sont de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés, qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs zones de type 1 et possèdent un rôle fonctionnel ainsi qu'une cohérence écologique et paysagère.



**L'estuaire du Jaudy** fait l'objet d'un classement ZNIEFF de type 2.

**L'inventaire floristique du Conservatoire Botanique de Brest** révèle quatre espèces protégées, notamment sur les secteurs délimités en ZNIEFF :

*Le chou marin*, observée en 2001 sur la lagune de Castel Meur, en 2008 à Karreg Iliao, sur l'îlot Roc'h Kerlaben, à Karreg Iliavek, au sud-est de l'île Loaven, sur l'îlot au sud de l'île Loaven, sur l'îlot au nord-est de Iliavek, à l'est de l'île Loaven, en 2010 sur la Petite île d'Er, sur le 1<sup>er</sup> îlot au sud de l'îlot situé au nord-est de la Petite île, sur le 2<sup>ème</sup> îlot au sud de l'îlot situé à l'est de la Petite île.

*L'Ophioglosse des Açores*, observée en 1991 sur l'île d'Er

*Le Trichomane élégant*, observée en 2000 sur l'île d'Er

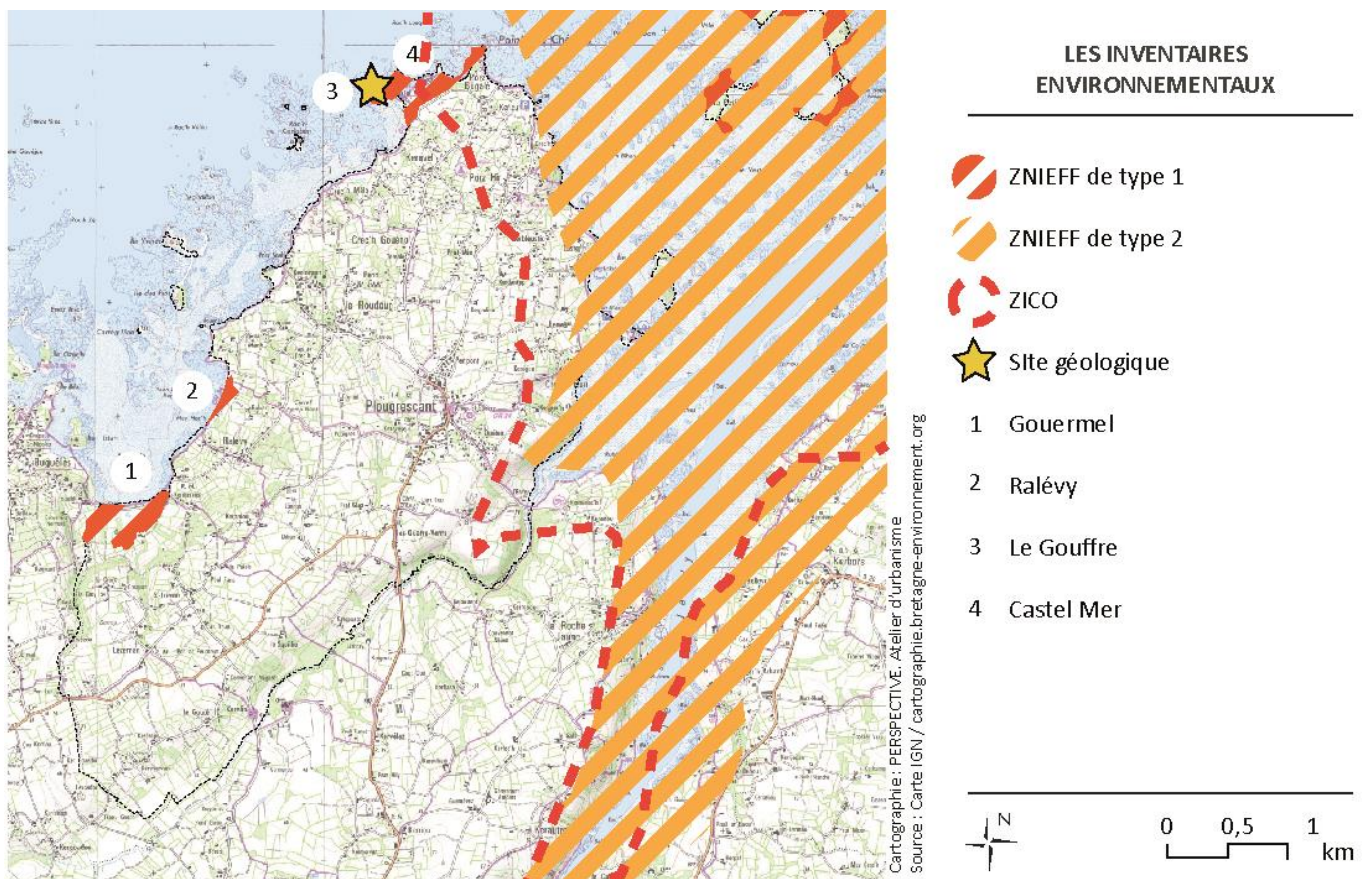
*Le Chardon bleu maritime*, observée en 1983 sur la dune près de la cale de Ralévy

les richesses écologiques, faunistiques, floristiques, géologiques, minéralogiques et paléontologiques ».

**Le site du Gouffre** est identifié en tant que patrimoine géologique pour ses roches magmatiques (granodiorite cadomienne et deux cortèges filoniens de dolérites).

#### ❖ Patrimoine géologique

L'inventaire du patrimoine géologique s'inscrit dans le cadre de la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité. Celle-ci précise en ces termes (Code de l'environnement, Art. L. 411-5) que « l'État [...] assure la conception, l'animation et l'évaluation de l'inventaire du patrimoine naturel qui comprend



**Les zones de protection réglementaires : Natura 2000, site classé, site inscrit**

❖ **Zone Natura 2000 : Zone de Protection Spéciale Trégor Goëlo et Sites d'Intérêt Communautaire Trégor Goëlo**

Les deux zones possèdent un périmètre identique sur la commune. Elles couvrent environ 232 hectares de la partie terrestre du territoire, soit près de 15 % de la commune.

**Les Zones de Protection Spéciale, associées aux Zones Spéciales de Conservation (ZSC) issues de la Directive « Habitats », constituent le réseau des sites Natura 2000.**

Les réglementations applicables sont les mêmes que pour un site Natura 2000. Les mesures spécifiques sont présentées par des fiches descriptives, dans le DOCOB (Document d'Objectifs) en cours d'élaboration – Site Natura 2000 FR5310070 – ZPS « Trégor Goëlo ».

Le site Natura 2000 du Trégor-Goëlo s'étend sur 91 438 hectares, dont 97 % de surface marine. Il est marqué par une côte rocheuse, regroupant environ 280 îles et îlots, ainsi que par la présence des estuaires du Trieux et du Jaudy. On dénombre sur le site :

- 26 habitats inscrits à l'annexe I de la Directive « Habitats, Faune, Flore »

- 13 espèces inscrites à l'annexe II de la Directive « Habitats, Faune, Flore »
- 17 espèces d'oiseaux figurant à l'annexe I de la Directive « Oiseaux »

**La ZPS correspond à la partie littorale de la commune représentée par les périmètres de la ZICO et des ZNIEFF de type I et II. Une partie de la ZPS est en Site Classé.** L'un des principes fondamentaux de la Directive est de maintenir les espèces et les espaces naturels dans un bon état de conservation, tout en maintenant les activités économiques, compatibles avec ce principe, et à travers une forte concertation avec les acteurs du territoire.

La ZPS abrite une grande diversité de milieux : eaux marines, estran, îles et îlots, dunes, cordons de galets et estuaires. L'estran est caractérisé par l'imbrication d'habitats très diversifiés : récifs, champs de blocs rocheux, grandes étendues de sable et de vase, chenaux, lagunes.

C'est une zone d'hivernage essentielle pour la population de Grands gravelots. Pour cette espèce, l'embouchure du Jaudy est au minimum une zone d'importance nationale. C'est également une zone d'hivernage très intéressante pour les anatidés et les limicoles. Le site a atteint en janvier 2005 le seuil d'importance internationale pour la Bernache cravant.

La ZPS « Trégor Goëlo » est un site particulièrement important pour les quatre espèces suivantes :

- Sterne pierregarin : 240-260 couples en 2004 (155 en 2006, 153 en 2007), soit certaines années 20% de la population bretonne et 5% de la population française ;
- Bernache cravant : 3150 hivernants (janvier 2005), soit 3% de la population hivernante française ;
- Bécasseau variable : entre 4000 et 5500 hivernants (période 1999-2004), soit entre 1,5% et 2% de la population hivernante française ;
- Tournepierrre à collier : entre 350 et 450 hivernants (période 2000-2005), soit 3% de la population hivernant en France.





La Sterne pierregarin

Exemples d'espèces  
présentes sur le site



La Bernache cravant



Le Phoque gris



Le Bécasseau variable



La Loutre d'Europe



Le Tournepierre à collier



Le Lucane cerf-volant

### Le Site d'Intérêt Communautaire « Trégor-Goëlo » est

particulièrement riche et diversifié sur le plan patrimonial et paysager. Au sein de ce littoral très découpé, le rapport à la mer est très étroit, aussi bien vis-à-vis de la pêche hauturière, avec une histoire marquée par la pêche des Islandais, que par rapport aux activités côtières liées à la conchyliculture ou la Coquille Saint-Jacques. Entre terre et mer, le secteur du Trégor-Goëlo propose une côte jalonnée par des estuaires, des falaises parmi les plus imposantes de Bretagne, des baies abritées et une multitude de basses et d'écueils dans un contexte bathymétrique de transition à l'échelle de la Bretagne nord. C'est un site maritime très fréquenté en période touristique.

L'extension de 2008 permet de prolonger les deux vastes échancrures du Trieux et du Jaudy dont les débouchés sont encadrés par des platiers et des zones meubles très intéressants. L'ensemble forme un milieu riche qui se traduit par sa productivité primaire et bénéficie aux activités conchyliques et halieutiques.

Tant au niveau du proche espace côtier qu'au niveau du large, cette proposition de périmètre repose sur une mosaïque très riche d'habitats : herbiers de zostères, la zone de cailloutis, les zones de Maërl. A noter également la présence de zones de placages à *Sabellaria spinulosa*.

En effet, les herbiers de Zostères, plantes supérieures des côtes de la Manche et de l'Atlantique, jouent un rôle d'habitat très original pour de nombreuses algues et des invertébrés qui n'occupent généralement pas les substrats meubles. Ils abritent ainsi une forte diversité biologique, et jouent un rôle fonctionnel essentiel en tant que zones de reproduction, de nurseries et de nourrissage pour de nombreuses espèces. L'état de conservation de ces herbiers sur la zone est jugé favorable.

La complexité architecturale des bancs de maërl (habitat 1110) offre une multiplicité de niches écologiques, favorisant la diversité biologique.

Le site Natura 2000 est le siège d'activités humaines variées : loisirs nautiques, pêche à pied, promenade, ostréiculture, chasse. Le DOCOB relève que ce sont surtout les activités de loisirs et touristiques qui posent problème à l'avifaune. En effet, la forte fréquentation humaine peut induire localement des dérangements importants des nicheurs.

La fréquentation touristique et les usages traditionnels (séchage de goémon) sur les hauts de plages, les dunes, peuvent fragiliser les habitats d'intérêt communautaire de ce site. Par ailleurs, l'absence d'entretien (fauche) peut conduire à une banalisation d'habitats remarquables tels que la végétation des zones humides

arrière-dunaires, les landes mésophiles et humides.

Les activités de pêche sont artisanales et côtières (110 bateaux sur 118 sont inférieurs à 12 mètres) et très encadrées dans un objectif de gestion de la ressource (à noter le cantonnement à crustacés de la Horaine). La zone est importante pour la coquille avec des opérations de réensemencements notables.

D'importantes surfaces sont actuellement utilisées par l'ostréiculture. À noter que l'impact sur l'avifaune migratrice et hivernante de cette activité n'est pas aujourd'hui clairement connu, en termes de concurrence pour l'occupation de l'espace mais également en termes de modification générale de l'écosystème.

#### ❖ Réserve de chasse et de faune sauvage

Les réserves de chasse et de faune sauvage visent principalement à protéger les populations d'oiseaux migrateurs et les milieux naturels indispensables à la sauvegarde d'espèces menacées.

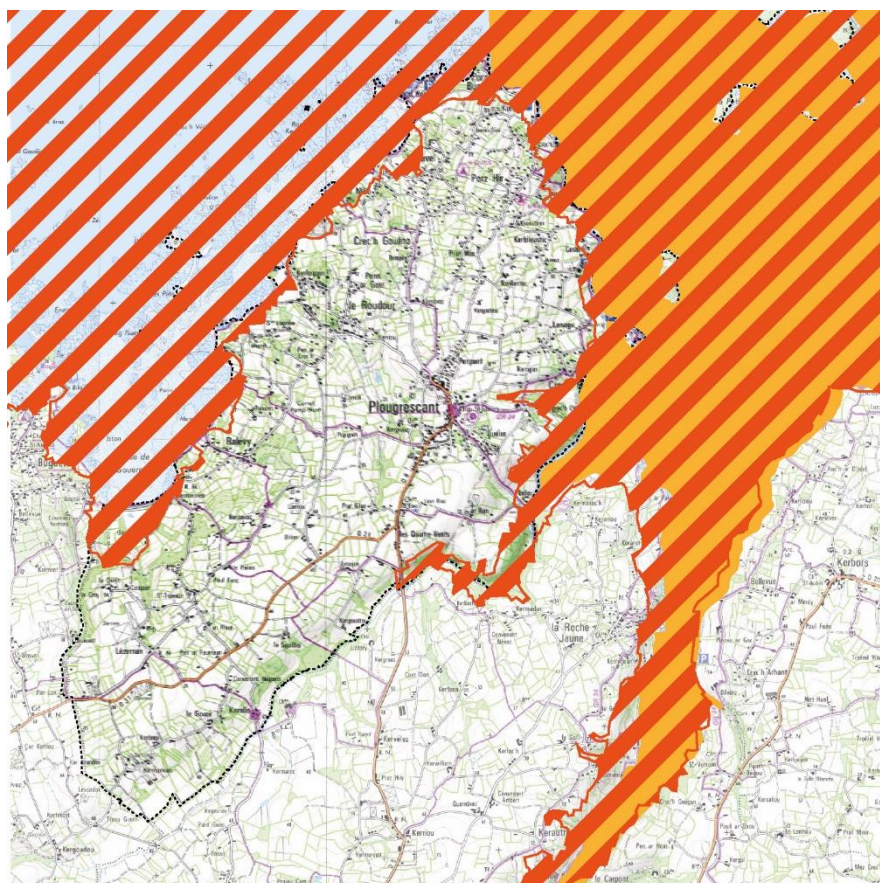
Tout acte de chasse y est normalement interdit. Toutefois, il existe parfois la possibilité d'exécuter un plan de chasse ou un plan de gestion, lorsque celui-ci est nécessaire au maintien des équilibres biologiques et agro-sylvocynégétiques. Des captures de

gibier à des fins scientifiques ou de gestion des populations peuvent être autorisées.

Il existe une réserve de chasse et de faune sauvage sur le site Natura 2000 de Plougrescant. Il s'agit de l'embouchure du Jaudy qui est également localisée sur les communes de Tréguier, Trédarzec, Plouguiel et Kerbors.



Par ailleurs, les terrains du Conservatoire du littoral sur le site du Gouffre à Plougrescant ne sont normalement pas chassés, mais il n'existe pas de réserve officielle.

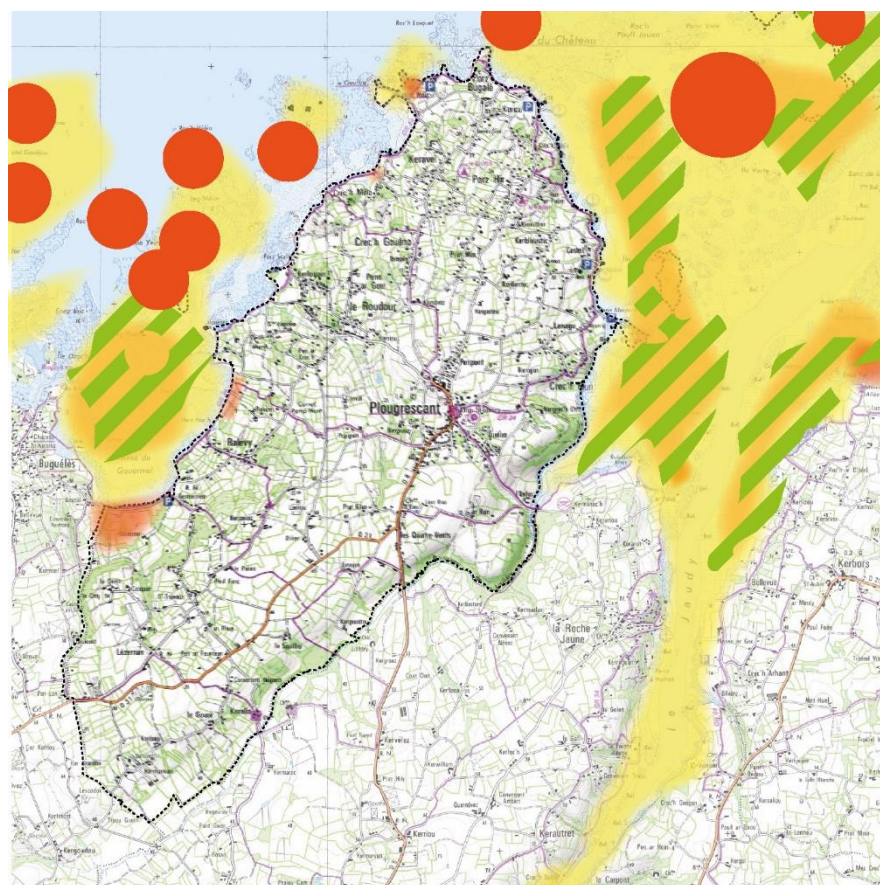
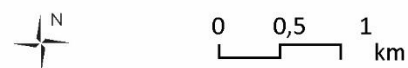




Cartographie : PERSPECTIVE - Atelier d'urbanisme  
Source : Carte IGN / INPN

## LES PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES RÉGLEMENTAIRES

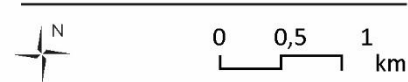
-  Natura 2000 (ZPS et SIC)
-  Réserve de chasse et de faune sauvage



Cartographie : PERSPECTIVE - Atelier d'urbanisme  
Source : Carte IGN / DOCOB (en projet)

## LES SENSIBILITÉS ENVIRONNEMENTALES DU SITE NATURA 2000

-  Sites de nidification des oiseaux marins et zones principales de reproduction des oiseaux marins
-  Principales zones d'alimentations
-  Zones de sensibilité de niveau 1 à 4 (définition dans le DOCOB)



## ❖ Sites inscrits et classés

La loi du 2 mai 1930, désormais codifiée (Articles L.341-1 à 342-22 du Code de l'Environnement), prévoit que les monuments naturels ou les sites de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque présentant un intérêt général peuvent être protégés. Elle énonce deux niveaux de protection :

- ❖ **L'inscription** est la reconnaissance de l'intérêt d'un site dont l'évolution demande une vigilance toute particulière. C'est un premier niveau de protection pouvant conduire à un classement. Le but est de favoriser une évolution harmonieuse de l'espace ainsi protégé. "L'inscription entraîne [...] l'obligation de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante en ce qui concerne les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions sans avoir avisé, quatre mois à l'avance, l'administration" (alinéa 4 - Art. L.341-1 du Code de l'Environnement). Les modifications sont autorisées par le maire, après avis de l'Architecte des Bâtiments de France. La DREAL peut demander à être associée à l'instruction des dossiers en cas de difficulté ou de projets délicats.
- ❖ **Le classement** est une protection très forte destinée à conserver les sites d'une valeur

patrimoniale exceptionnelle ou remarquable. Le classement a pour objectif principal de maintenir les lieux en l'état. La conservation y est la règle, la modification l'exception. Les modifications énoncées dans le décret du 15 décembre 1988 et pour l'essentiel mineures, relèvent d'une autorisation du préfet, délivrée après avis de l'architecte des bâtiments de France et si nécessaire, de la DREAL. Les modifications plus importantes sont instruites par la DREAL et autorisées par le ministre chargé des sites, après avis de la commission départementale des sites, perspectives et paysages. Le législateur n'a pas fixé de délai pour l'instruction des projets en site classé.

**Le report des sites classés et/ou inscrits dans le PLU en tant que servitude d'utilité publique est une obligation** (Article L.126-1 du Code de l'Urbanisme). Ils doivent être compatibles avec la protection du site. Le document d'urbanisme doit empêcher toute atteinte au site et énoncer des règles conformes aux intérêts patrimoniaux en présence.

**La commune présente deux grands ensembles inscrits ou classés :**

- ❖ Un site classé sur l'ensemble formé par les parties Nord et Ouest du littoral de la commune, les îles d'Er, d'Evinec et de Strou-Maria (sur 179

hectares de la surface terrestre de la commune). Ce classement a été pris par décret en date du 2/12/2016.

- ❖ Un vaste site inscrit qui recouvre près des 2/3 de la commune, localisé sur la partie agricole côtière. A noter qu'une étude de désinscription est en cours sur une partie de la commune, au niveau du sud-est du bourg. Il est estimé que cette partie ne présente plus de qualités paysagères et patrimoniales suffisantes pour justifier du maintien de la protection. A ce titre, une enquête publique a été organisée du 24 avril au 30 mai 2018, sans remarque concernant Plougrescant.

## ❖ Espaces naturels sensibles

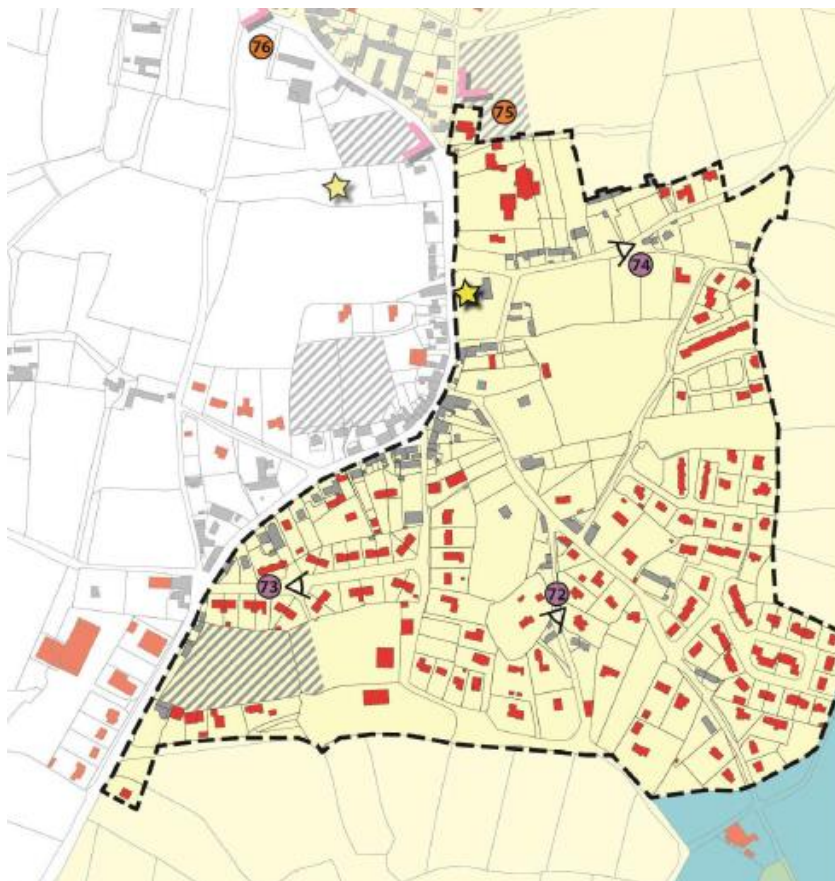
Dans le cadre de sa politique en faveur de l'environnement et de la protection de la nature, le Conseil général, conscient de la nécessité de préserver la biodiversité, les écosystèmes et les milieux naturels, met en œuvre une politique volontariste de protection des Espaces Naturels Sensibles.

Pour mener à bien cette action, les textes donnent la possibilité aux Départements d'acquérir des espaces naturels. L'action foncière intervient, principalement, à l'intérieur de périmètres dénommés « zones de préemption ».



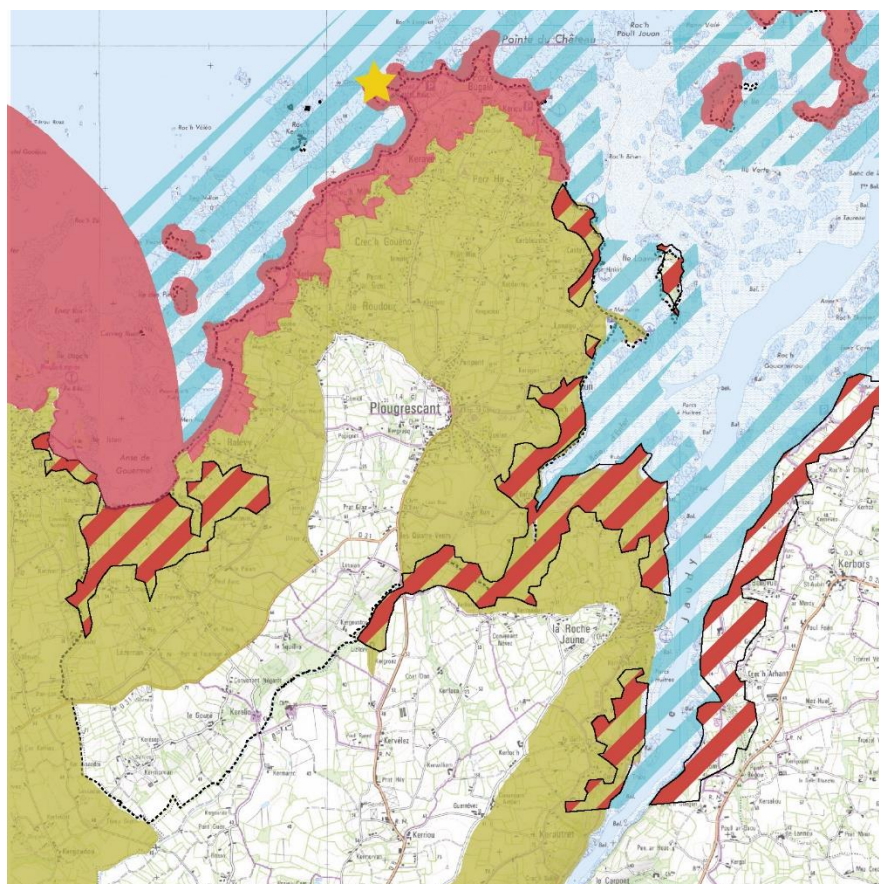
Sont ainsi concernés en tout ou partie les sites suivants (source : Porter à connaissance de l'État) :

- ❖ Le site du Gouffre à Castelmeur, où le conservatoire est déjà majoritairement propriétaire.
- ❖ Le long du littoral ouest de la presqu'île, entre les zones agricoles et le domaine public maritime.
- ❖ Le site naturel de l'île d'Er, afin de pérenniser la qualité de la biodiversité, d'anticiper sur les évolutions du bâti existant, de gérer la fréquentation du public constatée sur les îles malgré le statut privé de celles-ci.
- ❖ Le secteur de la baie de l'Enfer, sur la vallée du ruisseau de Lizildry, comme zone de vigilance, celui-ci présentant des enjeux écologiques et paysagers à préserver.



➤ **En pointillé : proposition de périmètre de désinscription**

Source : Extrait du rapport de présentation soumis à enquête publique



#### LES PROTECTIONS ENVIRONNEMENTALES RÉGLEMENTAIRES

- Site classé
- Site inscrit
- ★ Site inscrit (ponctuel)
- / Projet de classement terrestre
- / Projet de classement Domaine Public Maritime

Cartographie : PERSPECTIVE, Atelier d'urbanisme  
Source : Carte IGN / DREAL Bretagne



0 0,5 1 km



## LES BOISEMENTS, LE BOCAGE

**L'Inventaire Forestier National (IFN) a recensé les types de peuplements des boisements présents sur le territoire.**

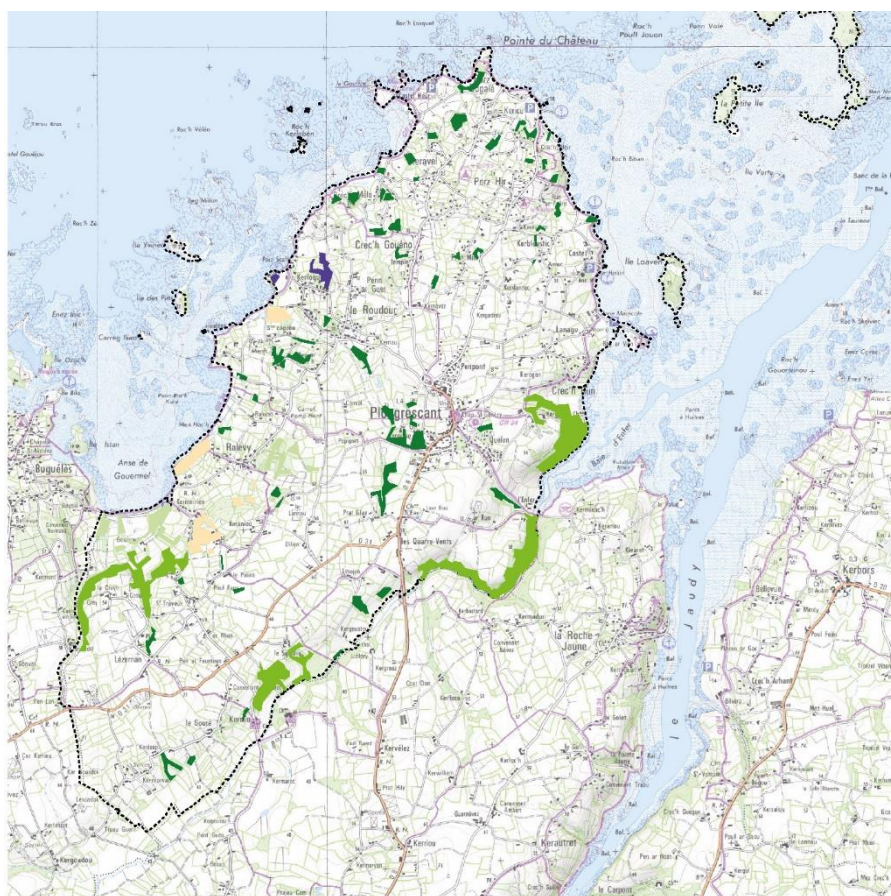
Quelques boisements et bosquets sont recensés sur la commune. Ils sont disséminés sur l'ensemble du territoire. Parmi les plus importants, il faut citer, de Gouermel à Keralio :

- ❖ L'ensemble boisé de la baie de Gouermel, dans lequel les bosquets alternent avec des prairies marécageuses et des terres labourables.
- ❖ Le bois Toul ar Groas (situé en zone de préemption)

- ❖ Les bois, essentiellement constitués de pins maritimes, qui dominent le hameau de Ralévy
- ❖ Les bois du Moulin du Roudour de Prat Lédan, de Crec'h Melo, Garec Soul, plantés, en général, depuis moins d'un siècle et qui font dorénavant partie intégrante du paysage littoral.
- ❖ Les bois de feuillus qui dominent la baie d'Enfer dans le secteur du château de Kergrec'h
- ❖ Les parties boisées de la vallée de Lisildry

Les espaces boisés jouent un rôle important sur la commune, à savoir : réservoir et corridor biologique, régulateur microclimatique, prévention de

l'érosion des sols, valorisation du paysage. La préservation des prairies humides de fonds de vallée nécessite de porter une attention particulière à la gestion des peupleraies et des plantations de résineux dans ces secteurs.



Cartographie : PERSPECTIVE, Atelier d'urbanisme  
Source : Carte IGN / POS en vigueur / carte forestière IGN

### LES ESPACES BOISÉS CLASSÉS (POS EN VIGUEUR)

- Mélange de futaie de feuillus et taillis
- Futaie de conifères
- Forêt ouverte
- Lande
- Autres boisements, bosquets ponctuels et linéaire bocager



0 0,5 1 km

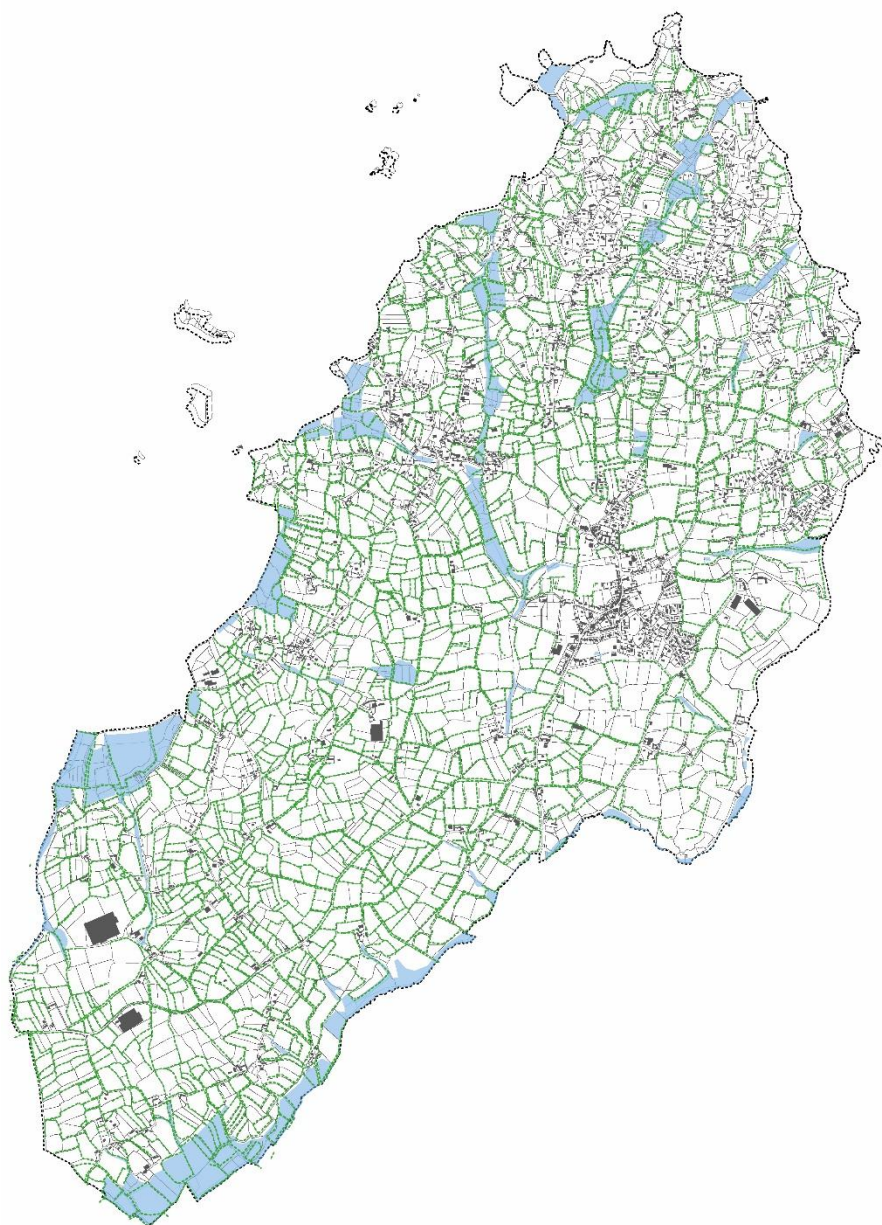


## ❖ Le bocage

Dans le cadre de l'élaboration du PLU, une commission bocage a été créée afin de recenser les haies et talus, en collaboration étroite avec le Syndicat mixte des bassins versants du Jaudy-Guindy-Bizien. Cet inventaire du bocage a été validé par le conseil municipal.

L'inventaire a permis de recenser de manière exhaustive le maillage bocager de la commune. Cette démarche a pour objectif de donner à la commune la possibilité de maîtriser l'évolution du bocage communal afin de préserver ses principales fonctionnalités, notamment hydraulique (régulation, épuration et assainissement), tout en permettant son adaptation aux enjeux agricoles d'aujourd'hui et de demain.

Au total 282,4 kilomètres de linéaires ont été recensés. Plougrescant dispose donc d'un réseau bocager très dense ; de fait, la surface moyenne des parcelles agricoles reste faible sur une bonne partie de la commune.



### ▀ **Le bocage et les zones humides**

Source : Syndicat mixte des bassins versants du Jaudy-Guindy-Bizien

## LA TRAME VERTE ET BLEUE

La Trame Verte et Bleue est une démarche qui porte une ambition forte et structurante permettant de concrétiser l'un des engagements phares du Grenelle Environnement. Ce concept visant à enrayer la perte de biodiversité dans un contexte de changement climatique, doit également contribuer à l'atteinte du bon état écologique des eaux superficielles et mener à une prise en compte transversale des enjeux environnementaux, sectoriels et territoriaux. L'objectif de la démarche Trame Verte et Bleue consiste à participer à la préservation, à la gestion et, si besoin, à la remise en bon état des continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural (art. 121 du Code de l'environnement).

La Trame Verte et Bleue inclut par conséquent une composante verte qui fait référence aux milieux naturels et semi-naturels terrestres. Celle-ci comprend :

- ❖ Tout ou partie des espaces naturels protégés ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité.
- ❖ Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces entre eux.

- ❖ Les couvertures végétales permanentes obligatoires le long de certains cours d'eau.

Sa composante bleue fait référence au réseau aquatique et humide. Elle comprend :

- ❖ Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux en très bon état écologique ou jouant le rôle de réservoir biologique ou dans lesquels une protection des poissons migrateurs est nécessaire.
- ❖ Les zones humides, dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs de qualité et de quantité des eaux.
- ❖ D'autres rivières, parties de cours d'eau, canaux, zones humides et étangs importants pour la préservation de la biodiversité.

Ces deux composantes forment un tout indissociable qui trouve son expression dans les zones d'interface (zones humides et végétation de bords de cours d'eau notamment).

### Définition de la Trame Verte et Bleue communale

La cartographie présentée à la page suivante illustre les éléments de la Trame Verte et Bleue à l'échelle communale.

Les principaux réservoirs de biodiversité sont constitués par les espaces boisés, les espaces naturels protégés (Natura 2000,

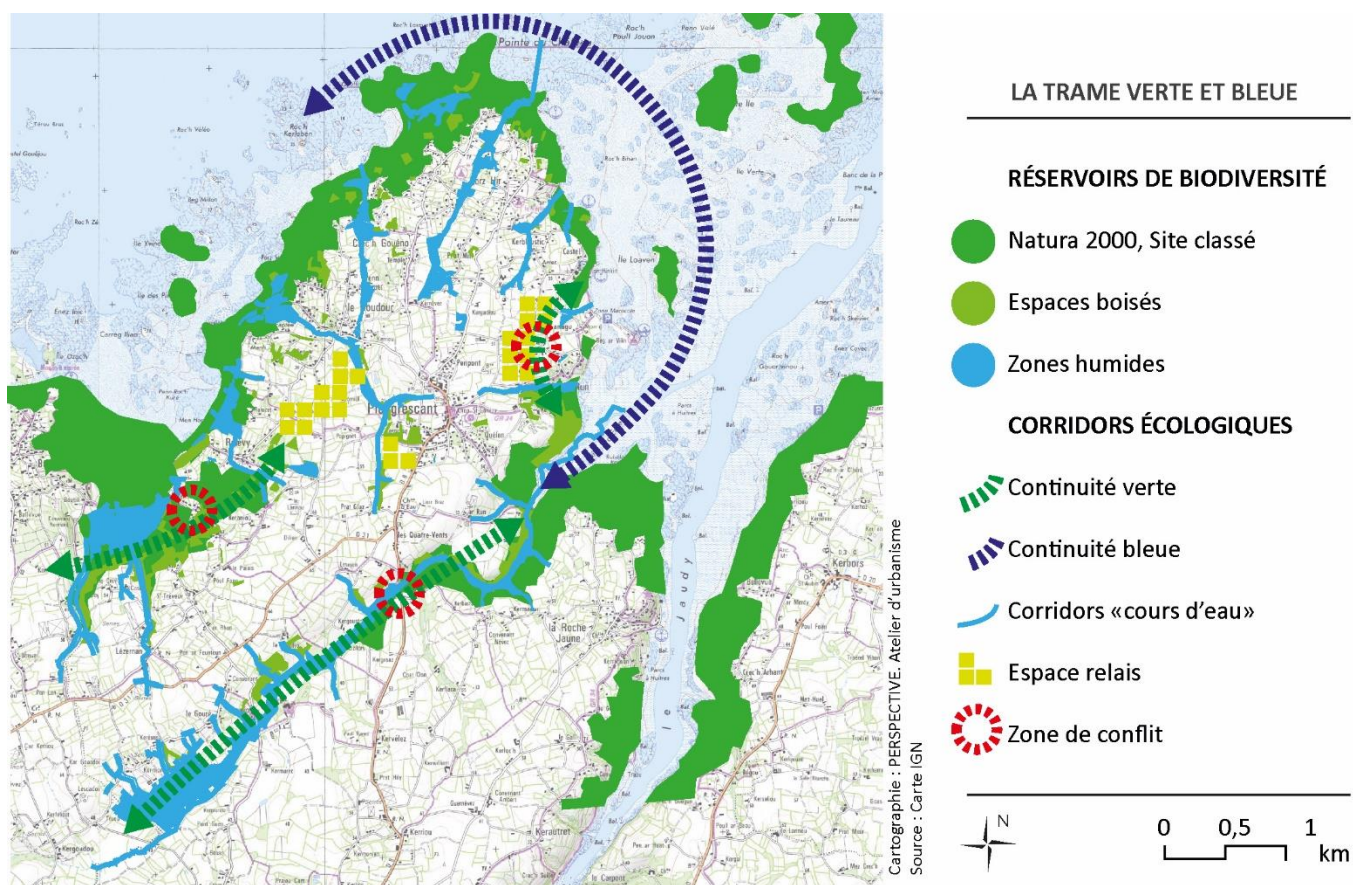
site classé, ZNIEFF) et les zones humides.

Des corridors écologiques sont identifiés. Ils assurent des connexions entre réservoirs de biodiversité et sont connectés aux territoires limitrophes.

Des éléments de fragmentation sont également identifiés. Des zones urbanisées diffuses situées dans le secteur de Beg Vilin et de Guermeil rompent les corridors écologiques. Ces espaces habités forment une rupture induite par la fragmentation de l'espace (voiries) et la présence de clôtures.

De la même manière la D8 constitue une barrière de la continuité écologique identifiée le long de la vallée de Lisildry.

Le PLU doit s'assurer à long terme du maintien des connexions naturelles par un zonage approprié, en cohérence avec les continuités écologiques des communes limitrophes, concernées par des liaisons naturelles et paysagères similaires.



## Définitions

**Zone relais :** zone intermédiaire entre les réservoirs de biodiversité, correspondant à des espaces de « nature ordinaire » et permettant à la faune de faire des étapes dans ses déplacements.

**Zone de conflit :** élément du territoire qui constitue un obstacle pour la dispersion et la migration des espèces. Les discontinuités peuvent être naturelles ou anthropiques.

## 2. PATRIMOINE ET CADRE DE VIE

### L'ESSENTIEL

- ❖ Un patrimoine bâti remarquable, bien identifié et protégé
- ❖ Un patrimoine littoral qui participe à l'attractivité de la commune
- ❖ Des activités qui ont un impact potentiel sur les habitats et les espèces (activité nautique, escalade, randonnée)
- ❖ Une activité conchylicole bien implantée qui modèle le paysage maritime

### UN PATRIMOINE BÂTI REMARQUABLE

Le patrimoine bâti de Plougrescant a fait l'objet d'un recensement en 2008. Cette étude a été réalisée dans le cadre de l'opération d'inventaire préliminaire à l'étude du patrimoine des communes littorales du département des Côtes-d'Armor menée conjointement par le Conseil Général et le Conseil Régional de Bretagne (service de l'Inventaire général du patrimoine culturel).

Cette enquête a permis de procéder au repérage de près de 300 œuvres datées entre le 12<sup>ème</sup> siècle (datation probable) et le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. Dans cet inventaire, 269 œuvres relèvent de l'architecture domestique et agricole (châteaux, manoirs, fermes) et 14 de l'architecture religieuse, commémorative et funéraire (église, chapelles, croix, monuments commémoratifs).

#### ❖ Le patrimoine bâti protégé

**La chapelle Saint-Gonéry** a été classé monument historique par arrêté du 19 janvier 1911. L'ancien cimetière qui l'entoure, y compris le mur d'enceinte et le calvaire a été classé monument historique par arrêté du 11 juillet 1942. La chapelle Saint-Gonéry de Plougrescant est un édifice du 12<sup>ème</sup> siècle (datation probable) agrandi au cours du 4<sup>ème</sup> quart du 15<sup>ème</sup> siècle. Le clocher en plomb incliné est à l'origine de la célébrité de cette chapelle.

**Le château de Keralio**, édifice datant de la fin du Moyen Age et du début de l'époque Moderne, implanté sur la commune de Plouguviel, possède un périmètre de protection qui concerne Plougrescant.

Par ailleurs, la fontaine Saint-Gonéry (17<sup>ème</sup> siècle) a été inscrite sur l'inventaire supplémentaire le 20 janvier 1926. La chapelle Saint-Nicolas ou Saint-Anne de Keralio (vers 1500) a été inscrite sur l'inventaire supplémentaire le 8 décembre 1966.

#### ❖ Les manoirs, maisons, fermes et logis

La datation des œuvres repérées est comprise entre la 2<sup>ème</sup> moitié du 15<sup>ème</sup> siècle et le milieu du 20<sup>ème</sup> siècle. Deux cent soixante-neuf œuvres ont été repérées, parmi lesquelles 6 ont fait l'objet d'une proposition de sélection : le manoir de Goarmel, le manoir de Lanouënan, l'ancien presbytère, une maison au lieu-dit Prat-Min, une ferme au lieu-dit Le Gouré et une maison au lieu-dit Keraudren.

#### ❖ L'église paroissiale, le temple protestant, les chapelles, les fontaines de dévotion, le monument aux morts, les croix monumentales et les croix de chemin

La datation des œuvres repérées est comprise entre le 12<sup>ème</sup> siècle (datation probable) et le 1<sup>er</sup> quart du 20<sup>ème</sup> siècle. Quatorze œuvres ont été repérées sur le territoire,



parmi lesquelles la chapelle Saint-Gonéry, la chapelle Saint-Nicolas de Keralio, la fontaine Saint-Gonéry et la croix de Prat-Ledan, ainsi que la croix de l'île Loaven ont fait l'objet d'une proposition de sélection, les trois premières étant protégées au titre de la législation des monuments historiques.

#### ❖ Les fontaines, les lavoirs, les routoirs et les puits

La datation des fontaines et des puits repérés sur la commune est comprise entre le 3<sup>ème</sup> quart du 17<sup>ème</sup> siècle et le 4<sup>ème</sup> quart du 19<sup>ème</sup> siècle. Cependant, il est difficile de dater précisément certains édifices, dont les lavoirs, qui ont tous été recouverts de ciment. L'inventaire réalisé en 2008 a répertorié neuf fontaines, huit lavoirs, un routoir, ainsi que trois puits. Certaines de ces fontaines ont peut-être été associées à des pratiques votives et à des croyances païennes. Ces petits édifices sont à signaler dans le cadre du circuit de découverte des édifices liés à l'eau sur la commune. Dix lavoirs parmi la vingtaine répertoriée sur la commune ont été reliés par un circuit d'une douzaine de kilomètres : Prat Glaz, Ralévy, Rojo Gwenn, Poul Stripo, Prat Min, Nisquit, Tourot, Crec'h Run, Kerogan, et Goas Caradec.

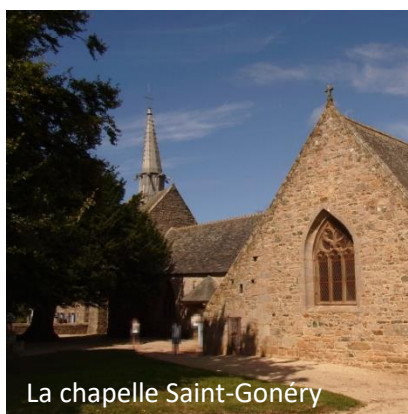
#### ❖ Les moulins

Les quatre derniers moulins à vent de la commune ont été repérés. Le

plus ancien est le moulin du Roudour, antérieur au 19<sup>ème</sup> siècle.

#### ■ Illustrations du patrimoine bâti

Source : Conseil général des Côtes-d'Armor



La chapelle Saint-Gonéry



L'église paroissiale



La croix de l'île Loaven



L'ancien presbytère



Le puits de l'île d'Er



Le moulin du Tourot



## ❖ Les sites archéologiques

Le tableau ci-contre (*source : porter à connaissance de l'État*) liste les sites archéologiques actuellement connus sur la commune.

Les zones de protection sont les suivantes :

**Zone 1** : zone de saisine du Préfet de Région, DRAC Bretagne, service régional de l'archéologie, qui en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Elles ne s'opposent pas à la constructibilité des terrains, mais nécessitent une consultation au titre de l'archéologie préventive.

**Zone 2** : secteur, qui en raison de leur nature ou de leur état de conservation, nécessitant d'être préservés dans le cadre d'une insertion en zone de constructibilité limitée. Cela au titre de l'archéologie, sur la demande de la préfecture de région de la DRAC Bretagne et du service régional de l'archéologie.

Identification	Parcelles	Nature de la zone
462 / 22 218 0001 / PLOUGRESCANT / KERGONET / LE ROUDOUR / groupe de menhirs / Néolithique	2013 : B.279 ; B.331	2
461 / 22 218 0002 / PLOUGRESCANT / CASTEL (AR RUN) / tumulus / Age de bronze	2013 : C.213	1
14772 / 22 218 0012 / PLOUGRESCANT / GRANDE ILE D'ER / production de sel / Age du fer	2013 : A.1690 ; A.1693	1
4638 / 22 218 0006 / PLOUGRESCANT / ILE D'ER / occupation / Paléolithique		
9270 / 22 218 0003 / PLOUGRESCANT GRANDE ILE D'ER / atelier de taille / Néolithique		
4637 / 22 218 0005 / PLOUGRESCANT / ILE LOAVEN / occupation / Paléolithique moyen	2013 : A.1874 à 1876 ; A.2238 ; A.923-924	1
4640 / 22 218 00013 / PLOUGRESCANT / LOAVEN / habitat / Age du fer		
4639 / 22 218 0007 / PLOUGRESCANT / LE GOUFFRE / occupation / Paléolithique	2014 : A.1374	1

## UN PATRIMOINE LITTORAL ET MARITIME REMARQUABLE

Le patrimoine littoral et maritime de Plougrescant est caractérisé par des espaces littoraux et insulaires remarquables, qui s'étendent sur un linéaire côtier d'une dizaine de kilomètres, entre la baie d'Enfer et l'anse de Gouermel. Parmi lesquels peuvent être cités : le site littoral de Castel Meur (propriété du Conservatoire du Littoral), le site de Beg ar Vilin (cimetière à bateaux dans un marais littoral), les sites insulaires de Loaven, d'Ivinec et des Îles d'Er. Hormis le cimetière à bateaux de Beg ar Vilin, ces espaces sont protégés par la Loi littoral et des mesures de classement. La toponymie nautique de ces paysages côtiers fait aussi partie du patrimoine de la commune et des traditions orales populaires.

### ❖ Le patrimoine archéologique maritime

Les pêcheries localisées sur l'estran de la commune sont difficilement datables. Elles représentent cependant un témoignage de l'époque monastique (la pêcherie des Moines aux Îles d'Er) et d'une activité vivrière. Le dernier four à goémon de la commune a été repéré sur l'Île d'Er (datable du 1<sup>er</sup> quart du 20<sup>ème</sup> siècle). Il témoigne de l'importance de l'activité goémonière sur la commune, pour amender les terres cultivables. Cette ruralité littorale montre l'importance de la mer côtière et

de l'exploitation de l'estran (sable, maërl, goémon) dans l'économie locale. La pêche restant une activité plus aléatoire et saisonnière.

### ❖ L'activité nautique

Les infrastructures portuaires de la commune sont récentes. Les quatre sites portuaires (Port du Castel, Pors Hir, Pors Bugale, Pors Scaff) sont davantage des abris naturels pendant la saison estivale. Ils permettent rarement un hivernage de sécurité, hors Beg ar Vilin.

Au total, 216 mouillages individuels sont recensés sur la commune, et 332 autorisés. L'activité de plaisance est pratiquée toute l'année, avec un accroissement de l'activité de mi-avril à mi-octobre. Cela peut entraîner de potentielles atteintes sur les habitats et les espèces, notamment des dérangements de l'avifaune en cas de débarquement sur les îlots nombreux de la commune, l'impact des nuisances sonores sur la faune, le piétinement autour des lieux d'embarcation, etc. Le DOCOB du Trégor-Goëlo propose plusieurs mesures pour éviter tout impact néfaste, notamment : limitation de l'hivernage sur les habitats de pré salés, interdiction de débarquement sur certains îlots, etc.

### ❖ Les sentiers de randonnée

Plougrescant dispose d'un réseau de chemins pédestres très dense.

La commune a fait l'objet d'un Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée.

Elle travaille depuis de nombreuses années au maintien et au développement de ce cheminement. Réalisé dans le cadre de la servitude de passage des piétons, un sentier littoral permet de découvrir la côte de Plougrescant. Le GR 34, sentier de Grande Randonnée, traverse la commune. « Le sentier des Douaniers » est le sentier de Grande Randonnée le plus connu en Bretagne.

Les principaux parcours de randonnées permettent également de rejoindre le bourg. L'ensemble des sentiers balisés de la commune totalise une longueur de 35 kilomètres. Les sentiers sont souvent bordés de talus-murs en pierres sèches et en galets. Ces chemins sont bien balisés et entretenus.

Les activités de randonnée et de promenade peuvent se pratiquer à pied, en vélo ou à cheval. Elles sont majoritairement pratiquées de façon individuelle. Cette activité est pratiquée toute l'année avec un pic d'affluence l'été. Certains tronçons de la servitude littorale sont soumis à une très forte fréquentation, c'est notamment le cas à proximité du site du Gouffre. Si le piétinement peut entraîner une diminution du couvert végétal et une augmentation des processus d'érosion, le développement de cette activité

permet d'entretenir les sentiers et donc le paysage et également de sensibiliser à la protection de l'environnement et de la biodiversité en général.

#### ❖ L'escalade

Les blocs de Plougrescant sont l'un des principaux sites d'escalade de la région. Si une grande partie des pratiquants sont fédérés, certains secteurs sensibles sont soumis à de fortes fréquentations non maîtrisées. Il est nécessaire de maîtriser au mieux cette activité qui a un impact non négligeable sur les habitats et les espèces, notamment l'avifaune.

#### ❖ La conchyliculture

L'activité ostréicole est récente sur le territoire de Plougrescant et date du 3<sup>ème</sup> quart du 20<sup>ème</sup> siècle. Cette activité s'est d'abord installée pour exploiter les bancs naturels d'huîtres plates existant dans l'estuaire. Après plusieurs séries de maladies parasitaires qui ont conduit à des changements dans les espèces élevées, cette activité a été conduite à renforcer son potentiel d'activité à terre après la définition de nouvelles normes sanitaires.

Plougrescant possède un potentiel naturel exceptionnel vis-à-vis de cette culture, la côte orientale de la presqu'île bénéficie des apports nutritifs de l'estuaire du Jaudy (vasières riches en matières organiques). Depuis le développement d'installations à

terre, la commune a franchi un cap décisif dans le développement des activités aquacoles.

Aujourd'hui une zone d'activité est dédiée à la conchyliculture, la zone maréicole de Beg ar Vilin.

L'exploitation conchylicole couvre près de 100 hectares, avec des élevages hors-sols, entre l'île Loaven et la côte de Pors Hir à Beg Vilin.

Quatre zones de production sont répertoriées :

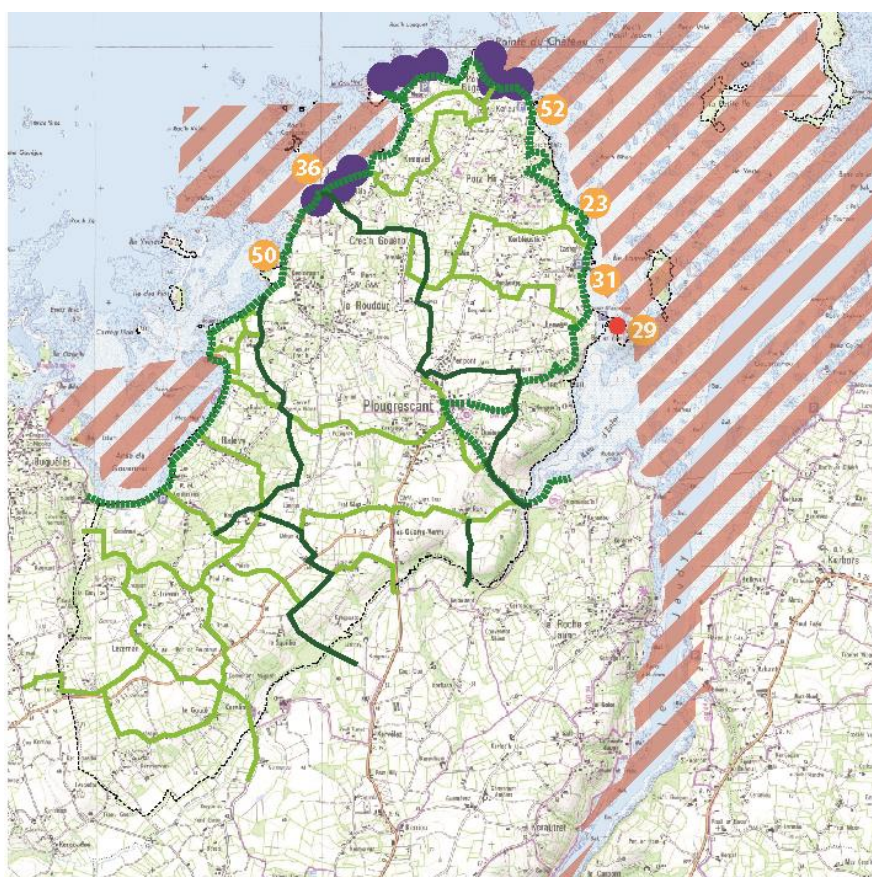
Zone conchylicole		Groupe de coquillage		
N°	Dénomination	Groupe 1 gastéropodes	Groupe 2 coques, palourdes	Groupe 3 huîtres, moules
22.08.20	Gouermel	N	N	B
22.07.11	Le Jaudy : zone amont	N	N	B
22.07.12	Le Jaudy : zone aval	N	B	B
22.08.10	Pors Scaff	N	N	A

#### Arrêté du 13.07.2012

Zone A : Consommation humaine directe

Zone B : Traitement dans un centre de purification avant mise sur le marché. Pêche de loisir possible sous conditions du ministère de la santé

Zone N : Non classée. Activité de pêche ou élevage interdit



Cartographie : PERSPECTIVE, Atelier d'urbanisme  
Source : Carte IGN / DOCOB Trégor-Golfe / PDIPR

## LES ACTIVITÉS DU LITTORAL

-  Promenade et randonnée
-  Chemin de Grande Randonnée
-  Équestre
-  36 Mouillages individuels
-  Site d'escalade
-  Zone de production conchyicole
-  Club de Canoë-Kayak



0 0,5 1 km



### 3. RISQUES ET NUISANCES

#### L'ESSENTIEL

- ❖ Des risques naturels prépondérants : inondation maritime, mouvement de terrain, tempête
- ❖ Des risques technologiques inexistants
- ❖ 30 sites potentiellement pollués, dont 25 liés au stockage de déchets de marée noire
- ❖ Aucune voie de circulation classée pour les nuisances sonores

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs approuvé par arrêté préfectoral du 12 juin 2015 mentionne la présence sur la commune des risques suivants :

#### Risques naturels

- Submersion marine
- Érosion littorale
- Retrait – gonflement des argiles (faible)
- Séisme (zone de sismicité faible)
- Tempête

#### Risques particuliers

- Rupture de digue
- Changement climatique
- Radon

La commune a notamment fait l'objet des arrêtés portant constatation de l'état de catastrophe naturelle suivante :

- Inondations et coulées de boues : arrêtés du 25.08.1986 et du 28.07.1995
- Tempête : arrêté du 22.10.1987
- Inondations, coulées de boue, glissements et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : arrêtés du 29.12.1999 et du 22.04.2014
- Inondations et chocs mécaniques liés à l'action des vagues : arrêté du 22.05.2008

Les cartes des risques sont annexées au présent PLU.

### LES RISQUES NATURELS

#### ❖ Le risque de submersion marine

Les submersions marines sont des inondations temporaires de la zone côtière par la mer dans des conditions météorologiques désavantageuses (surcote due aux fortes dépressions et vents de mer) et marégraphiques sévères engendrant des niveaux marins importants et des conditions d'état de mer défavorables. Des débordements touchent ainsi les terrains situés en dessous du niveau des plus hautes mers et des franchissements atteignent les zones côtières les plus exposées. Les surcotes se propagent également dans les zones estuariennes.

Les submersions marines peuvent provoquer des inondations sévères et rapides du littoral, des ports et des embouchures des fleuves et rivières. Elles sont liées à une élévation extrême du niveau de la mer due à la combinaison de plusieurs phénomènes (intensité de la marée, passage d'une tempête, vent qui exerce des frottements à la surface de l'eau, etc.).

Un porter à connaissance relatif à ce risque, concernant la maîtrise de l'urbanisation, a fait l'objet d'une diffusion à la commune par le préfet en date du 9 juillet 2013.

Les risques de submersion marine sur le trait côtier, et sur des zones

plus étendues sont : Beg Ar Vilin, Kericu, Porz Bugale, Castel Meur, Crec'h Melo, Porz Scaff, Razulet et Gouermel.

L'arrêté préfectoral du 26 décembre 2011, qui fixe la liste des terrains de camping et de stationnement de caravanes soumis à un risque naturel ou technologique prévisible, inclut le camping de « Beg Vilin » au titre de l'aléa inondation « submersion marine ».

Plus globalement, le littoral ouest est plus sensible à ce risque. À noter que plusieurs habitations sont situées dans le périmètre des risques de submersion marine.

#### ❖ **Le risque de mouvement de terrain**

Un mouvement de terrain est un déplacement plus ou moins brutal du sol ou du sous-sol. Il est fonction de la nature et de la disposition des couches géologiques. Il est dû à des processus lents de dissolution ou d'érosion favorisés par l'action de l'eau et de l'homme.

Le risque de mouvement de terrain peut avoir des causes multiples, l'érosion, les cavités souterraines ou encore le retrait et gonflement des argiles.

#### **Le risque d'érosion littorale**

Sur le littoral, le risque d'érosion peut se traduire par des glissements ou écroulements sur les côtes à falaises ou une érosion

sur les côtes basses sableuses. Sur la commune 8 secteurs sont concernés par des risques de chute de blocs et d'éboulement et 4 secteurs sont concernés par des risques de glissement (voir carte page suivante).

#### Quels sont les risques pour la commune (source : DICRIM) ?

La limite orientale de la commune correspond au fond de l'anse sableuse de Gouermel dont le cordon littoral est entièrement aménagé par des enrochements à proximité immédiate de la route côtière. Le flanc nord-est de l'anse de Gouermel comprend également un cordon littoral sableux, qui protège une zone humide pouvant être submergée lors des pleines mers de vive-eau.

La partie Nord de la plage de Ralévy est défendue par des enrochements jusqu'à la pointe rocheuse qui ferme, au nord-est, l'anse de Gouermel. Le reste du littoral de la commune est constitué de falaises de roches dures, non altérées, bordées sur le haut estran par un platier rocheux et localement des cordons de galets. Jusqu'à la pointe du Château, cette portion de côte fait face aux houles de nord-ouest et évolue en mode trop battu pour que des accumulations sédimentaires meubles, autres que des galets, puissent s'y maintenir. Au-delà de la pointe du Château, les falaises de loess de Porz Hir sont en érosion et la construction de murs dans la partie Nord n'a pas

réussi à freiner le recul de ces falaises meubles qui d'une part, s'effondrent en arrière des murs de protection et d'autre part reculent encore d'avantage aux extrémités des ouvrages de défense. Plus au Sud, le cordon de galets de Beg ar Vilin est fixé par des enrochements, selon un plan rectiligne pour sa partie nord, exposée aux houles de nord-est.

#### **L'évolution du trait de côte**

Le recul du trait de côte par érosion concerne une grande partie des côtes basses meubles et certaines côtes à falaises. Il correspond au déplacement vers l'intérieur des terres de la limite entre le domaine marin et le domaine continental.

Une étude CNRS de 2004 précise les sites à enjeux sur la commune :

- Dégradations de falaise rocheuse à l'Anse de Gouermel.
- Dégradations de falaise meuble entre les lieux-dits « Kericu » et « Castel » au nord-est de la commune.
- Deux sites d'éboulement de falaise meuble au niveau de la plage de Pors Hir et à Crec'h Bleiz.

#### **Le risque de retrait – gonflement des argiles**

Un mouvement de terrain peut également être dû au retrait-gonflement des argiles. Suivant la teneur en eau d'un sol argileux,

celui-ci voit son volume modifié. Cela peut entraîner des fissurations en façade des bâtiments.

La commune est peu concernée par le risque de mouvement de terrain. Seule la partie sud de la commune présente un aléa retrait-gonflement des argiles qualifié de faible.

#### ❖ Le risque de séisme

Un séisme ou tremblement de terre correspond à une fracturation des roches, en profondeur, le long d'une faille généralement préexistante. Cette rupture s'accompagne d'une libération soudaine d'une grande quantité d'énergie dont une partie

se propage sous la forme d'ondes sismiques occasionnant la vibration du sol.

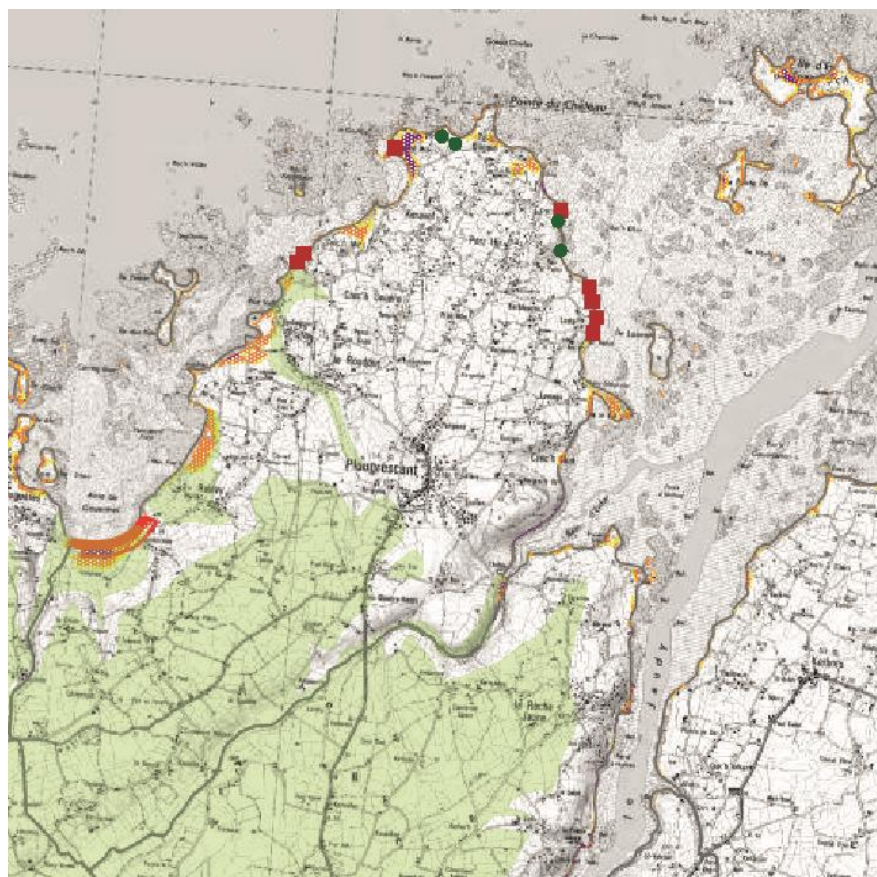
Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français indique que le département des Côtes d'Armor se situe en zone de sismicité faible (sismicité de niveau 2). Ainsi, les règles parasismiques sont obligatoires pour les bâtiments dont le permis de construire est déposé à partir du 1er mai 2011 en construction neuve ou travaux d'extension sur l'existant pour les bâtiments de catégorie 3 et 4 (arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique). Elles sont également obligatoires pour

les travaux lourds pour les bâtiments de catégorie 4 (décret n°20120-1254 du 22 octobre 2012).

#### ❖ Le risque de tempête

Par sa situation sur la côte atlantique, la commune est concernée par les risques de tempête. La prévention en ce domaine repose essentiellement sur les prévisions météorologiques et les bulletins d'alerte.

Météo France émet quotidiennement des cartes de vigilances, « Chacun doit se tenir au courant de l'évolution météorologique et se conformer aux conseils ou consignes émis par les pouvoirs publics ».



Cartographie : PERSPECTIVE, Atelier d'urbanisme  
Source : DDTM 22 / Cartelle / Géorisques.gouv

#### LES RISQUES NATURELS

-  Aléa « lié au changement climatique » hauteur d'eau > 0 m (pour le niveau marin de référence + 0,40 m)
-  Aléa « submersion marine » moyen 0 m < hauteur d'eau < 1 m (pour le niveau marin de référence)
-  Aléa « submersion marine » fort hauteur d'eau > 1 m (pour le niveau marin de référence)
-  Système de protection
-  Zone de dissipation d'énergie (ZDE) à l'arrière du système de protection
-  Aléa « retrait-gonflement des argiles » faible
-  Chute de blocs / Éboulement
-  Glissement



0 0,5 1 km

## LES RISQUES PARTICULIERS

### ❖ Le risque de rupture de digue

Une digue est un remblai longitudinal, naturel ou artificiel dont la fonction principale est d'empêcher la submersion des basses terres la longeant par les eaux d'un lac, d'une rivière ou de la mer.

Le phénomène de rupture de digue correspond à une destruction partielle ou totale d'une digue.

Le risque de rupture de digue sur la commune est lié à la digue de l'anse de Gouvermel. Cette dernière fait l'objet d'un classement en catégorie D d'après l'arrêté préfectoral du 17 avril 2013 relatif à la sécurité des ouvrages hydrauliques et au comité technique permanent des barrages et des ouvrages hydrauliques. Cela signifie que la hauteur de l'ouvrage est inférieure à 1 mètre et que la population protégée est inférieure à 10.

La zone protégée par cette digue correspond à la limite orientale de la commune. Il s'agit du fond de l'anse sableuse de Gouvermel où la route côtière est aménagée.

La commune a déjà connu un phénomène d'endommagement d'ouvrages de protection contre la mer fin février 1990, dû à la combinaison d'une tempête et d'une grande marée.

D'autres digues sont identifiées sur la commune. Elles visent

principalement à protéger et soutenir des voies communales qui suivent le trait de côte, et parfois des petits parkings (par exemple à Pors-Hir et Pors Scaff). Aucun risque particulier n'a été identifié au niveau de ces digues. A noter toutefois qu'une étude du CNRS en date de 2014 portant sur l'érosion littoral précise que les digues situées à Pors Bugale et à Beg Ar Vilin présentaient des dégradations.

### ❖ Le risque de changement climatique

Ce risque se rapporte à la fois aux risques naturels et aux risques technologiques. Il prend en compte les aléas, les enjeux humains et les matériels exposés.

Il comporte des enjeux importants, dont certains spécifiques au bord de mer comme l'érosion et la submersion marines. Le changement climatique risque de particulièrement impacter le littoral du fait, notamment, de la hausse attendue du niveau de la mer. La commune est donc susceptible d'être particulièrement impactée dans le futur par ce risque et les aléas liés.

### ❖ Le risque radon

On entend par risque radon, le risque de contamination au radon. Ce gaz radioactif d'origine naturelle représente plus du tiers de l'exposition moyenne de la population française aux rayonnements ionisants. Il est

présent partout à la surface de la planète à des concentrations variables selon les régions.

Dans plusieurs parties du territoire national, le radon accumulé dans certains logements ou autres locaux, peut constituer une source significative d'exposition de la population aux rayonnements ionisants.

Des mesures ont été effectuées sur tout le territoire classant le département des Côtes-d'Armor en zone prioritaire avec en moyenne 101 à 150 Bq/m<sup>3</sup> (becquerel par mètre cube).

Ce classement en risque prioritaire impose d'effectuer des mesures de l'activité volumique en radon (mesures de dépistage) et des actions correctives (arrêté du 22 juillet 2004 du code de la santé).

Le département des Côtes-d'Armor étant prioritaire, une campagne de mesures a eu lieu dans les établissements recevant du public (arrêté interministériel du 22 juillet 2004).

Les bâtiments concernés sont :

- Les établissements d'enseignements, y compris les bâtiments d'internat.
- Les établissements sanitaires et sociaux disposant d'une capacité d'hébergement.
- Les établissements thermaux.
- Les établissements pénitentiaires.



L'arrêté du 27 juin portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français délimite des zones à potentiel radon à l'échelle communale.

La commune de Plougrescant est répertoriée à potentiel radon de catégorie 3 qui, sur au moins une partie de sa superficie, présente des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations.

D'après l'article L. 125-5 du Code de l'environnement les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, dans des zones de sismicité ou dans des zones à potentiel radon définies par voie réglementaire, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence de ces risques.

## **POLLUTIONS ET NUISANCES**

### **❖ La pollution des sols**

Les sites et sols pollués ou potentiellement pollués ont fait l'objet d'inventaires nationaux, depuis 1994, qui ont été archivés et sont régulièrement mis à jour, dans une base de données nationale intitulée BASOL. Aucun site n'est répertorié sur Plougrescant.

La base de données BASIAS, qui recense les sites industriels et activités de service, en activité ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement, indique 30 sites sur Plougrescant (voir carte page suivante) :

- 25 sites liés au stockage de déchets de marée noire, dont les activités sont terminées.
- 2 garages ou stations-service, dont 1 est en activité au lieu-dit Hent Landreger ;
- 3 sites liés à des activités diverses (Fuel, charbon, forgeron, mécanicien, décharge brute), dont les activités sont terminées.

### **❖ La pollution atmosphérique**

Les sources émettrices de polluants dans l'atmosphère sont nombreuses et concernent tous les secteurs relatifs aux activités humaines (domestique, industrie, agriculture, transport, etc.). Ainsi, s'assurer d'une qualité de l'air acceptable est devenu une

problématique environnementale et un enjeu de santé publique à ne pas négliger.

La Loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, du 30 décembre 1996, précise qu'« Il est reconnu à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et d'être informé de la qualité de l'air qu'il respire ». Ainsi le Code de l'Environnement (article L. 221-1 à L. 221-6) prévoit une surveillance de la qualité de l'air sur l'ensemble du territoire. Le dispositif surveille la qualité de l'air extérieur et assure l'information, notamment en cas de pic de pollution.

L'association Air Breizh est un organisme de surveillance, d'étude et d'information sur la qualité de l'air en Bretagne. Agréée par le Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM), elle a pour missions :

- De mesurer en continu les concentrations dans l'air ambiant des polluants urbains nocifs (dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>), dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>), ozone (O<sub>3</sub>), monoxyde de carbone (CO), particules fines (PM<sub>10</sub> et PM<sub>2.5</sub>), HAP, métaux lourds et Benzène).
- D'informer les services de l'Etat, les élus, les industriels et le public, notamment en cas de pic de pollution.
- D'étudier l'évolution de la qualité de l'air au fil des années et de vérifier la

conformité des résultats par rapport à la réglementation.

La station de Balzac, situé à Saint-Brieuc est la plus proche de Plougrescant. À noter que le contexte (densité, circulation, activités industrielles) de Plougrescant est bien plus favorable que celui de Saint-Brieuc.

La majorité des seuils réglementaires est respectée dans les Côtes d'Armor. Toutefois, 2 polluants connaissent des dépassements plus ou moins réguliers (O3 et PM 10).

Le dépassement du seuil d'information et de recommandation du public en particules PM10 a entraîné le déclenchement de la procédure à

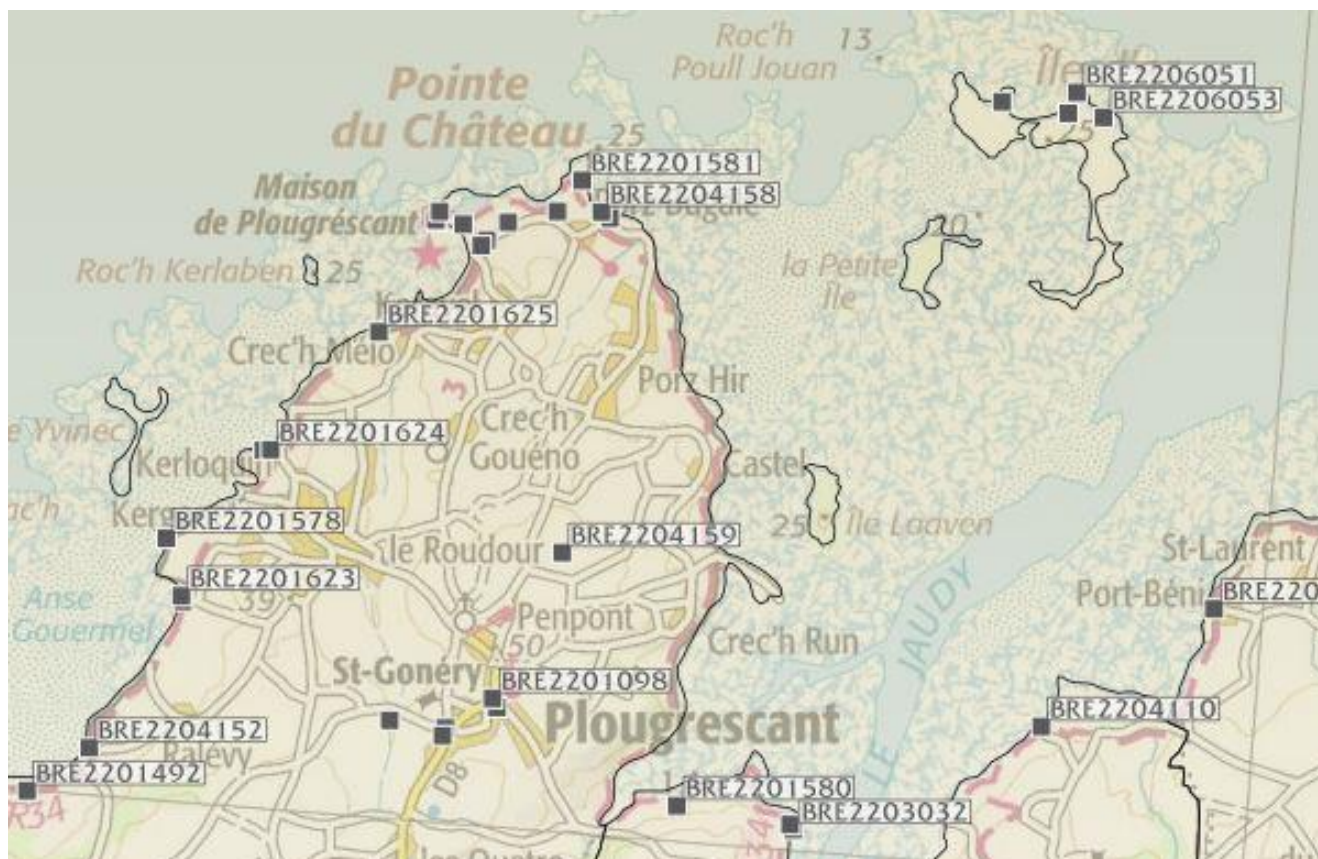
plusieurs reprises dans les Côtes d'Armor, notamment en février et mars mais aussi en décembre 2013.

#### ❖ Les installations classées

Aucune Installation Classée pour la Protection de l'Environnement n'est répertoriée à Plougrescant. À noter que deux installations sont répertoriées sur la commune limitrophe de Plouguil.

#### ► Localisation des sites inventoriés par la base de données BASIAS

Source : [www.georisques.gouv.fr](http://www.georisques.gouv.fr)



## 4. GESTION DES RESSOURCES

### L'ESSENTIEL

- ❖ Des ressources en eau potable élevées et de bonne qualité.
- ❖ Une station d'épuration de 1 000 Équivalent habitant (EH), possédant une capacité résiduelle de 300 EH. Une problématique de surcharge hydraulique en cours d'analyse.
- ❖ Le secteur résidentiel et celui du transport sont les plus gros consommateurs d'énergie à l'échelle départementale, dû notamment à la relative mauvaise qualité thermique du bâti plutôt ancien, et à la faible densité de logements qui entraîne des déplacements nombreux (déplacements domicile-travail, accès aux services et loisirs...).
- ❖ Un potentiel de production d'énergie renouvelable sur le territoire relativement faible : une urbanisation diffuse et des sites protégés peu propices au développement de l'éolien, des sols essentiellement agricoles non adaptés à la mise en œuvre de centrales photovoltaïques.

## LA RESSOURCE EN EAU

### ❖ La qualité et la gestion

La ressource en eau et sa gestion constitue un enjeu majeur cadré par la mise en place d'une politique de l'eau. Cette politique, définie à l'échelle nationale dans le cadre de la Directive Cadre sur l'Eau, se décline ensuite à l'échelle régionale puis locale à travers les Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

L'objectif est la gestion équilibrée et durable de l'eau en travaillant sur la gestion quantitative et qualitative de la ressource. Les moyens d'atteindre cet objectif passent par la préservation des eaux et de milieux aquatiques, une gestion adaptée au changement climatique et une amélioration du service public de l'eau et de l'assainissement. À l'échelle locale, elle se traduit également par la préservation des milieux naturels (zones humides, bocage...) et de la biodiversité.

Plougrescant est concernée par le **SDAGE Loire-Bretagne** et le **SAGE Argoat-Trégor-Goëlo** dont il convient de rappeler les enjeux.

Le bassin Loire-Bretagne est identifié comme un district hydrographique qui correspond à l'échelle d'application du cadre de gestion et de protection des eaux

définis par la directive cadre sur l'eau (DCE).

Le Schéma Directeur de Gestion et d'aménagement des Eaux 2016-2021 a été arrêté par le Préfet coordonnateur le 18 novembre.

Il fixe les objectifs qualitatifs et quantitatifs pour un bon état de l'eau et des milieux aquatiques à l'horizon 2021. Il indique les moyens pour y parvenir exprimés sous la forme d'orientations et de dispositions :

- Les orientations donnent la direction dans laquelle il faut agir.
- Les dispositions précisent pour chaque orientation les actions à mener et fixent le cas échéant des objectifs quantifiables.

Le programme de mesures associé au SDAGE identifie les actions clefs à mener par sous-bassin. Le SDAGE définit 14 orientations pour la gestion de l'eau. Ces orientations peuvent être regroupées en 4 grands thèmes :

*1. Protéger le bon fonctionnement des milieux aquatiques qui est une condition clef du bon état de l'eau*

- Repenser les aménagements de cours d'eau.
- Préserver les zones humides.
- Préserver la biodiversité aquatique.
- Préserver le littoral.
- Préserver les têtes de bassin versant.

## 2. Lutter contre les pollutions

- Réduire la pollution par les nitrates.
- Réduire la pollution organique et bactériologique.
- Maîtriser et réduire la pollution par les pesticides.
- Maîtriser et réduire les pollutions dues aux substances dangereuses.
- Protéger la santé en protégeant la ressource en eau.

## 3. Maîtriser la ressource en eau

- Maîtriser les prélèvements d'eau.

## 4. Développer la conscience et la prévention du risque

- Faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques.
- Mettre en place des outils réglementaires et financiers.
- Informer, sensibiliser, favoriser les échanges.

Les collectivités et organismes publics doivent se conformer au SDAGE dans toutes leurs décisions d'aménagement. La police de l'eau s'y réfère dans la délivrance des autorisations.

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE), d'initiative locale, mettent en œuvre le SDAGE dans des zones géographiques correspondant à des sous-bassins ou ensemble de

bassins, formant des unités cohérentes. Ils déclinent les orientations et les dispositions, en les complétant ou en les adaptant si nécessaire aux contextes locaux.

Le SAGE Argoat-Trégor-Goëlo a été approuvé par arrêté préfectoral en date du 21 avril 2017. Il s'organise autour de 5 règles clefs :

- Interdire les rejets directs d'eaux traitées au milieu superficiel pour les dispositifs d'assainissement non collectif des nouveaux bâtiments.
- Interdire le carénage hors des lieux équipés de systèmes de collecte et de traitement des effluents de lavage.
- Interdire la dégradation des cours d'eau par le bétail.
- Encadrer les projets conduisant à la destruction des zones humides.
- Protéger les zones naturelles d'expansion des crues.

Le territoire doit considérer la préservation et la gestion des eaux souterraines, de surface, mais également littorales. Aussi, le diagnostic qui suit décline ces différentes dimensions de la ressource en eau et les utilisations qui en découlent.

### ❖ L'eau potable

L'objectif principal est de délivrer en permanence une eau de qualité à tous les usagers.

L'alimentation en eau potable de Plougrescant est assurée par le

syndicat d'eau du Trégor. Ce dernier regroupe huit communes du littoral du Trégor, situées entre les villes de Perros-Guirec et de Tréguier : Camlez, Louannec, Penvénan, Plougrescant, Plouguiel, Saint-Quay-Perros, Trélévern et Trévou-Tréguignec.

Il alimente en eau potable plus de 9 600 abonnés représentant une population permanente de quelque 14 000 habitants, population qui double pendant la période estivale.

La production d'eau potable est réalisée à partir de plusieurs ressources, dont (*source : Syndicat d'eau du Trégor*) :

- Un pompage au fil de l'eau dans la rivière du Guindy à Pont-Scul en Plouguiel.
- Un pompage dans la nappe souterraine de Traou-Wern en Plouguiel.
- Un approvisionnement à partir de la nappe souterraine de Kernévec, fourni par le syndicat voisin de Kernévec.

À l'échelle du Trégor, le territoire possède un potentiel de production élevé qui permet de répondre à ses besoins et de transférer une partie de ses ressources vers des territoires moins bien dotés. L'abondance apparente de la ressource ne doit toutefois pas occulter les enjeux de la gestion de l'eau, notamment en termes de qualité et de temporalité.



L'eau distribuée aux abonnés du syndicat d'eau du Trégor est régulièrement analysée en sortie de l'usine de Pont-Scoul avant sa mise en distribution. Les résultats des différentes analyses, réalisées en autocontrôle par le syndicat ou dans le cadre du contrôle sanitaire par la délégation territoriale des Côtes-d'Armor de l'Agence régionale de santé de Bretagne, montrent une eau conforme aux normes en vigueur.

Les résultats de ces analyses sont à disposition du public en mairie et au siège du syndicat.

Si le rendement des réseaux est moyen sur la commune (entre 70 et 80 % en 2009), les travaux entrepris par la collectivité permettent d'améliorer progressivement les rendements en réparant les fuites et les mauvais branchements. Par ailleurs, la dispersion de l'habitat, s'il constitue une tradition, s'avère coûteux.

### Qualité de l'eau distribuée (source : syndicat d'eau du Trégor, avril 2016)

*Bactériologie : bonne qualité, pas de dépassement des limites de qualité (100% de conformité), 2 dépassements de référence de qualité*

#### Nitrate

Source de données	Nombre de prélèvements	Nitrate (mg/L)			Limite de qualité (mg/L)	Conformité
		Min.	Moy.	Max.		
ARS de Bretagne	51	6	26	40	50	<b>100 %</b>
Syndicat d'eau	52	2	23	37		<b>100 %</b>

#### Matière organique

Source de données	Nombre de prélèvements	Carbone organique total (mg/L)			Référence de qualité (mg/L)	Conformité
		Min.	Moy.	Max.		
ARS de Bretagne	12	0,66	0,88	1,10	2	<b>100 %</b>
Syndicat d'eau	52	0,60	0,90	1,60		<b>100 %</b>

#### Pesticides

Source de données	Nombre de prélèvements	Nombre de molécules analysés	Nombre d'analyses réalisées	Nombre de dépassement de la limite	Conformité
ARS de Bretagne	12	71	537	0	<b>100 %</b>
Syndicat d'eau	6	79	474	0	<b>100 %</b>

*Bromates : pas de dépassement de la limite de qualité*

*Turbidité et fer : 1 dépassement de la référence de qualité en fer*

## ❖ L'assainissement collectif et individuel

En matière d'assainissement collectif, la capacité épurative est assurée par la station d'épuration située au Roudour. Le bourg et le Roudour sont concernés par l'assainissement collectif. La station dispose d'une capacité de 1 000 Eh (Equivalent-Habitant). Au regard des raccordements existants au réseau d'assainissement collectif, la capacité résiduelle de la station est de 300 Eh. À noter que la station est régulièrement en surcharge hydraulique, même s'il elle n'atteint pas le maximum admissible en charge organique. La station d'épuration traite 250 m<sup>3</sup> au lieu de 100 m<sup>3</sup>, soit 150 m<sup>3</sup> d'eau parasite. Lannion-Trégor Communauté en partenariat avec la commune a engagé une étude afin de déterminer le programme de travaux nécessaire pour remédier à ce dysfonctionnement.

L'assainissement non collectif (ANC), aussi appelé assainissement autonome ou individuel, constitue la solution technique et économique la mieux adaptée en milieu rural. Lannion-Trégor Communauté est compétente, en lieu et place de la commune, en matière de « contrôle des installations d'assainissement non collectif » aussi appelé Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

## ❖ La qualité de l'eau

L'artificialisation des sols imperméabilise leur surface et engendre de nombreuses conséquences environnementales, notamment sur la ressource en eau. L'imperméabilisation des sols concentre le ruissellement et intensifie le transfert de sédiments chargés de contaminants des sols vers les cours d'eau (engrais azotés ou phosphatés, hydrocarbures, métaux lourds, produits phytosanitaires).

Les masses d'eau de surface du Jaudy et du Lizildry présentent respectivement un bon état et un état moyen tandis que les masses d'eaux souterraines présentent un état chimique médiocre (*source : SAGE Argoat Trégor Goëlo*).

Pour le Lizildry, il a été observé entre 2009 et 2010 des concentrations en nitrate et en phosphore supérieures à la valeur seuil fixé dans le cadre de la DCE

(Directive Cadre sur l'Eau).

La masse d'eau côtière présente quant à elle un bon état général. Les résultats fournis par l'Agence Régionale de Santé (ARS) pour l'année 2016 témoignent d'une eau de baignade d'excellente qualité sur les plages de Beg Vilin, Pors Scaff et Pors Hir et une eau de bonne qualité à Gouvermel.

À noter que les zones conchylicoles de Plougrescant sont soumises à des pollutions d'origine bactériologique. Le tableau ci-dessous présente les données de classement issues des arrêtés préfectoraux de 2004, 2010 et 2012 (*source : SAGE Argoat Trégor Goëlo*).

Classement des zones conchylicoles	20 août 2004	21 juillet 2010	13 juillet 2012
Groupes	bivalves non fousseurs (huîtres, moules...)	bivalves non fousseurs (huîtres, moules...)	bivalves non fousseurs (huîtres, moules...)
Pors Scaff	<b>A</b>	<b>B</b>	<b>A</b>
Anse de Gouvermel	<b>B</b>	<b>B</b>	<b>B</b>

*Le déclassement d'une zone A en zone B correspond à une dégradation de la qualité microbiologique : le nombre d'E.coli pour 100g de chair et de liquide intervalvaire de coquillages (CLI) est inférieur à 230 pour un classement sanitaire A et compris entre 230 et 600 pour un classement sanitaire B.*

## LA GESTION DES DÉCHETS

La collecte des déchets ménagers est assurée par les services de la Communauté d'agglomération. Le traitement est quant à lui assuré par le syndicat SMITRED Ouest d'Armor.

Certains déchets sont collectés en apport volontaire : les verres et les journaux (plusieurs points de collecte existent sur la commune), les bios déchets (à la déchetterie de Minihiy-Tréguier). Au porte-à-porte sont récupérés les emballages recyclables (conteneurs jaunes) et les déchets ménagers résiduels (poubelles bleues).

Depuis le début de l'année 2012, un centre de tri haute - technologie a été inauguré à Valorys (PLUZUNET) permettant de trier et de recycler davantage de déchets. Il répond aux attentes du Grenelle de l'environnement qui souhaite traiter 75 % des déchets en 2015. Suite à la mise en place de la collecte du tri sélectif en porte à porte, les résultats observés en 2014 semblent assez satisfaisants : le taux de refus sur la chaîne de tri à l'usine de Valorys était alors de 7,53 %.

La déchetterie la plus proche de la commune est celle du Quillio à Minihiy-Tréguier, rénovée entre 2013 et 2014. Elle est ouverte uniquement aux particuliers dans le cadre de l'apport volontaire. Elle collecte ainsi les déchets qui ne rentrent pas dans le schéma de la

collecte des ordures ménagères classique. Après un stockage transitoire, ces déchets sont valorisés dans des filières adaptées ou éliminés dans les installations destinées à les recevoir.

## LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

La France dans la « Loi de programme sur les orientations énergétiques – Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 » a défini un programme d'actions en vue d'économiser les énergies et développer les énergies renouvelables. Plus récemment, la loi de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement a été définitivement adoptée le 23 juillet 2009. Cette loi place la lutte contre le réchauffement climatique au premier rang des priorités.

Dans ce contexte, Lannion-Trégor Communauté a adopté un premier Plan Climat énergie en 2013 traitant principalement les questions liées au bâtiment, aux déplacements et aux transports, aux énergies renouvelables et à la sensibilisation et mobilisation des acteurs. Suites aux dernières évolutions réglementaires, Lannion-Trégor Communauté a pour obligation de produire un PCAET avant le 31 Décembre 2018.

Le bilan des consommations d'énergie sur le territoire de l'agglomération est de 2 880 GWh pour l'année de référence 2010.

Le secteur résidentiel est le principal poste de consommation énergétique sur le territoire avec 44 % de la consommation totale, suivi du secteur tertiaire avec 18 % de la consommation totale. Les bâtiments du territoire représentent plus de 60 % des

consommations énergétiques totales. Le transport de voyageurs est le troisième secteur consommateur d'énergie du territoire avec 16 % des consommations. L'agriculture est le quatrième secteur du territoire avec une part de 11 % des consommations.

Pour le territoire intercommunal, l'objectif est notamment de réduire les consommations d'énergies et les émissions de GES des logements, de lutter contre la précarité énergétique, et enfin de réduire l'impact Energie CES - qualité de l'air des bâtiments tertiaires, des transports et de l'agriculture.

#### ❖ **Potentiels de production d'énergies renouvelables sur le territoire**

Le potentiel d'installation de grand éolien est limité sur le territoire. Le schéma régional éolien établit, à titre indicatif, la liste des communes situées en zones favorables. Plougrescant fait partie de la zone dite « sensible » et est donc incompatible en raison de ses sites classés et inscrits et de son urbanisation diffuse. Les petites éoliennes et éoliennes urbaines pourraient se développer mais, en l'absence de tarif d'achat d'électricité privilégié, le déploiement restera sans doute balbutiant.

La production électrique solaire repose sur différents types d'installations photovoltaïques

(installations en toitures résidentielle ou industrielle, sur bâtiments agricoles ou centrales au sol). Les installations en toiture résidentielle concernent un grand nombre des projets de petite puissance. La limite physique (gisement brut) est le nombre de toitures orientées au sud sans masque. Une centrale au sol classique représente l'équivalent, en termes de production, de 1000 installations en toitures résidentielles. Aucun projet d'envergure n'est aujourd'hui connu sur la commune.